

N° 360 septembre
2008 - 4,60€ - 7 FS

écologie • alternatives • non-violence

silence



Autoproduire pour se reconstruire



Alternatives Carnets de voyages...
Après-pétrole Changements en vue

G8 : LA CRISE ALIMENTAIRE AU MENU



FAUT-IL AVOIR PEUR DES CENTRALES NUCLÉAIRES ?



PAS DE GRACE COLLECTIVE LE 14 JUILLET



3 questions à...

Xavier Renou,
animateur des Désobéissants

Pourquoi et comment a été créé le Manifeste des Désobéissants ?

Xavier Renou : Le collectif des désobéissants est d'abord né en novembre 2006 d'un traumatisme profond : l'arrêt brutal d'une campagne que Greenpeace menait depuis près de deux années contre la relance de l'arme nucléaire en France. En effet, comme Silence s'en est fait l'écho à plusieurs reprises, la France, aux côtés des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, a décidé il y a quelques années de donner un rôle offensif à l'arme nucléaire, en se dotant d'un méga missile, le missile intercontinental M51, en cours de test dans les Landes, et aussi de mini-bombes nucléaires d'attaque. La campagne menée par Greenpeace, avec d'autres, avait mobilisé plusieurs milliers de personnes, autour du festival Peace and Landes, et s'était traduite, pour la première fois en France, par une inspection citoyenne "désobéissante" contre le CELM, Centre d'essai et de lancement de missiles de Biscarrosse (Landes). Quarante personnes, venues de toute l'Europe, avaient été interpellées à l'intérieur du centre où sont testés les M51. Les médias avaient commencé à s'intéresser à la question. Mais l'arrêt de cette campagne laissait orphelins de nombreux militants pacifistes qui avaient donné leur temps et leur énergie contre cette menace nouvelle.

Aussi, quand début novembre 2006, nous apprenons la date du premier tir d'essai du M51, nous nous tournons vers Greenpeace pour mener une action non violente contre le tir. Refus. Alors, avec une poignée de militants, nous décidons de mener l'action à la Greenpeace, mais sans Greenpeace. Nous pénétrons sur le terrain militaire, pour mettre nos vies en danger et dissuader ainsi les autorités de tirer. Mais parce que nous ne sommes pas aussi bons que Greenpeace, nous ne parviendrons à retarder le tir que de 20 petites minutes ! Alors nous décidons de nous former... Les Désobéissants sont nés.

Quel est le bilan d'une année et demie de formations à l'action directe non-violente ?

Le premier stage de formation à l'activisme non violent est organisé dans le Vercors. Lieu symbolique s'il en est ! Il s'agit donc de nous donner les moyens de poursuivre les actions contre le M51, mais aussi de diffuser la culture de l'action directe non violente, et notamment de la désobéissance civile, dans toutes les luttes progressistes et altermondialistes. Nous pensons que les mouvements sociaux et écologistes ont tort de ne s'en tenir qu'à des modes d'action strictement symboliques, comme la manifestation autorisée et les pétitions qui partent à la poubelle. Face à des adversaires qui ne sont pas de bonne foi, et qui se moquent bien de nos colères et de nos souffrances, il faut construire un véritable rapport de force. Et pour ça, pas d'autre choix que de désobéir... en évitant bien sûr les pièges de la violence. Nous savons faire la différence entre un être humain et la fonction sociale qu'on lui fait jouer.

quoi de neuf ?

VENEZ NOUS VOIR
les 18 et 19 septembre !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 16 h à 20 h et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par Silence. Cela se poursuit le vendredi de 10 h à 18 h, le repas de midi vous est offert. Et naturellement, vous repartez avec le nouveau numéro qui vous est offert.

Prochaines expéditions :
18 et 19 septembre, 16 et 17 octobre,
13 et 14 novembre...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **10 h les samedis 30 août** (pour le numéro d'octobre),

27 septembre (pour le numéro de novembre),
25 octobre (pour le numéro de décembre)...

Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **6 août 2008**.

SILENCE, EXPLORATEUR D'ALTERNATIVES

Silence cherche plus que jamais à être explorateur d'alternatives en rencontrant et en mettant en lien les personnes qui cherchent à les mettre en pratique ici et maintenant. C'est pourquoi

nous débutons dans ce numéro deux séries de reportages : de Sébastien Valette qui est parti à pied sur les routes de France pour rencontrer des expériences de vie collective et étudier leurs possibilités d'autonomie ; et de Pablo, Tchandra et Julien qui sont partis à vélo vers l'Inde et exploreront les alternatives en chemin. Nous leur souhaitons bon chemin, et à vous aussi lecteurs en leur compagnie. Dans les prochains numéros, nous devrions également présenter des reportages en BD de Mathieu Colloghan sur les alternatives en région parisienne... et ailleurs.

NIÈVRE ET SAÔNE-ET-LOIRE

Pour les lecteurs et les lectrices de Nièvre et Saône-et-Loire, nous sommes en recherche d'alternatives dans votre région en vue de la publication d'un numéro prévu pour l'été 2009.

NICOLAS SARKOZY PRÉSENTÉ À LA
CÉRÉMONIE D'OUVERTURE DES J.O.

J'AI RÉUSSI LES MINIMAS
EN DROITS DE L'HOMME



AFFAIRE TAPIE :
LA PAGE EST Tournée



Pour le premier stage, nous faisons appel à des formateurs belges de Bombspotting, ceux qui organisent des actions spectaculaires contre le militarisme. J'avais participé avec eux au blocage de l'OTAN en 2005, avec un millier de pacifistes, cela m'avait fortement impressionné ! Ils nous transmettent leurs techniques, et aident certains d'entre nous à devenir formateurs à leur tour. On est déjà une vingtaine, surtout des militants écologistes et pacifistes. Mais très vite le succès vient. On organise un deuxième stage, en Normandie, où nous sommes 47 ! Suivront une trentaine de stages dans toute la France... avec un panel chaque fois plus large de causes représentées par les stagiaires...

Les désobéissants sont donc aussi des activistes ?

Bien sûr ! Nous sommes au service de tous ceux qui luttent pour améliorer les choses et veulent recourir aux outils de la désobéissance civile. Du coup, on nous appelle pour mener des occupations, des blocages, du théâtre de l'invisible, des actions en clowns, des perturbations d'AG d'actionnaires, de colloques de ministres, etc. Et chaque fois, nous encourageons la recherche de résultats par opposition aux bla bla des réunions militantes ; la convergence des luttes, par opposition aux sempiternelles guerres de chapelles qui nous paralysent trop souvent ; l'empathie avec l'humain qui est notre adversaire, mais aussi la plus grande détermination face aux logiques mortifères portées par ces mêmes adversaires. Et nous ne signons jamais nos actions en tant que Désobéissants, puisque celles-ci sont portées par d'autres, les acteurs légitimes de telles ou telles luttes.

Contact : Xavier Renou, 49 rue de Neuilly 92110 Clichy.
www.desobeir.net

SOMMAIRE

édito / dossier du mois

Autoproduire pour se reconstruire 4 à 16

nucléaire

Le Tricastin en eaux troubles

de Michel Bernard 27

énergie

Enercoop, un fournisseur d'électricité vraiment vert

propos recueillis par Michel Bernard 28

mai 2008

La Commune de la colline met le feu à la Croix-Rousse

propos recueillis par Guillaume Gamblin 30

après-pétrole

Transports : un changement de politique nécessaire

de Jean Sivardière 32

neso

Pour une meilleure cohérence des démarches alternatives

d'A.-S. Bouveret, R. Feuillet et A. Guillem 34

nord-sud

Agro-écologie contre désertification

de Pierre Gevaert 36

éducation

L'échec de l'école est une réussite

de Jean-Pierre Lepri 38

carnet de Sébastien Valette

L'arche de Saint-Antoine 39

voyage

Des roues et des rouets 41

BRÈVES	17 société	23 nucléaire
	17 santé	24 nord-sud
	18 alternatives	24 femmes
	19 agri-bio	25 agenda
	20 environnement	26 annonces
	21 paix	42 courrier
	21 politique	44 livres
	22 énergies	

Les reportages se feront au printemps 2009. C'est donc le moment de nous envoyer des adresses, des tracts de présentation, des dépliants...
Merci d'avance.

Offrir S!lence !

Si vous offrez cinq abonnements découverte pour six mois (20 x 5 = 100 €), vous bénéficiez de votre réabonnement gratuit pour un an (46 €).

Aider à la diffusion

Vous pouvez nous aider à mieux diffuser la revue et à toucher ainsi d'autres publics. Vous pouvez proposer S!lence à votre bibliothèque, au centre de documentation d'un lycée ou d'une université. Cet abonnement par des institutions publiques donne aux pauvres, aux chercheurs, aux étudiants, aux activistes locaux un accès facile et utile à "une voix différente", critique et optimiste que peut être S!lence. Adressez-vous aux établissements de votre commune. Eventuellement demandez-nous deux numéros de votre choix (celui de votre région s'il existe) pour vos futurs démarchages par téléphone. Merci.

S!lence en danger

Pour le mois de juillet, nous avons reçu 13 705 € de dons et le nombre d'abonnés pour ce numéro est de 4326. Notre objectif est d'atteindre 80 000 € d'ici la fin de l'année et de remonter à 5000 abonnés. Un remerciement spécial à plusieurs petites maisons d'édition (La Plage, Libertaires...) qui nous ont envoyé un chèque. Merci également aux autres revues qui ont relayé notre appel. Merci enfin aux lecteurs et lectrices qui nous permettent ainsi de continuer. Cet argent nous a permis de passer l'été, un moment toujours difficile pour la presse alternative. Nous avons résorbé une partie des dettes du début 2008 et nous allons pouvoir engager de nouvelles actions pour améliorer la revue.

S!lence devrait pouvoir poursuivre sa route si les soutiens de nos lecteurs et lectrices ne faiblissent pas. Pour ceux et celles qui n'ont pas encore glissé un chèque dans l'enveloppe en T insérée dans le numéro d'été, il est toujours temps de nous aider.

Autonomie et solidarité

Selon le discours officiel, en travaillant plus, on pourrait gagner plus. Une illusion entretenue par des politiques démagogues dans un pays où la quantité et la qualité du travail salarié diminuent et où la production des richesses est confisquée par une élite¹. Une élite qui a besoin que l'on croie à cette nécessité de travailler plus... pour qu'elle puisse continuer, elle, à gagner plus.

S'il faut bien sûr dénoncer cette situation, plutôt que d'attendre un hypothétique grand soir, de nombreux réseaux ont commencé à développer des alternatives pour devenir plus autonomes et donc moins dépendants d'un travail salarié : cela passe par les AMAP², les SEL³, les groupes décroissance⁴, les groupes de santé, les jardins partagés, les ateliers vélos, les rencontres conviviales, l'hébergement solidaire⁵, des ateliers cuisines, des ateliers bricolage, des outillthèques... Ces expérimentations sont généralement lancées par une mouvance à la recherche d'une simplicité volontaire, d'une certaine "pauvreté" choisie. A côté de cela, il y a ceux pour qui la pauvreté, la misère, l'exclusion sociale sont subies. Le Programme autoproduction et développement social (PADES), avec qui nous avons conçu ce dossier, développe depuis des années des outils pour utiliser ces démarches d'autonomisation comme mode de solidarité avec les plus démunis. Parce que l'écologie ne peut se faire sans son volet social, nous vous invitons à découvrir la richesse de ces initiatives.

Michel Bernard ■

1. En 2007, la rémunération des patrons des 40 entreprises cotés au CAC 40 a augmenté de 58 %. *L'Expansion*, 27 mai 2008.
2. Association pour le maintien d'une agriculture paysanne, voir dossier dans *Silence* n° 357.
3. Systèmes d'échanges locaux, www.selidaire.org.
4. voir www.decroissance.info
5. voir dossier dans *Silence* n°293.



Les ateliers cuisine

page 10



Les ateliers mécanique

page 13

Faire soi-même	5
Refaire son intérieur pour se reconstruire	6
Isolation, salubrité et maîtrise de l'énergie	8
Les ateliers cuisine	10
Les jardins familiaux de développement social	12
Les ateliers mécanique	13
Ça, c'est moi qui l'ai fait !	15

Faire soi-même

Alors que les inégalités s'aggravent, nos politiques semblent manquer de moyens et de projets. On peut pourtant exploiter des ressources cachées, des gisements de richesse inexploités qui bénéficieront d'abord à ceux qui sont en difficulté, à ceux qui souffrent le plus de l'essoufflement de l'économie et d'un certain agencement de l'économique et du social.

Il s'agit de libérer les possibilités de quantité de gens de faire par eux-mêmes, de donner un peu d'espace à des personnes bridées par des conditions de vie très appauvrissantes. De quoi s'agit-il plus précisément ? De faire par soi-même. De permettre à des personnes qui n'en ont pas eu jusqu'à les moyens d'améliorer leur logement, de le rendre plus confortable et mieux adapté à leurs besoins. De satisfaire l'envie de ceux qui sont dans un habitat collectif de cultiver un jardin, d'avoir le plaisir de produire des fleurs et des légumes pour soi ou ses proches. Certes, dira-t-on, ces activités sont utiles mais a-t-on besoin d'en faire l'objet d'une politique ?

La panne des savoir-faire de la vie quotidienne

De nombreux indices suggèrent que les transformations rapides de la civilisation matérielle et du cadre technique et économique de la vie quotidienne favorisent l'inaptitude de beaucoup de personnes à maîtriser les savoir-vivre et les savoir-faire de la vie quotidienne.

Aujourd'hui un nombre croissant de ménages ne sait plus ni se nourrir, ni nourrir ses enfants de sorte que, par exemple, l'obésité devient un grave problème de santé publique qui va peser de plus en plus sur le budget social comme sur le destin des individus. D'autres ne maîtrisent pas les règles informelles de coexistence avec autrui, et la montée de l'incivilité s'amplifie ; on n'a jamais construit autant de prisons. D'autres enfin ne disposent pas des ressources psychologiques et symboliques informelles qui rendent possibles les relations d'apprentissage et on assiste également à une crise des institutions éducatives qui, quel que soit le raffinement des techniques pédagogiques, ne peuvent fonctionner efficacement qu'avec des personnalités qui ont été équipées de ces ressources en temps voulu. Cette panne des savoir-vivre et des savoir-faire affecte des catégories sociales assez diverses, quoique de manière inégale ; et ce sont les plus démunis qui en pâtissent le plus.

L'émergence d'une nouvelle stratégie de développement social

Constatant les effets désocialisants de cette panne des savoir-faire de la vie quotidienne, et soucieux de ce que l'inégalité dans l'accès aux ressources de l'économie monétaire ne soit pas redoublée par une inégalité dans l'accès aux ressources de l'économie non monétaire, des acteurs innovants ont mis en place des actions d'accompagnement à l'autoproduction. Ces actions visent à favoriser l'apprentissage des techniques de la vie quotidienne par des publics en difficulté sociale. Pour cela, elles leur proposent un accompagnement technique et social pour effectuer, par et pour eux-mêmes, un travail productif de biens et de services pour satisfaire certains de leurs besoins. Ceci dans le cadre de jardins familiaux de développement social, de chantiers d'auto-réhabilitation du logement, d'ateliers cuisine, couture, bricolage, de garages associatifs, etc. Ces actions favorisent l'accès aux ressources de l'économie non monétaire qui jouent un rôle important dans le mode de vie des ménages bien insérés. Elles leur permettent ainsi d'améliorer leur niveau de vie, d'éviter l'isolement, d'avoir plaisir à faire. Ces pratiques d'accompagnement à l'autoproduction correspondent à un des huit domaines, encore mal connu, de l'économie solidaire recensés par les chercheurs du CRIDA¹.

En dépit du fait que la plupart des porteurs de projet et des opérateurs sont isolés et ne se connaissent pas entre eux, en dépit du fait qu'aucun des acteurs n'utilise le terme « d'accompagnement à l'autoproduction » pour désigner ces actions, cette notion peut être légitimement utilisée comme leur dénominateur commun. En effet, il s'agit bien dans tous les cas de consolider la capacité des ménages en difficulté sociale à faire par soi-même, pour soi et pour les siens. On peut donc penser que nous avons affaire à l'émergence d'un ensemble particulier de pratiques qui visent chacune à répondre à un déficit du faire soi-même.

Daniel Cérézuelle ■

1. Voir les diverses études sur l'économie solidaire réalisées par Jean-Louis Laville et Bernard Eme. Voir aussi Laurent Gardin et Jean-Louis Laville : *L'économie solidaire et la politique de la ville. Crida/DIV 2005*. Ce rapport, rédigé à la demande de la Délégation interministérielle à la Ville, examine quatre types d'actions innovantes territorialisées : les régies de quartier ; la création d'activités par les femmes des quartiers ; les initiatives culturelles ; les actions d'accompagnement à l'autoproduction. Le rapport souligne le rôle du PADES dans la diffusion et la consolidation de ce dernier type d'actions.

► Le PADES

L'action du Programme autoproduction et développement social (PADES) consiste à analyser les actions innovantes dans le domaine de l'autoproduction pour :

- préciser à quelles conditions elles peuvent porter tous leurs fruits,
- généraliser les réussites et multiplier le nombre d'opérateurs,
- essayer de lever les obstacles à leur développement en les rendant légitimes auprès des décideurs et de l'opinion,
- tenter de modifier les relations avec les financeurs pour que les porteurs de projet ne perdent pas un temps considérable en démarches administratives.

Le Pades collabore avec des opérateurs qui ont innové pour mettre en valeur ce qu'ils ont réalisé, le faire connaître et éviter que d'autres personnes qui voudraient lancer le même genre d'activités aient tout à inventer, au risque de commettre des erreurs qui auraient pu être évitées.

- Pour les **jardins familiaux** de développement social et les jardins collectifs d'insertion, Pades et Jardins d'aujourd'hui ont rédigé ensemble un guide téléchargeable sur le site du Pades. L'assistance à maîtrise d'ouvrage est développée en complément du guide.
- Dans le domaine de l'**autoréhabilitation du logement**, il en a été de même. Avec les Compagnons bâtisseurs et le Conseil national des villes, le Pades a proposé une expérimentation de 2003 à 2006 dans quatre villes pour créer des services d'accompagnement à l'autoréhabilitation du logement. Le Pades a rédigé un guide qui a été attentivement relu et complété par les Compagnons bâtisseurs.
- **Couture, cuisine, garage associatif, mobilier...** A l'exemple de ce qui a déjà été réalisé, on peut imaginer qu'on puisse organiser le rassemblement d'autres opérateurs autour de ces activités. Pour chaque type d'activité, les problèmes spécifiques doivent être analysés, même s'il y a des questions transversales aux différentes activités.

PADES, 1, rue du Pré-Saint-Gervais, 93500 Pantin, tél. : 01 57 42 50 53, www.padesautoproduction.org

Refaire son intérieur pour se reconstruire

L'autoréhabilitation accompagnée de manière sociale peut être une réponse à la panne du savoir-habiter.

Nombreuses sont les personnes mal logées, habitant un logement très dégradé ou inadapté, qui ne sont pas en mesure de l'améliorer. Ressources financières insuffisantes, incompétence technique, isolement social, difficultés relationnelles, démotivation, perte de dynamisme, handicaps physiques. Au plan social, cette panne du savoir-habiter redouble l'inégalité devant le logement et les risques d'exclusion. Au plan technique, il en résulte un déficit d'entretien du logement qui entraîne assez rapidement une dégradation du patrimoine bâti, dont les conséquences directes et indirectes pèsent très lourd sur les budgets publics.

Depuis une vingtaine d'années, des associations, travaillant en partenariat avec des services sociaux¹, ont expérimenté des démarches d'accompagnement à l'autoréhabilitation du logement. Elles proposent à des familles en difficulté sociale un monitorat technique pour réaliser des travaux d'amélioration dans leur propre logement. Selon l'état du logement, les capacités du ménage et le budget disponible, il peut s'agir de travaux d'aménagement et d'embellissement, de second œuvre (pose de revêtements de sol et de carrelage, de placoplâtre, d'isolants, plomberie, remplacements d'huisseries etc.). Il ne s'agit pas de bricoler mais de réaliser un travail de qualité. Ces associations les aident aussi pour effectuer les travaux qui doivent être réalisés par des professionnels titulaires d'une qualification spéciale. Si le souci de rigueur technique est toujours présent, l'objectif de ces chantiers est aussi social : la participation des bénéficiaires doit favoriser leur autonomisation et leur dynamisation. Ces démarches d'accompagnement à l'autoréhabilitation concernent des publics assez divers et nombreux : locataires du parc privé ou du parc social, propriétaires occupants précarisés. Bien conduites, elles permettent aux personnes démunies de s'approprier leur logement ; elles favorisent le rétablissement des liens sociaux et cassent cette culture de la dépendance si souvent déplorée.

Eclairer son esprit

M. Bayon, ancien ouvrier du bâtiment, vit seul avec sa petite fille de cinq ans dans un logement assez grand. La mère a quitté le domicile. Le père

est en très mauvaise santé, a des problèmes d'alcoolisme. Très inhibé, ayant peur d'établir des relations avec autrui, manquant de confiance en soi, il refuse tout contact social pour lui et sa petite fille. Jusque-là, les travailleurs sociaux n'ont rien pu faire pour favoriser la socialisation de l'enfant, avec laquelle le père entretient une relation très fusionnelle. L'immeuble n'est pas très ancien, l'appartement est doté d'une installation de chauffage central qui ne fonctionne plus. Les occupants se chauffent avec des convecteurs et des poêles à pétrole lampant, mode de chauffage peu sûr qui produit énormément d'humidité. L'appartement est à la limite de l'insalubrité, complètement envahi par les moisissures.



L'action de l'équipe encadrante a consisté dans un premier temps à mobiliser les propriétaires sur des problèmes de gros œuvre et de ventilation. Une entreprise extérieure est donc venue poser une VMC et des grilles de ventilation sur les fenêtres. Comme il est nécessaire de poser une isolation sur les murs extérieurs, M. Bayon et l'animateur fixent des panneaux de placoplâtre isolant sur des rails légers. Les murs sont repeints, l'appartement remis en ordre, la fillette a une chambre propre et claire. Valorisé par ses compétences techniques, M. Bayon accepte progressivement d'aider d'autres ménages bénéficiaires de chantiers d'autoréhabilitation, et progressivement, joue un rôle très actif dans les chantiers. Il accepte aussi que sa fille participe à

des activités au centre social du quartier.

Lors d'une réunion en 2004, M. Bayon déclare qu'il n'aurait pas pu remettre seul son logement en état, que "d'habiter un appartement propre et blanc, cela éclaire son esprit, qu'il n'a plus honte d'accueillir chez lui les amies de sa fille".

Un outil de renouvellement urbain

Le Programme national de rénovation urbaine (PNRU) a pour objectif de "casser la spirale de ségrégation sociale et territoriale que connaissent de nombreux quartiers... et de modifier radicalement les conditions de vie dans ces quartiers." Cinq cents quartiers devraient être rénovés d'ici 2013 pour près de quatre millions d'habitants. La mise en œuvre du dispositif PNRU par l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) suscite quelques questions concernant notamment le volet social. Ainsi le Comité d'évaluation et de suivi de l'ANRU² fait le constat que les porteurs de projets ne pensent généralement pas leur projet urbain dans une stratégie globale de développement : "Ils se limitent souvent à une série de programmes et d'opérations physiques". Et le Conseil général des ponts et chaussées confirme que lorsqu'ils existent, les volets économiques et sociaux "sont trop souvent dissociés [du projet urbain] ou conduits en parallèle, alors qu'il est nécessaire et urgent de les considérer comme les composantes d'une même démarche de projet"³. L'action sur le bâti, pour nécessaire qu'elle soit, est loin d'être suffisante pour résoudre les problèmes qui affectent les territoires urbains en difficulté. Il faut en même temps développer un volet social qui soit efficace et cohérent et qui favorise la participation des habitants, une meilleure appropriation de leur habitat et de leur cadre de vie, et une plus grande cohésion sociale sur les quartiers visés.

L'autoréhabilitation accompagnée est un des outils qui peut être mobilisé pour améliorer la situation de quartiers en difficulté et permettre à certains ménages de devenir plus autonomes et plus responsables en s'appropriant leur habitat.

Le témoignage d'un élu

Albert Bischerour, adjoint au maire des Mureaux (Yvelines), lors d'une réunion organisée par le Pades, le 27 avril 2004, au ministère de la Santé, témoignait : "Sur les programmes de rénovation urbaine, il faut préciser que depuis les années 1980 nous avons tout connu ; DSQ, DSU, PALU-LOS... qui ont plus traumatisé que réglé les problèmes, en tous cas pour les Mureaux, des crédits d'Etat astronomiques — 210 millions de francs — pour réhabiliter une cité de 900 logements entre 1983 et 1995 pour en fait démolir aujourd'hui. Vous comprenez alors mon scepticisme lorsqu'on est venu me consulter sur une expéri-



mentation qui avait pour but de créer un service d'accompagnement à l'autoréhabilitation. (...) Depuis des années, avec mon ami et maire François Garay, nous demandions de mettre des crédits de fonctionnement dans les opérations de réhabilitation afin de créer du lien et du suivi social mais en vain. (...) Avec les villes de Bordeaux, de Perpignan et du Havre, nous sommes engagés dans un programme d'essai-

mage. "Nous avons été convaincus. (...) On a vu des gosses qui ne voulaient même pas que les copains rentrent chez eux. Quand ils ont refait les chambres avec leurs parents, ils ont appelé tous les gosses du quartier. Ils sont montés dans la chambre. "Tiens, regarde ce qu'on a fait !" Bref, je pourrais vous en citer des dizaines.

L'autoréhabilitation c'est efficace, rapide. Cela ne demande pas 36 tonnes de papiers à remplir et c'est discret. (...) En même temps, on s'est rendu compte que l'autoréhabilitation nous a servi de porte d'entrée pour régler des problèmes : chômage, maladie, école, vie difficile entre les parents et les enfants. Et nous avons innové. Parce que nous sommes une ville où on aime bien innover. On n'aime pas être dans les clous. Nous avons été convaincus, avec ma collègue, élue aux affaires sociales ; on a vu des gens heureux ; on a vu des gens dont la vie avait changé".

Daniel Cérézuelle ■

1. Conseils généraux, des Caisses d'allocations familiales, des Centres communaux ou intercommunaux d'action sociale, des commissions locales d'insertion ou des services responsables de la politique de développement social urbain ou rural...etc.
2. Note d'activité du CES de l'ANRU, juin 2006.
3. Rapport du CGPC fin 2006 "Expertise sur les conditions de mise en œuvre du Programme national de rénovation urbaine : capacités des maîtrises d'ouvrage et ingénieries locales, rôle des DDE".

Isolation, salubrité et maîtrise de l'énergie

Face à la précarité énergétique, des démarches d'autoréhabilitation sont possibles, même si les obstacles administratifs sont nombreux.

De 1992 à 2000, le nombre de ménages ayant bénéficié d'une aide pour une situation d'impayés de facture d'énergie est passé de 52 000 à 230 000. Plus de 150 millions d'euros sont ainsi versés chaque année en secours¹. Une des raisons de cette montée des impayés tient à ce que certains ménages ne savent pas utiliser leur logement et ses équipements de manière économique². Le chantier d'autoréhabilitation accompagnée peut alors être l'occasion d'installer des équipements économes et d'une initiation aux "écogestes" favorisant un meilleur usage du logement et de ses équipements et, plus généralement, une meilleure gestion domestique de l'énergie et des flux énergétiques par les occupants du logement.

Mais, dans bien des cas, cette approche centrée sur le seul usage des équipements reste insuffisante. Ne disposant que de ressources économiques très réduites, nombreux sont les ménages qui occupent des logements mal isolés, humides, dont l'équipement de chauffage est soit insuffisant, soit inadapté. Ces "passoires à calories" sont difficiles et coûteuses à chauffer. De récentes études ont montré qu'un grand nombre de ménages en difficulté, ne disposant pas des ressources nécessaires, sous-chauffent leur logement. Or un minimum de confort thermique est souvent une des conditions d'une bonne appropriation du logement : il est difficile de se sentir chez soi dans un logement trop humide et où l'on a froid. C'est un obstacle au

maintien de liens sociaux. Il est donc important que, dans la mesure du possible, les chantiers d'autoréhabilitation permettent aux ménages en difficulté non seulement de maîtriser leur consommation énergétique, mais aussi d'accéder à un meilleur confort, ce qui implique des travaux visant à agir sur les caractères thermiques du logement et du bâti ou l'installation de nouveaux équipements.

En ville, le chantier de la famille Omar

M. Omar, 58 ans, est en arrêt longue maladie en raison de problèmes respiratoires. Il souffre depuis longtemps de bronchite chronique et d'asthme, et l'insalubrité de son appartement ne fait qu'aggraver son état de santé. Ce logement de quatre pièces, qu'il habite avec sa femme et ses deux enfants de 12 et 22 ans, est en effet très humide, mal chauffé et pas très bien entretenu. En très mauvais état, les fenêtres laissent passer l'air, alors que tout le système d'aération est bouché et que la famille se chauffe uniquement avec un poêle à pétrole lampant. Comme elle a froid, la famille se calefautre, l'humidité produite par la combustion du pétrole ne s'évacue pas et se condense sur les murs. La maladie de M. Omar a des répercussions sur les revenus de la famille, constitués seulement d'une allocation logement et des indemnités journalières de la Mutuelle sociale agricole (MSA). Le propriétaire privé n'est pas prêt à faire des travaux. L'objectif du chantier d'autoréhabilitation sera donc de contribuer à ce que M. Omar soit en meilleure santé en agissant avec lui sur certaines causes de l'insalubrité de son logement. Le chantier, réalisé par M. Omar et son fils aîné, a consisté principalement à poser un isolant sur les murs et les plafonds, à poser des jointures aux fenêtres, changer les carreaux cassés, tout en débouchant les grilles d'aération.

La famille, sensibilisée aux risques liés à une mauvaise aération, a pris de nouvelles habitudes et changé sa manière d'habiter son logement. Ainsi elle évite d'utiliser le poêle à pétrole, a renoncé à calefautrer à nouveau l'appartement et l'aère journalièrement pour le garder sain. Certes, le chantier

1. source : *Ademe magazine* n° 8, septembre 2007, revue de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.

2. Note de Silence : une autre raison est qu'EDF a incité les bailleurs sociaux à installer du chauffage électrique, peu coûteux pour le propriétaire mais ruineux pour le locataire.

3. ANAH, Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, www.anah.fr.



d'autoréhabilitation n'a pas rendu à M. Omar une santé de jeune homme, mais elle s'est nettement améliorée. Ses dépenses de santé diminuent et la reprise d'un travail devient envisageable.

En milieu rural, un gros chantier chez M. et M^{me} Bertrand

En 1988, M. et M^{me} Bertrand, tous deux handicapés, achètent pour une somme modique (40 000 F soit 6 100 €) une petite maison de village dans le sud saumurois, pensant pouvoir la rénover petit à petit avant de l'habiter. Malheureusement, ils sont licenciés de leur emploi de gardiennage et sont contraints de venir vivre dans cette maison encore insalubre. Le logement ne possède ni W. C. ni salle de bains ni chauffage central ; l'installation électrique n'est plus du tout aux normes. Il n'y a qu'un seul point d'eau froide, dans une pièce inhabitable l'hiver ; elle n'a aucune isolation, ni cloison, ni revêtement de sol. Les huisseries sont toutes à changer, les courants d'air passent partout. Au départ, M. et M^{me} Bertrand chauffent une pièce, avec une cuisinière à bois achetée à Emmaüs. Leur chambre, à côté, ne dispose pas de chauffage et est particulièrement humide.

Les revenus du couple, constitués uniquement par leurs allocations handicap, et leur état de santé, ne leur permettent pas de réaliser des travaux d'amélioration. L'animateur technique de Habitat Solidarité se rend chez M. et M^{me} Bertrand pour visiter le logement, et discuter avec eux afin d'élaborer un projet d'amélioration. Ils souhaitent principalement accéder au confort sanitaire et thermique. Il s'agit de créer dans une vaste pièce servant de remise, une salle d'eau, un W. C. indépendant, une cuisine et une arrière-cuisine. L'animateur prévoit de poser une isolation et des contre-cloisons sur la périphérie du local.

Conjointement à la rédaction d'un diagnostic technique, l'animateur étudie la possibilité de solliciter auprès de la DDASS une procédure de sortie d'insalubrité, qui sera accordée. L'animateur doit identifier les interventions qui pourront être réalisées en autoréhabilitation et chiffrer celles qui devront être faites par des entreprises afin de pouvoir mobiliser des aides. Il établit une liste des travaux qu'ils réaliseront ensemble en autoréhabilitation : préparation du chantier, rejointoiement des murs, réalisation du plancher du grenier, son isolation et pose de faïence.

Tout le reste, sur ce gros chantier, sera réalisé par des entreprises classiques. Le montant total des devis s'élève à 20 387 €. M. Bertrand a activement participé aux travaux avec l'animateur, la santé de sa femme ne permettant pas à celle-ci d'intervenir. Par contre, elle a participé à réunir tous les papiers nécessaires aux différentes démarches administra-



tives. D'un point de vue technique, les travaux réalisés ont permis aussi de faire des installations adaptées à leurs handicaps. M. et M^{me} Bertrand vivent désormais dans des conditions correctes d'hygiène et de confort thermique. Enfin, ils ont pu embellir le logement à leur goût. Ils existent à nouveau familialement, mais aussi socialement, au regard de leur voisinage et de leur commune de résidence.

Des financements insuffisants et des procédures inadaptées

Les travaux qui permettent de réduire efficacement la précarité énergétique ne sont pas très compliqués. Les opérateurs signalent tous que la principale limite est le coût des matériaux et des équipements favorisant l'autonomie énergétique. Les dispositifs d'aide sont insuffisants ou inadaptés ; on constate que les opportunités ouvertes aux propriétaires occupants par le nouveau règlement de l'ANAH³ ne sont guère utilisées. Il faut chercher des solutions mieux adaptées à la fois aux conditions de vie d'un public très social et au mode d'intervention des opérateurs.

Habitat solidarité à Saumur, Une Famille-Un Toit à Saint-Mars-la-Jaille, Habitaction à La Ciotat : ces trois associations, spécialisées dans l'accompagnement de chantiers d'autoréhabilitation très sociale, se sont engagées avec le soutien méthodologique du PADES dans une opération pilote qui est soutenue financièrement par l'ADEME et la fondation France Terre. Elle a pour objectif d'apprécier quelle réduction de consommation d'énergie peut être atteinte dans le cadre de chantiers d'autoréhabilitation du logement et à quel coût, et d'en tirer des enseignements méthodologiques qui seront ensuite diffusés auprès des opérateurs et des institutions. Au plan technique, cette opération consiste à réaliser, à l'occasion de chantiers d'autoréhabilitation accompagnée, des travaux simples d'amélioration thermique et énergétique dans une trentaine de logements. Les travaux portent prioritairement sur l'isolation.

Daniel Cérézuelle ■

➤ Adresses :

- Habitat Solidarité, à Saumur, 191, boulevard Henri-Dunant, 49400 Saumur, tél. : 02 41 50 25 06.
- Une Famille-Un Toit, 38, rue de Châteaubriant, 44540 Saint-Mars-la-Jaille, tél. : 02 40 97 08 68.
- Habitaction, 21, rue Vignol, 13600 La Ciotat, tél. : 04 42 01 91 28.

Les ateliers cuisine

**Des ateliers cuisine permettent de réapprendre à bien se nourrir.
Une porte d'entrée pour un mieux-être au quotidien.**



Un atelier de cuisine collective mis en place par le Secours Catholique à Villejuif.

Parmi les domaines de l'accompagnement à l'auto-production, celui de l'alimentation recouvre plusieurs activités tels les jardins familiaux de développement social (voir page 12) ou encore les ateliers cuisine. Les ateliers dont il est question ici s'adressent à des ménages très diversifiés qui ne savent pas ou plus quelle nourriture il convient de manger et de faire manger à leurs enfants, comment se la procurer et comment la préparer. Certaines familles, en situation d'hébergement temporaire, ne possèdent même pas le minimum nécessaire à la cuisson des aliments. On assiste ainsi depuis quelques années à une perte des savoir-faire alimentaires dont les causes ne sont pas seulement économiques mais aussi culturelles, et dont les conséquences sont préoccupantes, notamment en terme de santé publique (sous-consommation de produits frais, surpoids, obésité, diabète, etc.). Un maire d'une ville du Nord disait récemment son inquiétude de voir qu'une bonne partie de ses administrés ne sait manger que des frites tous les jours de l'année !

Répondre à la panne du savoir se nourrir

Jusqu'à présent, face aux problèmes de malnutrition, on a surtout mis en place des réponses "économiques" visant à atténuer les effets de

l'insuffisance des revenus. Les bons d'achat, les distributions de colis alimentaires, les banques alimentaires, les épiceries sociales, les Restos du cœur etc., ont pour principe commun de favoriser l'accès des publics très démunis à des denrées alimentaires à bas prix. Pour autant, ces mesures n'apportent pas une réponse adaptée au problème de la panne du savoir se nourrir qui affecte certains publics en difficulté sociale. Dans la majorité des cas même, elles les infériorisent et les marginalisent davantage.

A côté de ces mesures économiques, des travailleurs sociaux ont cherché à faire évoluer les pratiques culinaires par la mise en œuvre de mesures "éducatives" originales considérant qu'une meilleure maîtrise du savoir-faire culinaire permet une meilleure gestion du budget familial. Confrontées à cela, des associations assez diverses ont mis en place des ateliers cuisine comme outil de transformation et d'insertion.

Qu'est qu'un atelier cuisine ?

Il n'y a pas de modèle unique, mais on peut identifier des démarches communes. Généralement, on entend par "atelier cuisine" un groupe de personnes qui se réunissent pour préparer des repas, pour elles et leur famille, sous la conduite d'une animatrice. Souvent, mais pas toujours, celle-ci a une formation de conseillère en économie sociale et familiale. Ces rencontres ont lieu dans différents cadres (centres sociaux, caisse d'allocations familiales, associations caritatives, épiceries sociales...). La fréquence varie d'une fois par semaine à une fois par mois. Souvent, deux journées sont nécessaires, la première sert à choisir un menu, à dresser la liste des denrées et à faire les courses ensemble, la seconde est destinée à la préparation des mets qui seront ensuite dégustés sur place ou emportés à domicile. Un atelier cuisine peut accueillir entre quatre et douze personnes. Ces séances sont l'occasion d'une éducation pratique à l'achat et à la préparation de nourritures



Atelier de cuisine à Orly.



Les exemples du Pérou, du Québec, du Mali...

Les ateliers cuisine se développent dans de nombreux pays confrontés à des problèmes de malnutrition. Des expériences ont été développées en Inde dans la région de Calcutta, au début des années 1970, dans les années 1980 aux Philippines, au Chili et au Brésil dans le grand São Paulo. L'expérience des comedores populaires au Pérou est plus connue en raison de son fort développement passant de 1500 en 1988 à 10 000 en 1996. Mais on se tromperait en croyant qu'il s'agit d'importer une stratégie spécifique des pays pauvres. Les ateliers cuisine se sont aussi fortement développés au Québec, sous le vocable de "cuisines collectives". On compte actuellement environ 1700 groupes dont la plupart ont rejoint le Regroupement des cuisines collectives du Québec (RCCQ) né en 1990¹.

D.R.

saines et économiques. Lorsqu'ils sont bien conduits, ces ateliers ont des effets très positifs. Le caractère collectif et socialisant dédramatise efficacement le sentiment de déficience personnelle et favorise une redynamisation et une autonomisation des participants, en même temps que l'acquisition de savoir-faire pratiques et, plus généralement, de pratiques alimentaires plus saines et plus variées.

Un outil largement sous-utilisé

Un très grand nombre d'organisations qui mettent en œuvre des activités "cuisine" ne s'adressent pas aux publics les plus démunis. Si les initiateurs ont le sentiment d'agir efficacement sur l'apprentissage et la transmission de savoir-faire culinaires, il s'avère que, dans la pratique, la plupart des opérateurs mettent davantage l'accent sur l'"être ensemble" que sur le savoir-faire ; on se préoccupe surtout de convivialité et de partage.

Certes, il est important de développer le lien social, mais il est tout aussi important, voire urgent, de favoriser l'apprentissage d'un savoir-faire culinaire de base que beaucoup de personnes ne maîtrisent pas. Cela fournit aussi l'occasion d'acquérir une connaissance pratique des produits, de leur prix, de leur valeur alimentaire. Ce faisant on accède à un minimum d'autonomie alimentaire, autonomie qui devrait concerner non seulement les personnes en difficulté sociale, mais également toute personne soucieuse de se prendre en charge collectivement ou individuellement.

De nombreuses organisations ont déjà développé des actions visant à défendre cette vision de l'autonomie alimentaire (jardins collectifs, groupements d'achats de produits locaux et/ou bio, AMAP, commerce équitable, etc.) mais elles n'intègrent pas, ou trop peu, les personnes défavorisées. Celles qui auraient le plus besoin de participer à un atelier cuisine ne viennent pas spontanément dans les centres sociaux ni même vers les associations caritatives. Il faut savoir aller vers elles et mettre en œuvre des démarches adaptées d'accompagnement et de transmission des savoir-faire. Cela ne s'improvise pas. Il y a des précédents dont on peut tirer parti.



Les ateliers cuisine s'avèrent être un support particulièrement intéressant de développement social et de participation active au développement durable. Toutefois, pour être efficaces, ces actions doivent être bien conduites. En région Ile-de-France, le PADES a engagé un travail de capitalisation, d'organisation d'échanges et de mise en réseau des acteurs afin de partager le plus largement possible les démarches pratiques qui favorisent une meilleure qualité de la vie quotidienne.

D.R.

Une cuisine collective nécessite de nombreux jeux de cuisson.

1. RCCQ, voir www.rccq.org.

François Cottreel ■

Les jardins familiaux de développement social

Les jardins familiaux de développement social permettent à des populations socialement en difficulté de cultiver et de se cultiver.

► SaluTerre et le réseau du Jardin dans tous ses états

Les jardins partagés qui se reconnaissent dans les valeurs de la charte "La Terre en partage" se retrouvent au sein du réseau national *Le Jardin dans tous ses États (JTSE)*. Ce réseau est animé par une quinzaine de structures au sein d'un collectif national constitué en association. Le réseau a pour ambition de mettre en lien les acteurs du jardin et de diffuser des informations les concernant. Il travaille également à la diffusion des travaux de recherche, et à faire connaître les expériences de terrain. Si vous désirez en savoir plus nous vous invitons à visiter le site www.jardinons.com.

Depuis quelques années, de nouveaux jardins sont apparus dans le paysage sous l'appellation jardins partagés. Ils peuvent être des jardins pédagogiques, des jardins collectifs d'insertion, des jardins collectifs d'habitants, des jardins familiaux de développement social avec parcelles individuelles. Il sera plus spécialement question dans cet article de ces derniers, qui ont une certaine analogie avec les anciens jardins ouvriers¹.

Chaque ménage y dispose d'une parcelle individuelle qu'il cultive à son idée ; son activité relève de l'économie domestique et familiale. Cette nouvelle génération de jardins cherche un équilibre subtil entre public et privé. En effet, ces jardins sont aussi des lieux publics : ils ne sont pas fermés par de hautes barrières, des cheminements permettent aux promeneurs de s'en approcher et de les regarder, les séparations entre parcelles sont discrètes et favorisent les échanges entre jardiniers.

Des espaces sont réservés à la rencontre, à l'échange, au bavardage. La création de ces jardins donne lieu à une concertation collective. Des réunions avec les futurs jardiniers permettent d'élaborer en commun les règles d'usage. Ces réunions sont un exercice concret de civilité.

outil d'insertion sociale et de prévention de l'exclusion".

Pour ce qui est de la méthode, la création, l'aménagement et le fonctionnement quotidien d'un groupe de jardins familiaux doivent s'appuyer sur des démarches réellement participatives. L'erreur la plus courante consiste à faire appel à un cabinet d'architectes-paysagistes-urbanistes qui, après une ou deux réunions et un questionnaire, va concevoir l'aménagement d'un terrain qui sera livré clés en mains. Il est essentiel au contraire que les candidats jardiniers et les habitants du quartier soient associés très tôt aux diverses étapes de la conception des jardins et de leur aménagement. Cela demande du savoir-faire et du temps.

Quelques années après la création du jardin des Aubiers, une évaluation en a été faite à partir d'une consultation des jardiniers et des travailleurs sociaux. La majorité des ménages économiquement faibles affirment que le jardin leur permet d'économiser et surtout d'améliorer la qualité et la diversité de l'alimentation. Leurs habitudes alimentaires se modifient. Le choix des espèces cultivées par les jardiniers traduit leur attachement à une tradition culinaire qui permet une transmission culturelle entre générations et de nombreux échanges entre jardiniers. Indépendamment des aspects alimentaires, les jardins constituent un apprentissage de la civilité, ils permettent de se constituer un lieu « à soi » et, paradoxalement, de se sentir plus responsable d'un cadre de vie commun. Ils favorisent aussi la mixité sociale si l'on y veille lors de l'attribution des parcelles.

Le jardin des Aubiers à Bordeaux

L'un des premiers jardins familiaux de nouvelle génération a été celui des Aubiers à Bordeaux. Il a été créé pour la ville par l'association Les Jardins d'aujourd'hui (voir en marge). L'originalité de la conception du jardin a donné lieu à la rédaction d'un guide méthodologique cosigné par l'association *Les Jardins d'aujourd'hui* et Daniel Cérézuelle, co-fondateur du PADES : "Jardinage et développement social. Du bon usage du jardinage comme

Le jardin de Monlong dans le quartier du Mirail à Toulouse

Dans le prolongement de l'association *Les jardins d'aujourd'hui*, SaluTerre contribue à multiplier les créations de jardins partagés en France. A Toulouse, après 18 mois de concertation, les services de la ville accompagnés par SaluTerre ont ouvert un parc public en juin 2008. Il est divisé en trois zones : au nord, un jardin avec des parcelles collectives destinées aux habitants et aux structures ; au cœur, un parc boisé support d'éducation à l'environnement ; et, au sud, un jardin familial de 50 à 60 parcelles,



Le Jardin des Aubiers à Bordeaux.

1. Un dossier sur les jardins partagés est en préparation pour le numéro de *Silence* n°362 de novembre 2008.

extension d'un jardin familial existant au préalable. Pour satisfaire les intérêts particuliers en tenant compte de l'intérêt général, les jardiniers sont invités à s'occuper correctement des parcelles individuelles qui leur ont été attribuées, mais ils doivent aussi participer à la vie du jardin et s'impliquer sur les parties communes.

Une telle réussite n'a été possible que grâce à une évolution des pratiques des services municipaux dont plusieurs ont été invités à participer au projet. La mission Développement social de la ville a joué un rôle moteur et la commission environnement a été l'organe clé. Cette instance collective partenariale a su organiser la collaboration entre différents services de la ville, la participation des acteurs sociaux du Mirail : associations, régie de quartier, centres sociaux, bailleurs sociaux, amicale d'habitants. Une telle transversalité exige de remettre en cause les pratiques habituelles et d'assurer une bonne coordination en faisant les arbitrages nécessaires.

À la fin de la seconde guerre mondiale, pour lutter contre les pénuries alimentaires, il y avait en France trois fois plus de jardins familiaux que



maintenant. Aujourd'hui nous avons beaucoup de bonnes raisons de plaider pour leur multiplication. Alors que partout en France, du Nord au Sud, lorsqu'on demande aux habitants en logement social si cela leur plairait de jardiner, un cinquième dit que oui. Lorsque des jardins sont créés, les files d'attente n'en finissent pas. Voilà un des moyens de rénover les banlieues.

Eric Pradine et Guy Roustang ■

*Jardin de Monlong à Toulouse...
proche d'un incinérateur !*

SaluTerre est correspondante nationale de ce réseau. Cette structure agit dans l'ingénierie de projets de jardins partagés tant dans la conception technique que des modes de concertation et de gestion des sites.

*SaluTerre,
67, rue Denfert-Rochereau,
33220 Sainte-Foy-La-Grande,
tél. : 05 57 46 04 37.*

Les ateliers mécanique

Si, en ville, une activité d'autoproduction peut être de réparer les vélos, en banlieue, au milieu des nœuds autoroutiers, loin des transports en commun, cela peut commencer par des ateliers mécaniques.

Ces derniers temps ont vu le développement exponentiel du vélo dans les grands centres urbains. Il s'est généralement accompagné de services aux utilisateurs concernant la réparation et même la construction de cet outil de déplacement. C'est le cas par exemple de l'atelier Vélorutionnaire à Paris, où chaque dimanche après-midi, un outillage est mis à disposition pour la réparation ou la fabrication d'un vélo à partir de pièces récupérées, sous la conduite de personnes expérimentées.

Dans le domaine automobile, plusieurs initiatives ont également pour objectif de faciliter la réparation par soi-même de son propre véhicule grâce à la mise à disposition de locaux, d'un outillage adapté et d'un accompagnement technique. Ces actions, encore peu nombreuses, offrent pourtant de nombreux avantages, tant pour les bénéficiaires que pour les villes qui ont su développer ainsi un outil adapté de lutte contre la mécanique sauvage. C'est d'ailleurs l'objectif que poursuit l'Atelier mécanique d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), situé dans un des quartiers les plus frappés

par l'exclusion en Ile-de-France : la cité de la Rose des Vents, également appelée Aulnay 3000.

Pas d'échange monétaire, pas même un pourboire

Celui-ci fait partie d'un dispositif municipal spécifique : la Plateforme d'insertion multiservices (PIM). Ce dispositif se compose de trois pôles favorisant l'accueil, l'information et l'insertion des jeunes et des adultes en difficulté. Un des buts poursuivis est de garder le lien social avec ces publics par l'apport d'une offre de services variée (permanences d'un juriste, d'un médecin psychologue, d'écrivains publics, pratique sportive, etc.). Dans ce contexte, l'atelier mécanique trouve naturellement sa place au sein du quartier de la Rose des Vents.

Plusieurs expériences ont été nécessaires pour trouver un mode d'organisation convenable. En 1998, un premier atelier a échoué : l'équipement était inapproprié, les locaux trop petits, les profes-



■ Atelier Vélorutionnaire,
38, rue des Apennins,
75017 Paris,
www.velorution.org

■ PIM,
119, galerie Surcouf,
93600 Aulnay-sous-Bois,
tél. : 01 48 79 83 18.

En débat :

Aujourd'hui, non seulement la voiture est souvent indispensable dans des banlieues mal desservies par les transports en commun, mais, en plus, la possession d'un tel véhicule est un mode de représentation sociale...

Il est donc souvent difficile de proposer une alternative comme les deux roues, motorisées ou non. Reste qu'une approche plus écologiste de cette question pourrait par exemple passer par des ateliers mécaniques mixtes incitant à aller de l'auto vers le deux-roues motorisé puis non motorisé.

S!lence.

sionnels de l'automobile soupçonnaient l'installation d'un concurrent subventionné par des fonds publics, les épaves impossibles à remettre en état constituaient une pollution visuelle, etc.

Le projet a dû être recadré. En 2003, un nouvel atelier mécanique a ouvert ses portes, cette fois dans un hangar construit pour cela par la ville, loin des habitations afin d'éviter les nuisances sonores ou autres. Ce nouvel atelier a été équipé d'un outillage adapté et une personne compétente a été embauchée. Le fonctionnement a été revu. Les horaires d'ouverture sont étalés en soirée jusqu'au samedi inclus. Certaines règles ont été instaurées : réalisation des réparations uniquement sur place, aucun outil ne doit sortir du garage et aucun véhicule ne peut rester sur le parking. "Ici, aucune pièce détachée n'est vendue, il n'y a pas d'échange monétaire, pas même un pourboire" affirme l'animateur. Celui-ci insiste également sur la nécessité de rencontrer dès le départ les professionnels de la réparation mécanique pour bien leur expliquer les principes de fonctionnement : l'atelier n'intervient pas sur les organes du véhicule, il n'y a pas de concurrence déloyale puisque ce public ne correspond pas à la clientèle habituelle des garagistes, il ne s'agit pas non plus de légaliser une économie dite "souterraine".

A Aulnay-sous-Bois, c'est la collectivité locale qui prend en charge la totalité des coûts. Si l'investissement de départ est important, il devient dégressif au fil du temps. Chacun y trouve son compte, les habitants, la ville et les bailleurs sociaux qui n'ont plus à débarrasser les pièces usagées délaissées sur les parkings ou les espaces verts.

Elargir le projet ?

"L'atelier profite à des personnes qui de toute façon ne se seraient pas rendues chez un garagiste et qui préfèrent 'bricoler' sur un parking" affirme le directeur de la PIM, qui fut à l'initiative du projet. Près de 400 véhicules ont ainsi été réparés en 2007. C'est un facteur de réduction des risques :

"Beaucoup de gens pensent connaître la mécanique automobile, mais lorsqu'on voit le résultat, il y a vraiment de quoi s'interroger" explique l'animateur de l'atelier. Sans ses conseils, les conséquences d'une mauvaise réparation pourraient être dramatiques pour les personnes et coûteuses pour la collectivité.

Les habitants des villes voisines aimeraient avoir accès à ce service qui pour le moment n'est ouvert qu'aux Aulnaysiens. Ils viennent parfois de loin pour déposer des pièces usagées ou des huiles de vidange dans les citernes prévues à cet effet. Il n'est pas impossible qu'un jour cette action se développe dans les villes limitrophes dans le cadre d'une intercommunalité, mais pour le moment cela semble encore prématuré.

Réduire les discriminations à la mobilité

Le besoin de mobilité est une nécessité pour les ménages défavorisés résidant généralement dans des territoires situés en périphérie des villes, éloignés des commerces, des services et des emplois et très mal desservis par les transports en commun. De récentes études montrent que les distances entre zones résidentielles et zones d'emplois ne cessent de croître. Dans ce contexte, la faible mobilité des individus devient un obstacle à leur insertion. Ceux qui ont une forte capacité de mobilité ont davantage accès à toute la palette des ressources urbaines ainsi qu'aux emplois, alors que d'autres, déjà désavantagés par leur niveau de qualification, de savoir-faire et de revenu¹, en sont totalement privés. Faute de transports en communs suffisamment efficaces, la création d'ateliers d'autoproduction mécanique favorise la mobilité des ménages défavorisés ainsi qu'une meilleure équité sociale.

François Cottreel ■

1. Les dépenses de transport représenteraient 25 à 30 % du revenu disponible des ménages à revenus moyens ou modestes.

Ça, c'est moi qui l'ai fait !

Favoriser le faire soi-même peut paraître une chose un peu dérisoire. Ce n'est pas l'avis de ceux qui, dès maintenant, peuvent en profiter.

Voilà ce qu'ils nous disent. D'abord leur fierté d'avoir découvert leurs possibilités. Fierté de celui qui dit : "ça c'est moi qui l'ai fait" ou encore : "Je n'aurais jamais pensé arriver à repeindre moi-même, je pensais que j'en étais incapable". Bonheur de rétablir des liens sociaux : "Maintenant que l'appartement est rénové, je peux recevoir à nouveau et c'est très important pour ma fille qui a seize ans". "Maintenant je suis plus confiant pour entreprendre les démarches nécessaires pour trouver un emploi".

Il est aujourd'hui paradoxal de reprocher aux gens d'être constamment assistés, alors qu'on les a mis dans des conditions d'habitat où ils ne peuvent pas prendre la moindre initiative. Favoriser la créativité et le plaisir de faire soi-même, mettre un peu de couleur dans un environnement plutôt terne, voilà qui est important. Des médiations sont nécessaires pour que les moins expérimentés sachent comment s'y prendre. C'est une excellente occasion de rénover les modes d'intervention des travailleurs sociaux. Comme le dit l'un d'eux, "cela nous permet de quitter notre position colonialiste", car on entre naturellement en relation avec les habitants en partageant avec eux un projet d'amélioration de leur existence.

Des perspectives de développement considérables

Mais, dira-t-on, cela ne peut que rester marginal. Pas du tout, car d'énormes envies de faire soi-même restent en jachère. Quand on pense à tous ceux qui habitent des logements dégradés en ville, en zone périurbaine ou rurale, qui sont prêts à assurer l'autoréhabilitation de leur logement à condition d'être conseillés, cela représente des millions de personnes. Dès maintenant, quelques villes, très différentes les unes des autres, grandes et moyennes, au nord comme au sud, se sont engagées à favoriser l'autoréhabilitation des logements ; elles souhaitent aujourd'hui poursuivre et étendre leur action.

En PACA, des bailleurs sociaux font l'inventaire des terrains disponibles pour offrir aux habitants des parcelles de jardins, et plusieurs régions s'engagent sur des programmes d'accompagnement des habitants pour favoriser l'autoproduction. Les perspectives sont considérables ; encore faut-il que les pouvoirs publics en comprennent tout l'intérêt et toute l'importance, de divers points de vue. D'abord pour lutter contre les inégalités crois-

santes, car les classes moyennes qui disposent de davantage d'espace et de moyens sont déjà des adeptes de cette autoproduction ; il suffit de voir le succès des jardineries ou des magasins de bricolage. Ensuite pour contribuer à requalifier certains quartiers. Un observateur disait à ce propos : "Le jardin est un espace où le travail est manifestement utile ; il est mis en œuvre par des personnes que les gens du quartier connaissent. Cet effort visible même par les non-jardiniers justifie le respect et échappe au vandalisme. Il facilite l'apprentissage des règles et de la civilité". Permettre à ceux qui n'en ont pas aujourd'hui les moyens de faire par eux-mêmes, c'est prendre les choses en amont, avant que la déprime ou la violence ne s'aggravent. C'est un levier de changement dans la bonne direction.

Comment diffuser ces démarches ?

Des réalisations prometteuses ont démontré tout leur intérêt, il reste maintenant à les étendre et à en faire un élément des politiques publiques. Mais l'estimation hégémonique de la richesse en termes monétaires fait hésiter à s'engager dans cette voie. Il faut changer de regard et faire place à des richesses d'un autre ordre qui sont à portée de main. Les évaluations sociales et économiques de l'autoproduction accompagnée prouvent que cela est peu coûteux. De plus, cela entraîne des économies importantes en terme notamment de dépenses sociales, de dépenses de santé, de logements. Stopper la dégradation des logements en ville et à la campagne, c'est éviter des reconstructions très coûteuses. Est-ce trop demander aux administrations et à tous nos élus de faire preuve de créativité en libérant la créativité de tous ?

Il est maintenant prouvé que les démarches d'accompagnement à l'autoproduction offrent de bons outils de développement social urbain, que certaines d'entre elles sont diffusables et ont acquis un niveau de maturité suffisant pour passer, sans trop de risques d'égarement, au rang d'outil ordinaire des politiques publiques. Qu'il s'agisse des chantiers d'autoréhabilitation du logement ou des jardins familiaux de développement social, on sait maintenant comment s'y prendre et quelles sont les principales erreurs à éviter ; on dispose aussi de documents qui mettent en forme cette connaissance et la rendent transmissible. Il faut donc maintenant que les institutions se donnent les

"L'enjeu d'une véritable politique de développement social est d'inventer des projets, des actions qui permettent aux bénéficiaires de devenir acteurs et créateurs, de réaliser leur projet personnel et familial, en un mot, de reprendre leur vie en main. Dans cette perspective, l'autoproduction sous toutes ses formes offre des perspectives immenses et, à ce jour, sous-utilisées. Qu'elle soit dans le domaine du jardinage, du logement, de la mécanique, de la couture... ou autre, l'autoproduction est toujours un chemin d'autonomie et de valorisation de soi."

Véronique Fayet,
adjointe au maire de Bordeaux.



D.R.

Chantier à Colomiers, près de Toulouse.

moyens d'en favoriser la diffusion et de soutenir leur mise en œuvre au plan technique administratif et financier. C'est possible, mais cela suppose qu'un certain nombre de conditions soient réunies.

Du côté des opérateurs

Face aux difficultés affectant des publics ou des territoires, des centres sociaux et des régies de quartier ont déjà essayé de mettre en place dans divers sites des actions d'autoproduction accompagnée. Au plan national, la Fédération des centres sociaux de France (FCSF)¹ ainsi que le Comité national de liaison des régies de quartier (CNLRQ)² souhaitent dépasser le stade du bricolage expérimental. C'est ainsi que ces deux réseaux associatifs ont passé des accords-cadres avec le PADES pour qu'il apporte son soutien méthodolo-

gique à la diffusion et à la mise en œuvre de ces démarches par les associations appartenant à l'un ou l'autre de ces réseaux. Ce ne sont donc pas les opérateurs de terrain potentiels qui manquent pour mettre en œuvre une politique de diffusion de l'autoproduction accompagnée, pour peu qu'on leur en donne les moyens. Si la démultiplication du nombre des opérateurs est une bonne chose, elle ne portera des fruits que si un soutien méthodologique est apporté tant aux opérateurs déjà existants qu'aux porteurs de projet qui s'engagent dans ces démarches : cela suppose que l'on favorise leur mise en réseau, l'échange et la réflexion sur les savoir-faire et les bonnes pratiques.

Un bon exemple : les bailleurs sociaux et l'autoproduction accompagnée en PACA



Un groupe de travail pour favoriser le développement de l'autoproduction accompagnée a été créé par le PADES et l'AR HLM PACA et Corse³. Il s'est pour l'instant centré sur les jardins familiaux et l'autoréhabilitation des logements. Une première phase a consisté à informer les organismes des réalisations existantes, des bénéfices qu'en tiraient les divers acteurs, des méthodes les plus appropriées pour développer l'autoproduction accompagnée. La deuxième phase a surtout concerné les jardins car, pour l'autoréhabilitation des logements, les projets sont moins avancés. Cette deuxième phase a consisté à visiter des terrains susceptibles de permettre la création de jardins. Un certain nombre sont en phase de création. Un document de communication sera largement diffusé à l'occasion du congrès national des HLM qui se réunira à Cannes du 23 au 25 septembre 2008.

Daniel Cérézuelle ■

1. FCSF, Fédération des centres sociaux de France, 10, rue Montcalm, 75018 Paris, tél. : 01 53 09 96 16.

2. CNLRQ, Comité national de liaison des régies de quartier, 54, avenue Philippe-Auguste, 75011 Paris, tél. : 01 48 05 67 58, www.cnlrq.org.

3. Association régionale des organismes HLM de Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse, Le Saint-Georges, 97, avenue de la Corse, 13007 Marseille, tél. : 04 91 13 73 26.

D.R.

Edvige nous veut du mal !

L'informatique est aujourd'hui un instrument puissant. Le 27 juin 2008, le gouvernement a autorisé la mise en place d'un programme de traitement automatisé des données à caractère personnel dénommé Edvige. Le ministère de l'Intérieur est ainsi autorisé à mettre en œuvre un programme "exploitation documentaire et valorisation de l'information générale" qui a pour but, article 1, de "centraliser et analyser les informations relatives aux personnes physiques ou morales ayant sollicité, exercé ou exerçant un mandat politique, syndical ou économique ou qui jouent un rôle institutionnel, économique, social ou religieux significatif, sous condition que ces informations soient nécessaires au Gouvernement ou à ses représentants pour l'exercice de leurs responsabilités ; les informations relatives aux individus, groupes, organisations et personnes morales qui, en raison de leur activité individuelle ou collective, sont susceptibles de porter atteinte à l'ordre public ; de permettre aux services de police d'exécuter les enquêtes administratives qui leur sont confiées en vertu des lois et règlements, pour déterminer si le comportement des personnes physiques ou morales intéressées est compatible avec l'exercice des fonctions ou des missions envisagées". Bref, le super-fichage politique comme en ont rêvé toutes les dictatures. Le décret précise que

l'on peut y trouver non seulement l'état civil, les mandats exercés... mais aussi les immatriculations des véhicules, les informations fiscales et patrimoniales... Le Syndicat de la magistrature a analysé ce décret comme une intensification du fichage, étendue notamment aux médias, sans limite de temps, permettant une lutte permanente contre les acteurs du mouvement social. La Ligue des droits de l'homme a lancé une pétition pour l'abrogation du décret. *La pétition est sur internet (<http://nonaedvige.ras.eu.org>) ou peut être demandée à : LDH, 138, rue Marcadet, 75018 Paris.*



D.R.

Soigner les paraplégiques ?

En 1994, le docteur Stéphane Woerly, de l'Université Laval à Québec, met au point un hydrogel. Celui-ci, testé sur des rats dont la colonne vertébrale a été sectionnée, provoque une régénérescence des connexions neuronales. Le chercheur crée alors une société pour étudier et commercialiser le produit, ce qui provoque de nombreux remous d'ordre financier. Ceux-ci bloquent de fait la recherche en Amérique du Nord. En France, en mars 2002, une association se met en place *Neurogel en marche* qui, en juillet

2004, réussit à racheter le brevet. En mai 2008, toutes les conditions sont enfin réunies pour relancer la recherche et une nouvelle étude est lancée sur des animaux pour étudier le pourcentage de neurones régénérés. Si ce taux dépasse 8 à 12 %, une personne dont la moelle a été sectionnée peut espérer retrouver de la mobilité. Pour financer la suite des recherches, un appel à dons a été lancé. *Neurogel en marche, tél. : 04 75 89 15 01 (Pierre Rondio), www.neurogelenmarche.org.*

Wifi

➤ **Bibliothèque nationale : retour au fil.** Après les bibliothèques de la ville, la Bibliothèque

Prisons : Surpopulation record

Surprise pendant la campagne des élections présidentielles : Nicolas Sarkozy répondait positivement à la campagne *Trop c'est trop* qui demandait que les prisonniers puissent bénéficier d'une cellule individuelle. Mais la promesse a fait long feu. Le 19 mai dernier, le projet de loi présenté par Rachida Dati annonce bien que ce projet est retenu... mais que son application sera étudiée dans cinq ans ! Donc après les prochaines élections présidentielles. Pendant ce temps la surpopulation carcérale bat des records : 64250 détenus au 1er juillet 2008, soit un taux de surpopulation de 126 % qui place la France en dernière position en Europe. Avec un taux d'emprisonnement de 107 détenus pour 100 000 personnes, le pays atteint un niveau qui n'a plus été atteint depuis 1880, à l'exception de la fin de la seconde guerre

mondiale. Le syndicat UFAP dénonce le fait qu'au moins 1700 détenus dorment sur des matelas faute de lits et estime que les nouvelles lois devraient envoyer 3000 personnes supplémentaires en prison chaque année.



Fichage à l'école

Alors que des questions prévues dans le fichier Base élèves ont été retirées sous la pression des enseignants et des parents d'élèves, des questionnaires "d'évaluation" sont arrivés en mai 2008 dans des écoles de CM2. Si les trois premières parties sont anodines, la quatrième partie est fort différente. Elle s'intitule

"Questionnaire" et précise aux enfants "ici toutes les réponses sont bonnes, il n'y a pas de mauvaises réponses". Les questions ? "es-tu né en France ?", "ta mère est née en France ?", "ton père est né en France ?", "quelle langue parles-tu à la maison ?", "d'habitude qui vit avec toi à la maison ?". La FCPE a dénoncé cette nouvelle démarche pour essayer de repérer des sans-papiers. *Plus sur www.fcpe64.org/spip.php?article493.*

SANTÉ

nationale a annoncé le 9 juin 2008 qu'elle renonçait à l'usage du wi-fi pour développer une liaison classique par fil. Cette décision fait suite à la publication d'études sur le sujet diffusées par le syndicat FSU. D'autres établissements comme l'Université Censier-Sorbonne ont suspendu leur décision suite à une demande de médecins sur le suivi des personnes à risque. Le principe de précaution semble donc en train de se mettre en route dans la capitale... Reste à l'étendre à toute la France.

➤ **SNCF : démarche dangereuse.** La SNCF a commencé à équiper les trains Thalys de la technologie wifi (internet sans fil). Cela pose problème : déjà cette technologie

dans un lieu fixe nous plonge dans un champs électromagnétique qui n'est pas sans danger, mais vouloir équiper un véhicule métallique (cage de Faraday) nécessite des champs plus importants... et ceci d'autant plus que ce véhicule se déplace vite. Bref, il y a un risque qui croît à grande vitesse. Plusieurs associations demandent la suspension de cette technologie dans les trains. *Agir pour l'environnement, tél. : 01 40 31 02 99, Priartem, tél. : 01 42 47 81 54.*



D.R.

Terre coopérative

L'entreprise n'est pas toujours individuelle et aux collaborateurs (ceux qui travaillent ensemble), on peut préférer les coopérateurs (ceux qui œuvrent ensemble). Alors qu'aujourd'hui le discours officiels ne parlent que des premiers, les seconds se retrouvent le plus souvent dans les associations et les SCOP, société coopérative ouvrière de production. Reste que même dans ces structures, l'horizontalité n'est pas toujours au goût du jour : l'égalité des salaires à temps de travail égal est rarement mise en œuvre (on n'a tous qu'une seule vie, donc une heure de l'un vaut une heure de l'autre) ou l'égalité des genres... Pour débattre de la coopération et raviver cette pratique, un blog vient de se mettre en place à l'initiative notamment d'Inventer, une SCOP de construction saine, qui pratique l'égalité salariale : <http://terrecooperative.ouvaton.org>

Inde

Auroville a quarante ans

Auroville, ville écologique située à quelques kilomètres de Pondicherry, fête ses quarante ans. Elle est née d'une utopie de ville idéale et accueille aujourd'hui environ 2000 personnes venues d'une quarantaine de pays... occidentaux. Elle a su développer des programmes écologiques spécifiques dans le domaine de la reforestation (banque de semences), économie d'eau, développement de l'énergie solaire, habitat autoconstruit... mais sur le plan social reste fort critiquable : les travaux difficiles sont effectués par des Indiens venus du voisinage, reproduisant sous une autre forme le système des castes en place dans le pays. Un paradis pour les riches retraités occidentaux, mais uniquement pour eux. Nous avons publié un analyse de la situation faite par une ancienne habitante dans *Silence n°332*.



D.R. Une maison autoconstruite à Auroville.

la Nef en progression

A l'occasion de son assemblée générale, la société financière coopérative La Nef a présenté son rapport annuel 2007. Elle approche les 20 000 coopérateurs (+ 2500 en un an). Elle s'est lancée, avec douze autres entreprises coopératives, dans la construction d'un immeuble au quartier Carré de la Soie, à Vaulx-en-Velin (Est de Lyon) : cet immeuble disposera de 2500 m² de panneaux photovoltaïques, des matériaux sains, sa construction vise à diminuer les émissions de CO₂, une isolation poussée, un système de récupération des eaux de pluie, un éclairage économe... devraient en faire en 2010 le premier immeuble à énergie positive de la région lyonnaise. Elle a débloqué 315 prêts en 2007, pour un total de 20 millions d'euros, dans les domaines de la culture, du social et de l'écologie, avec le début des prêts aux particuliers. *La Nef, 114, boulevard du 11-Novembre, 69626 Villeurbanne cedex, tél. : 08 11 90 11 90.*

Ile-de-France Festisolies

Le festival Festisolies, festival des solidarités citoyennes, se tiendra à l'automne 2008 en Ile-de-France :

- > **Cultiver et manger autrement** au théâtre de la Mezzanine, à Lieusaint (Seine-et-Marne) le 13 septembre, débat avec Jean-Marie Pelt. Présence des Amap, du Gab, de Terre de Liens...
- > **Compter et épargner autrement** au quartier des Larris, à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne), le 20 septembre, débat avec Patrick Viveret. Présence du collectif Richesses, des Cigales...
- > **Se déplacer et transporter autrement** à La ferme du Bonheur, à Nanterre (Hauts-de-Seine), le 27 septembre, débat avec Fabrice Nicolino. Présence de la Maison des transports.
- > **Apprendre et travailler autrement**, au lycée autogéré de Paris.
- > **Habiter et construire autrement** à l'esplanade des Terrasses à Evry (Essonne), le 11 octobre, débat avec Pierre Rabhi. Présence de Sollicités, Maison du monde, CAUE 91.
- > **Sortir et s'informer autrement** à la Villa mais d'ici, à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis) le 18 octobre. Débat avec Aminata Traoré. Présence de TV Bien, collectif convergence, la Fédération des vidéos de pays et de quartier. *Festisolies, Fokus 21, c/o ASC Distribution, 52, rue de Montreuil, 75 011 Paris, tél. : 06 33 06 37 24 Sandra Blondel ou 06 07 87 51 86 Pascal Hennequin, www.festisolies.fr.*



Besançon

Lautodidacte.org

Ouverte en octobre 2000, la librairie lautodidacte.org est un lieu de débat autour des idées libertaires. Le local où elle est installée étant mis en vente, les animateurs du lieu cherchent à réunir le capital nécessaire pour l'acheter. Il faut 30 000 €. *Librairie Lautodidacte.org, 5, rue Marulaz, 25000 Besançon, http://lautodidacte.org.*

Orne

Roule ta bosse

L'association Roule ta bosse propose une réflexion sur "l'écologie au pas du cheval". Elle propose des formations pour apprendre à construire en terre crue (adobe, pisé) de manière artisanale et décroissante. Elle propose par ailleurs différentes activités liées au cheval : promenades attelées, spectacles, travail équin, ateliers de transmission de savoir-faire traditionnels... *Roule ta bosse, école de la terre crue, Cléray, 61170 Montchevreil, tél. : 06 12 82 65 94, sso.rouletabosse@gmail.com.*

Dordogne

Ecofestival

L'association Pégase Périgord de l'Écocentre du Périgord organise une université d'été les 11 et 12 septembre 2008 et son 3^e écofestival les 13 et 14 septembre 2008.

Au programme : Résistances écocitoyennes (jeudi 11) "Créer c'est résister, résister c'est créer" disait Lucie Aubrac. Une journée animée par Paul Ariès, avec : Sortir du nucléaire, Action consommation, l'Age de faire, Terre de liens, RESF, La Décroissance... Solidarités et dynamiques locales (vendredi 12) : Initiatives alternatives, individuelles ou collectives en Périgord, animée par Alain Cozzoli, avec les associations locales pour croiser les initiatives, imaginer des complémentarités, des mises en réseau. Ecofestival (samedi 13 et dimanche 14). Deux jours d'animation, de conférences et d'expositions pour tout

savoir sur la construction écologique, les matériaux sains et les énergies renouvelables, avec près de 80 exposants. L'écocitoyenneté en action ! *Ecocentre du Périgord, Froidefont, 24450 Saint-Pierre-de-Frugie, tél. : 05 53 52 59 50, www.ecocentre.org.*

Isère

Stages de l'Arche

La communauté de l'Arche de Saint-Antoine propose différents stages tout au long de l'année : "du bon usage de la violence" (3 au 5 octobre), jeux coopératifs (4 et 5 octobre), la solitude, un chemin d'évolution (17 au 19 octobre), pédagogie et non-violence (25 au 27 octobre), oser la confiance, prendre la parole en public (25 et 26 octobre), à la découverte de son propre clown (1 et 2, 3 et 4 et/ou 5 et 6 novembre)...
Programme complet : Arche de Saint-Antoine, 38160 Saint-Antoine-l'Abbaye, tél. : 04 76 36 45 97.



Lyon

Le Kotopo, espace culturel international

Créé à l'initiative d'espérantistes, le Kotopo (etc. en espéranto) est un lieu de promotion de la diversité culturelle et des langues. Il propose un important programme d'animation tout au long de l'année : Genki deska ? (japonais) (3 et 17 septembre à 20h30), La Peña (espagnol) (4 à 20h30), Wie geht's (allemand) (10 et 16 à 20h30), rencontres musicales du monde (11 à 20h), repas traditionnel russe (13 à 20h30, sur réservation), atelier d'écriture (20 à 18h, autour du thème des langues et des voyages), contes du Burkina (20 à 20h30)... Du 22 au 27 septembre, se tiendra la 8^e édition du "Monde au bout de la langue", une semaine de découverte des langues avec des cours dans une trentaine de langues. Tous les mercredis à 18h30, cours d'espéranto. Le dernier mercredi de chaque mois à 20h, jeux du monde...
Kotopo, 14, rue Leynaud, 69001 Lyon, tél. : 04 72 07 75 49.



Mort des abeilles

➤ **Chine : le silence des abeilles.** Dans certaines régions chinoises, les abeilles ont totalement disparu dans les années 1980 du fait de la pollution. Les arboriculteurs ont réussi à mettre au point une pollinisation manuelle... mais avec un coût énorme. Alors qu'une ruche peut polliniser jusqu'à trois millions de fleurs par jour, un ouvrier agricole ne pollinise qu'une trentaine de poiriers par jour. Un reportage de *National Geographic* sur internet montre la méthode (cherchez "le silence des abeilles").

➤ **Allemagne : pesticides d'enrobage suspendus.** Au nom du principe de précaution, l'Allemagne a annoncé le 15 mai 2008 qu'elle suspendait l'autorisation d'utilisation de pesticides d'enrobage comme le Cruiser 350 FS, Cruiser OSR, Antarc, Chinook, Elado, Faibel, Mesuroli liquide, et le Poncho. Ces pesticides qui sont ensuite présents dans les plantes sont suspectés de provoquer la mort des abeilles. Le MDRGF, Mouvement pour le droit et le respect des générations futures, a demandé au gouvernement français d'en faire de même.

➤ **Italie : chute de la production de miel.** Les syndicats d'apiculteurs et la Legambiente, une grosse association de protection de la nature, ont organisé une manifestation le 8 avril 2008 à Rome pour alerter sur la disparition rapide des essaims d'abeilles. Selon leurs comptages, plus de 40 000 ruches ont été désertées au printemps 2008 principalement dans le nord-ouest de l'Italie là où se concentrent les cultures intensives de maïs et où l'usage du Cruiser, un nouvel insecticide, a été utilisé cette année pour enrober les semences. Des coopératives apicoles sont en situation difficile du fait de la chute de production de miel et la manifestation demandait au gouvernement de prendre des mesures d'urgence. Ce même insecticide a été autorisé en France en 2008.



agri-bio

Europe

Législation à la baisse

L'agriculture biologique française avait mis en place des dispositions relativement contraignantes. Les négociations européennes pour une harmonisation des textes de lois qui ont été adoptées le 2 juillet 2008 et qui entreront en vigueur le 1er janvier 2009 provoquent de fait des affaiblissements au niveau de la qualité de la bio : seuil de tolérance des OGM, pas de production obligatoire d'aliments sur la ferme pour les élevages (donc possibilité de hors-sol). Evidemment, au nom du libre marché, aucune spécificité sociale n'a été retenue : par exemple, les grandes chaînes de magasins pourront continuer à acheter des terres à l'Est pour y faire de la bio avec des salaires de misère.

Eure

Ferme bio de Bec Hellouin

La ferme biologique de Bec Hellouin a reçu ce printemps le trophée de l'écho-tourisme 2008 en Haute-Normandie. Perrine, juriste et Charles, marin, réalisateur de films, ont décidé de changer de vie et de créer une ferme biologique. La ferme dispose d'un verger conservatoire avec plus de 400 variétés de fruitiers. On y trouve aussi plus d'une centaine de plantes médicinales vendues en pot pour que chacun puisse créer son jardin de santé. A signaler que Charles est l'auteur de l'excellent roman *La femme feuille* (voir *Silence* n°352). *Ferme du Bec-Hellouin, 1, sente du Moulin au Cat, 27800 Le Bec-Hellouin, tél. : 02 32 44 50 67, www.lafermedubec.com.*

ENVIRONNEMENT



Recyclage des bouteilles en plastique

En juin 2008, l'AFSSA, Agence française de sécurité sanitaire des aliments a autorisé l'utilisation de plastique Pet recyclé dans la fabrication de contenants alimentaires. Les producteurs de boissons Evian, Volvic et Innocent vont maintenant introduire 25% ou plus de Pet recyclé pour produire leurs bouteilles. C'est donc pour la première fois un véritable recyclage des bouteilles en plastique et non plus une réutilisation dans un autre domaine. Cela restera toutefois encore marginal et ne doit pas nous faire oublier que ce qui pollue le moins, c'est de consommer l'eau du robinet.

Ille-et-Vilaine

Dervenn

Dervenn est une société qui propose de conseiller les collectivités et les propriétaires privés afin de développer la biodiversité de sites naturels par la restauration de cours d'eau, de mares, de tourbières, de landes, de pelouses

sèches... Elle intervient principalement en Bretagne. *Dervenn, Le Chemin chaussé, 35250 Mouazé, tél. : 02 99 55 55 05.*

Vallée d'Aspe

Le retour du train ?

Le 3 avril 2008, un camion qui voulait emprunter le tunnel du Somport est tombé dans le cours d'eau. Il transportait 17 000 litres de sulfate de carbone, un solvant liquide toxique et inflammable. Heureusement, la citerne a résisté à la chute de cinq mètres. La route a été fermée pendant 24 h pour évacuer le camion accidenté. Ce genre d'accident se multiplie dans la vallée... alors que la voie de chemin de fer est toujours fermée depuis un accident en 1970, malgré les demandes répétées des autorités espagnoles. Le 31 janvier 2008, la région a financé la réouverture de la liaison ferroviaire entre Oloron-Sainte-Marie et Bedous. 35 millions d'euros ont bien été provisionnés depuis 2007, mais RFF n'a pas encore attaqué un chantier de rénovation qui porte sur 25 km de voies. RFF annonce

INCINÉRATION

➤ **Cancers en hausse.** L'Institut national de veille sanitaire a publié en avril 2008 une étude faite dans quatre départements (Haut-Rhin, Bas-Rhin, Isère et Tarn) portant sur les riverains des incinérateurs des années 1970-1980. L'étude montre qu'après vingt ans, on a 6 à 23 % de cancers en plus selon le type de cancers. Ceci confirme donc les craintes exprimées à l'époque. Et les industriels de l'incinération de dire qu'aujourd'hui les normes sont plus strictes donc le risque moindre... il nous faudra donc attendre 2020-2030 pour savoir si cela est vrai, d'autant plus que, comme le rappelle le CNIID, Centre national indépendant d'information sur les déchets, les normes ne concernent que vingt paramètres... pour plus de 2000 molécules présentes dans les fumées rejetées. Et alors le principe de précaution ? Oublié.

➤ **Clermont-Ferrand : avis défavorable.** Alors que 531 médecins de l'agglomération clermontoise ont pris position contre le projet d'incinérateur, le préfet de la région Auvergne a donné un avis défavorable au projet le 19 juin 2008.

➤ **Marseille : vice de forme.** Le tribunal administratif de Marseille a annulé le 19 juin 2008 la délibération du conseil de la Communauté urbaine de Marseille attribuant la construction de l'incinérateur prévu à Fos-sur-Mer. Or depuis les élections municipales, la Communauté urbaine est passée sous présidence socialiste... lesquels se sont toujours prononcés contre l'incinérateur. Vont-ils profiter de ce jugement pour bloquer le chantier ?

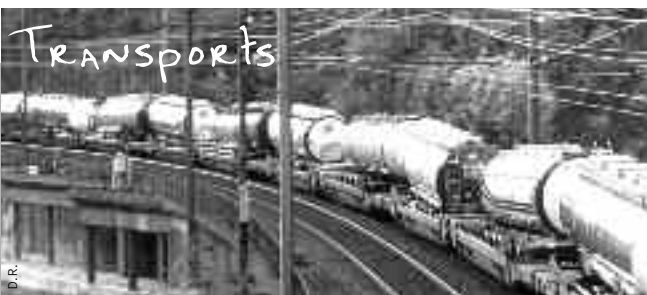
que le trafic voyageurs pourrait être rouvert en 2010... mais la réouverture au fret n'est pas encore à l'ordre du jour : il en coûterait selon RFF environ 300 millions d'euros. On peut pronostiquer que d'autres camions tomberont encore dans le fond de la vallée.

Grenoble

Un nouveau stade...

Le stade construit au sein du Parc Mistral devait coûter entre 23 et 29 millions d'euros. Il en a

finalement coûté 103 millions, soit 3,5 fois le prix initial. Il a été l'objet d'une rude bataille juridique : le 1^{er} permis de construire a été délivré le 15 décembre 2003... le 13^e a été délivré le 7 décembre 2007 ! Tous les précédents ont été annulés... ce qui signifie que le stade s'est construit dans la totale illégalité ! Aujourd'hui, alors que le stade imposé par les élus est construit, l'association *SOS Parc Mistral* diffuse un bilan éclairant comparant les discours de justification au départ et le résultat à l'arrivée. *SOS Parc Mistral, BP 183, 38004 Grenoble cedex 1.*



➤ **Autoroute ferroviaire : un gadget ?** Alors que des milliers de camions transitent de l'Espagne vers le nord de la France et de l'Europe par l'axe Perpignan-Lyon-Paris-Lille, une "autoroute ferroviaire" Perpignan-Lille a été lancée à grands renforts de communication en septembre 2007. Elle devait modestement enlever 30 000 camions par an des autoroutes routières... ce qui ne fait que 82 camions par jour ! Mais la réalité est encore plus modeste : selon *La Vie du rail*, le train qui doit charger les camions n'en emmène début avril 2008, que 24 par jour... avec une fréquentation en baisse. Un peu de développement durable et pendant ce temps, on ne remet pas en cause les autres camions.

➤ **Londres : les 4x4 vont payer !** La municipalité de Londres a décidé de différencier les prix d'accès au centre-ville. Si pour les véhicules peu polluants, le péage reste à 10 euros par jour... il sera désormais de 33 euros pour les 4x4 et les véhicules les plus polluants.

➤ **Les 4x4 plombent les efforts.** Selon les estimations de l'Ademe, Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, si 50% des achats de voitures neuves en 2007 concernent des véhicules émettant moins de 140 g de CO₂ au km, la moyenne des émissions par voiture reste au même niveau (149 g) du fait de l'augmentation (+1,2%) des 4x4 dont les émissions sont en moyenne de 210 g. L'Ademe souligne que la limitation à 130 g des normes d'émission permettrait de baisser de 20% les émissions de gaz à effet de serre des voitures.

➤ **Landes : Planteurs volontaires.** Dans les Landes, des centaines d'hectares de forêts ont été détruits entre Langon et Pau pour y faire passer l'autoroute A65. Une association s'est mise en place à Bougue (Landes) pour protester : Les planteurs volontaires qui tous les quinze jours replantent des arbres sur le tracé envisagé sur le thème : "nos élus se plantent, replantons !" Les militants rappellent que le Grenelle de l'environnement avait prévu l'arrêt des projets autoroutiers inutiles... comme celui-ci. Et que le prix du pétrole s'envolant, le trafic routier ne peut que baisser. <http://lesplanteurs-volontaires.hautetfort.com>.



Dépôt d'une paire de chaussures par militaire tué devant la Maison-Blanche à Washington.



D.R.

Les guerres des Etats-Unis vont continuer

A peine élu candidat des démocrates, Barack Obama a considérablement modifié son discours : ayant besoin de prendre des voix à droite, il a changé son fusil d'épaule ! Alors qu'il annonçait qu'une des premières mesures qu'il prendrait serait le retrait des troupes de l'Irak, il annonce maintenant qu'il faudra voir si les circonstances le permettent, qu'il faudra maintenir une force pour contrer le terrorisme... qu'il faudra déployer plus de soldats en Afghanistan, que les Etats-Unis soutiendront Israël pour détruire les forces nucléaires iraniennes...

Le candidat de droite, John McCain, propose sensiblement la même chose.

Livre blanc sans démocratie

Le gouvernement a publié le 17 juin 2008 le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale. Caractéristique de ce livre : il n'a fait l'objet d'aucune consultation du public, lequel est mis devant le fait accompli. Le précédent livre, en 1994, avait marqué le passage à une professionnalisation de l'armée. Ce coup-ci, il s'agit de faire des économies, avec la restructuration de nombreux sites. Les armées ennemies étant de moins en moins nombreuses, le redéploiement s'appuie sur la lutte contre le terrorisme et les risques

de troubles sur le territoire. Il n'y a évidemment aucune remise en cause de la force nucléaire, un alignement de plus en plus marqué sur la politique des Etats-Unis, un déplacement des troupes extérieures de l'Afrique vers le Moyen-Orient, la poursuite du remplacement des hommes par des machines, plus de liens entre polices et armées, plus d'aides aux exportations d'armes pour compenser les moindres commandes de l'armée française. *Pour en savoir plus : Observatoire des armements, Centre de documentation et de recherche sur la paix et les conflits, 187, montée de Choulans, 69005 Lyon, tél. : 04 78 36 93 03, www.obsarm.org.*

Abolir l'arme nucléaire

Une campagne internationale pour abolir l'arme nucléaire a été lancée pour demander que soit adopté par les Etats un calendrier équivalent à celui appliqué pour la destruction des armes chimiques. Pour celle-ci, une convention signée par 188 pays en 1997 a permis de diminuer de 90 % les installations des fabricants, et de 40 % les stocks, avec un objectif

de totale élimination d'ici 2012. La campagne propose cinq étapes : la levée de l'état d'alerte nucléaire et la neutralisation des armes ; le retrait des armes et leur démontage ; la destruction de ces armes ; l'arrêt des réacteurs nucléaires à uranium hautement enrichi et le placement sous contrôle international des stocks de matières fissiles ; enfin, dans un délai de 15 ans maximum la fin de la destruction des armes. On notera que la campagne fait toutefois l'impasse sur les possibilités d'obtenir une charge à partir des réacteurs nucléaires destinés à la production d'électricité comme cela a pourtant été le cas en France dans les années 1970 avec la "filière française". *Campagne pour le désarmement nucléaire, Maison de la paix, 9, rue Dulcie-September, 93400 Saint-Ouen.*



D.R.

Manif de droite ?

politique

Nouveaux mouvements politiques

Si le mouvement le plus médiatisé est le NPA, Nouveau parti anticapitaliste lancé à l'initiative de la LCR, d'autres mouvements se lancent comme le M'PEP, Mouvement politique d'éducation populaire, le MAI, Mouvement antimondialiste international, trois mouvements nés autour de la mouvance altermondialiste. Le MAI se retrouve aussi dans les objecteurs de croissance avec d'autres groupes ou tendances comme les CUAL, Comités unitaires pour une alternative anti-libérale (anciens comités Bové) ou encore AlterEkolos au sein des Verts, Utopia, au sein des Verts, du PS et d'ATTAC... Bref, beaucoup de monde se cherche à la gauche de la gauche institutionnelle.

Nicolas 1^{er} et Benoît 16.

Remballe ton pape !

A l'invitation de Nicolas Sarkozy, le pape Benoît XVI sera en France du 12 au 14 septembre 2008. Un collectif s'est mis en place autour de la Marche mondiale des Femmes, des Panthères roses, d'Alternative libertaire, d'Offensive libertaire et sociale, du Scalp... pour dénoncer le mélange des genres entre l'Etat et

l'Eglise et pour demander le strict respect de la laïcité. Le collectif rappelle que les positions de l'Eglise catholique sur la question du genre sont sexistes, misogynes et homophobes. Benoît XVI a également pris position récemment sur la question des immigrés : quiconque leur apporte son aide doit le faire "dans le respect de la loi faite pour assurer le bon déroulement de la vie sociale". *Pour connaître les manifestations en préparation : remballer-ton-pape.over-blog.com.*



D.R.

Randonnée à travers l'Occitanie

Une marche de 1300 km en faveur de l'Occitanie part le 30 août de Vinadio dans les Alpes italiennes pour rejoindre Vielha, au Val d'Aran catalan deux mois après. La marche passe en France par Sisteron (9 septembre), Montfroc (11), Montbrun-les-Bains (12), Sault (13), Malaucène (15), Vaison-la-Romaine (16), Pont-Saint-Esprit (18), Comps (21), Les Vans (22), Florac (26), Le Vigan (29), La Couvertorade (1er octobre), Rieussec (6), Carcassonne (9), Quillan (16), Montségur (20), Foix (22), Saint-Girons (24), Vielha (30 octobre). *Chambra d'Oc, chemin Arnaud-Daniel, 18, I 12020 Roccabruna/CN, tél. : 0171 918971, www.chambradoc.it*

Énergies

AGROCARBURANTS : LA MENACE !

Un collectif d'organisations (Agir pour l'environnement, Réseau Action climat, Confédération paysanne, la Ligue de l'enseignement, CCFD, Biocoop, Les Amis de la Terre, Fnaut, Attac, Aspas, Fnab, Ciele, MDRGF, MRJC, Réseau agriculture durable, Action consommation...) a lancé fin juin 2008 une campagne "Agrocarburants, la menace" qui demande pendant la durée de la présidence française à l'Europe de renoncer à l'objectif de 10 % d'incorporation d'agrocarburants dans les carburants à échéance de 2020. Au lieu de choisir cette dérive technicienne qui menace les terres agricoles et les zones naturelles, le collectif demande que la réglementation européenne se penche sur des solutions visant à réduire les transports et à favoriser la relocalisation partielle de l'économie : baisse des limitations de vitesse, objectif de réduction des émissions des véhicules plus ambitieux (120 g CO₂/km dès 2012, 30 g en 2020), aide au développement des transports collectifs (rail en particulier). Agir pour l'environnement, 97, rue Pelleport, 75020 Paris, tél. : 01 40 31 02 37, www.agirpourenvironnement.org.



Envolés des renouvelables

Selon un rapport du PNUD, Programme des Nations unies pour le développement, paru le 1^{er} juillet 2008, la hausse des prix de l'énergie provoque un recours de plus en plus intensif aux énergies renouvelables. Les investissements dans ce secteur ont augmenté de 254 % en trois ans ! Cela représente déjà 50 milliards de dollars par an dont 62 % pour des installations en Europe ou aux Etats-Unis. Le rapport note qu'actuellement les énergies renouvelables représentent déjà 23 % des investissements... contre dix fois moins pour le nucléaire ! Le reste est malheureusement investi dans les énergies fossiles (principalement le gaz et le charbon). Le PNUD estime que de 50 milliards aujourd'hui pour les renouvelables, on devrait passer à 450 milliards par an avant 2012 et 600 milliards avant 2020.

Eolien

➤ Eoliennes dans un immeuble. Le World Trade center de Bahrein, inauguré le 7 avril 2008, dispose de trois éoliennes intégrées à son architecture. Les pales font 15 m de long. Les éoliennes devraient fournir 11 à 15 % de l'électricité du bâtiment. C'est la première installation de ce genre dans le monde.
➤ Transparentes ? Philippe Stark, célèbre designer, a mis au point une éolienne individuelle que l'on peut placer sur un toit ou

dans un jardin et qui pour un coût annoncé de moins de 400 euros devrait fournir entre 10 et 60 % de la consommation d'un foyer. Particularité de l'éolienne : réalisée en polycarbonates transparents, elle est quasiment invisible.



➤ Grossières manipulations.

Les sénateur Philippe Marini a déposé mi-avril 2008, une proposition de loi visant à soumettre à référendum les projets d'éoliennes lorsque celles-ci dépassent 50 m de hauteur. Valéry Giscard d'Estaing a demandé un moratoire sur l'éolien. Rappelons que sa femme, Schneider de son nom de jeune fille, a hérité des usines à ce nom, usines qui se sont ensuite appelées Creusot-Loire puis Framatome et enfin Areva. Ces attaques contre l'éolien visent évidemment à faire augmenter son coût qui concurrence aujourd'hui le nucléaire. Suggérons à Philippe Marini d'étendre sa proposition de référendum à tous les projets qui dépassent 50 m de haut, à commencer par les réacteurs nucléaires.

Agrocarburants

Petites phrases

"La fabrication de biocarburants est un crime contre l'humanité". Déclaration de Jean Ziegler, rapporteur de l'ONU pour le droit à l'alimentation, le 14 avril 2008, après l'annonce de la multiplication des révoltes de la faim.

Économies

Les communes doivent mieux faire

Alors que certaines communes mènent de longue date des politiques d'économie d'énergie (Lorient en tête), globalement, selon une enquête de l'ADEME, Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, les consommations des municipalités ont augmenté de 5,7 % entre 2000 et 2005. L'ADEME rappelle aux élus que le diagnostic ther-

mique des bâtiments peut permettre d'engager des travaux pour améliorer l'efficacité énergétique. Les communes dépensent environ 35 % de la consommation nationale. CEDRA, Collectif contre l'enfouissement des déchets radioactifs, BP 17, 52101 Saint-Dizier cedex, tél. : 03 25 04 91 41.

Pyénées

Non à la ligne enfouie !

Le 30 avril 2008, Jean-Louis Barloo, évoquant le Grenelle de l'environnement, a lancé l'idée que la ligne THT entre la France et l'Espagne puisse être enterrée. Outre le fait que pour une ligne THT cela soit extrêmement coûteux (et d'autant plus qu'il y a une montagne à franchir), cela ne change rien à la question de fond : avec le développement des énergies décentralisées, une telle ligne ne se justifie pas. Elle n'avait de sens que dans le cadre d'une politique de réacteurs nucléaires... alors que l'Espagne a renoncé à cette énergie.

Bio Zone

23^{ème} FOIRE BIOLOGIQUE
13 et 14 SEPTEMBRE 2008
MÛR DE BRETAGNE (22)

Changer !... pour vivre

- 14 000 visiteurs
- 260 exposants
- 25 viticulteurs

- Conférences
- Animations
- Fest-Noz
- Restauration

Échange publicitaire

Die-in le 12 juillet 2008 à Paris.

Manifestations

Environ 4000 personnes ont manifesté le 12 juillet 2008 à Paris pour dénoncer les démarches pro-nucléaires de Sarkozy. Les manifestants venus à l'appel du Réseau Sortir du nucléaire ont rappelé quelques évidences : le nucléaire ne remplace par le pétrole, l'uranium va manquer tout autant que le pétrole, le nucléaire ne permet pas de lutter contre le changement climatique, ne permet pas une indépendance nationale, n'est pas une énergie propre... Des représentants du Niger sont venus expliquer les des-



tructions provoquées par l'exploitation des mines d'uranium par Areva dans leur pays. Les manifestants ont demandé à la France de soutenir un projet énergétique européen basé sur les économies d'énergie et les énergies renouvelables. Le 13 juillet 2008, une quinzaine de militants de Greenpeace ont déployé sur la tour Eiffel un drapeau européen de 15x15 m avec en son centre un logo nucléaire.

Ces deux manifestations se tenaient en parallèle au sommet de la Méditerranée où Sarkozy a une nouvelle fois essayé de vendre des réacteurs nucléaires au pays riverains.

Un arbre qui pousse

Michel Fernex, médecin, vient de publier une petite brochure de 28 pages pour rappeler que les conséquences sur la santé de l'accident de Tchernobyl sont comparables à un arbre qui pousse : cela prend de l'ampleur, année après année. Il dénonce vigoureusement la politique négationniste mise en place par l'OMS, Organisation mondiale de la santé, liée à l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique, montrant comment s'instaure un mensonge officiel pour cacher les conséquences sur le terrain de la réalité : des enfants malades de plus en plus nombreux. *Disponible auprès de Les Enfants de Tchernobyl, résidence Les Provinces, 1 A, rue de Lorraine, 68840 Pulversheim.*

concernées, elles sont situées dans le sud du département du Cher et le sud-est de l'Indre, le nord de la Seine-Maritime, le sud du Pas-de-Calais et le nord de la Somme... dans l'Aube, la Marne, le sud des Ardennes, la Meuse, la Moselle, la Meurthe-et-Moselle et dans l'ouest des Vosges.

Du côté antinucléaire, il se dit que le gouvernement envisagerait de lancer des procédures auprès d'une vingtaine de lieux pour espérer à la fin en obtenir quelques-uns. Rappelons que depuis une vingtaine d'années, après avoir rempli les alentours de l'usine Cogéma à La Hague, le gouvernement n'a réussi à ouvrir que le site de Soullaines (Aube) pour les déchets à faible radioactivité et creuse actuellement en grande profondeur à Bure (Meuse) pour y enfouir des

déchets de haute activité. Le choix des communes devrait se faire d'ici fin 2010 pour une ouverture des procédures en 2013 et un début de stockage en 2019. Une nouvelle bagarre à venir.

EPR

➤ **Un arrêt pour rien ?** Le 21 mai 2008, l'Autorité de sûreté nucléaire interdisait la poursuite du chantier après avoir constaté de nombreuses insuffisances dans le ferrailage de la dalle de béton qui supportera le futur réacteur nucléaire. Alors que rien n'a été fait sur la dalle, sur le seul engagement d'EDF à résoudre le problème, la même autorité a autorisé la reprise du chantier le 19 juin 2008.

➤ **Blocage en amont du site.** Le 24 juin 2008, plusieurs groupes

de militants de Greenpeace se sont enchaînés à l'aube aux portails de trois des carrières qui alimentent en gravier les bétonnières du chantier. Le 27 juin, l'accès d'une cimenterie à Ranville, près de Caen, a été bloquée également. Greenpeace demandait comment on peut autoriser à poursuivre le coulage du béton alors qu'on sait que les travaux en sous-sol ne sont pas corrects ?

➤ **Pylônes occupés.** Le 12 juillet 2008, trois personnes ont occupé un pylône à Cametours (Manche) pour protester contre la poursuite du chantier de l'EPR à Flamanville et le projet de nouvelle ligne à haute tension. L'action s'est renouvelée le 13 juillet à Beaulieu-sur-Oudon (Mayenne), le 14 juillet à Saint-Germain-en-Coglès (Ille-et-Vilaine).

Nouveaux sites de stockage des déchets ?

Il n'y a pas de miracle avec le nucléaire : tous les jours les réacteurs produisent des déchets qui nous empoisonneront pendant des siècles. Le 5 juin 2008, le gouvernement par le biais d'un appel du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, a lancé un appel aux communes pour chercher de nouveaux sites de stockage pour les déchets à longue période de vie. Le texte précise que cela se fera sur la base du "volontariat", la mission étant confiée à l'Andra, Agence nationale de gestion des déchets radioactifs, qui s'y connaît pour convaincre les élus locaux... comme le montrent les mannes financières dépensées autour du site de Bure pour faire taire la contestation. 3115 communes sont

OMS

Contre la censure sur Tchernobyl

Depuis le 26 avril 2007, date anniversaire de l'accident de Tchernobyl, des militants se relaient silencieusement devant l'entrée de l'OMS, Organisation mondiale de la santé, à Genève, et dénoncent l'accord de 1959 mettant l'OMS sous la coupe de l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique, siège des pro-nucléaires. L'action se poursuit depuis déjà un an et demi et durera jusqu'à ce que l'OMS annonce son intention de revoir cet accord qui conduit aujourd'hui au négationnisme sur le nucléaire. Un temps fort est déjà annoncé pour le 26 avril 2009... si d'ici là rien n'est fait de la part de l'institution. Les personnes qui peuvent se libérer quelques jours sont invitées à venir participer en prenant contact à l'avance pour connaître le planning des présences.

Contacts en France : André Larivière, tél. : 04 71 76 36 40 ou 06 76 69 54 98, Yann Forget, tél. : 04 50 92 64 69, en Suisse : Philippe de Rougemont, tél. : 022 344 38 31.



Manifestation en espéranto.

FEMMES

Violences domestiques

UNE SUR QUATRE



Le Conseil de l'Europe avait lancé en novembre 2006 une vaste enquête sur les violences domestiques faites aux femmes dans 47 Etats (Union européenne + Europe orientale). Les résultats ont été présentés lors d'une conférence à Strasbourg les 10 et 11 juin 2008. Une femme sur quatre a été victime de violences domestiques et 12 à 15 % en sont victimes tous les jours. C'est probablement la première cause d'atteinte à la personne à travers le monde. 32 pays européens ont déjà mis en place un plan d'action contre ces violences. Un rapport intermédiaire avait montré l'importance d'associer les hommes aux mesures prises pour espérer changer leur attitude.

Index égalitaire du genre

L'organisation international Social watch publie chaque année un classement des Etats en fonction de l'égalité entre les genres. En 2008, c'est la Suède qui présente le meilleur bilan en obtenant 89 sur 100 (99,9 pour l'éducation, 83,8 pour les activités économiques, 83,2 pour le partage des postes de pouvoir). Suivent ensuite la Finlande, la Norvège, l'Allemagne... puis le Rwanda (80), les Bahamas, le Danemark, la Nouvelle-Zélande, l'Islande... les Etats-Unis ne sont qu'en 21^e place, en recul depuis cinq ans. La France est en 32^e place avec 73 (100 pour l'éducation, 61 pour les activités économiques, 58,8 pour les postes de pouvoir). Les pires

pays sont le Togo (39), la Côte d'Ivoire (37) et le Yémen (29). www.socialwatch.org.

Parité dans les tâches ménagères ?

Selon une enquête de la Dress, Direction de la recherche, des études et des statistiques, rendue publique à l'occasion de la journée internationale de la femme, le 8 mars 2008, à la maison, les femmes assurent 80% du repassage, 75% de la préparation des repas. Aller chercher les enfants à l'école ou les aider dans leurs devoirs est à peu près bien partagé. Vaisselle et poubelle provoquent des disputes dans 50% des ménages, surtout chez les jeunes couples.

NORD-SUD

Rwanda

La France accusée de complicité de génocide

Une commission d'enquête mise en place par le ministère de la justice rwandais enquête depuis des années sur les responsabilités dans le génocide de l'été 1994 qui a fait près d'un million de victimes dans le pays. Les éléments recueillis en 2006 avaient déjà provoqué une crise avec la France : depuis novembre 2006, les relations diplomatiques sont rompues.

Le 5 août 2008, cette commission a remis un rapport de 500 pages dans laquelle elle avance que la France était au courant de la préparation du génocide et qu'elle a laissé faire et même aidé aux préparatifs. Sont nommément mis en cause le président de la République, François Mitterrand, le premier ministre, Edouard Balladur, le secrétaire général de l'Elysée Hubert Védrine, le chef de la diplomatie Alain Juppé, son directeur de cabinet Dominique de Villepin... ainsi qu'une vingtaine d'officiers militaires. Tharcisse Karugarama, ministre de la justi-

ce rwandais a annoncé qu'il envisageait de lancer des poursuites au niveau international devant des tribunaux non-rwandais ayant adopté le principe de la compétence universelle. Il demande également à ce que les enquêteurs de la commission puissent entendre les personnes citées. *Le rapport est consultable sur le site : www.enquete-citoyenne-rwanda.org.*

Artisans du monde lance sa propre marque

Après avoir mené en son sein un long débat s'étant conclu par le refus de la distribution en grande surface, la fédération des boutiques Artisans du monde a pris ses distances d'avec Max Havelaar et d'autres réseaux acceptant ce mode de diffusion. Le 5 mars 2008, Artisans du monde a lancé sa propre marque qui diffuse des produits déjà dans les 170 boutiques d'Artisans du monde et dans 300 magasins Biocoop. Elle est ouverte à d'autres réseaux : structures locales, de proximité et de l'économie sociale et solidaire. *Fédération Artisans du Monde, 53, boulevard de Strasbourg, 75010 Paris, tél. : 01 56 03 93 50.*

Biens mal acquis

Selon un rapport de la Banque mondiale, la corruption, les activités criminelles et les fraudes fiscales font perdre chaque année 25 % de leurs richesses aux pays africains, soit entre 100 et 200 milliards de dollars. En mars 2007, un collectif d'association s'est mis en place pour porter plainte contre plusieurs chefs d'Etat africains et leurs familles pour détournement de l'argent public aux dépens des populations. Le collectif a communiqué à la justice une liste de biens immobiliers acquis avec cet argent. Comme cela a été fait pour Marcos (Philippines), Sani Abacha (Nigeria), Saddam Hussein (Irak), des saisies sont possibles. Mais pour le moment, la justice française fait la sourde oreille. C'est pourquoi une pétition a été lancée pour demander à l'Etat français d'ouvrir des enquêtes et d'en tirer les leçons. Une brochure de 48 p. présentant le problème et les solutions possibles est disponible contre 4,50 € port compris.

Survie, Sherpa, Fédération des Congolais de la Diaspora et la Plate Forme Paradis Fiscaux et Judiciaires, 210, rue Saint-Martin, 75003 Paris, <http://biensmalacquis.wb.st>.



- Fêtes, foires, salons
- Autres.

Septembre

□ Paris : procès de Déboulonneurs.

Le vendredi 5 septembre à 13h30 devant le Palais de justice, rassemblement de soutien à Raphaël Jolly, Valéry Mougel et Antoine Trouillard qui passent en procès pour un barbouillage de décembre 2006. Résistance à l'agression publicitaire, 53, rue Jean-Moulin, 94300 Vincennes, tél. : 01 43 28 39 21, www.antipub.org ou Le Publiphobe, 67, rue Saint-Jacques, 75005 Paris, France, tél. : 01 45 79 82 44 ou Les Déboulonneurs, 24, rue Louis-Blanc, 75010 Paris, www.deboulonneurs.org.

■ **Namur : 24^e Valériane.** 5 au 7 septembre à Namur Expo. 300 exposants, 40 conférences, *Nature & Progrès Belgique*, 520, rue de Dave, B 5100 Jambes, tél. : 081 30 36 90, www.natpro.be.

■ **Tarn-et-Garonne : fête d'Attac.** Le 6 septembre à partir de 16h, salle des fêtes de Montastruc. Diffusion du film *Ma mondialisation*, suivi d'un débat, repas fermier, bal. Tél. : 05 63 67 92 89 ou 05 63 30 46 59.

■ **Isère : 12^e Avenir au naturel.** 6 et 7 septembre à L'Albenc. 230 exposants sur les alternatives et les produits écologiques. Conférences de Jacques Testard et Christian Vélot sur les lanceurs d'alerte, sorties nature guidées, expositions, café littéraire... *Espace nature Isère*, BPI, 38470 L'Albenc, tél. : 04 76 36 50 10.

■ **Alpes-de-Haute-Provence : 3^e journée bio-environnement.** 7 septembre à Volonne (4 km au nord de Château-Arnoux). 11 h : table-ronde collectives et développement durable, 15 h : table-ronde sur la bio, 17h30, débat avec Claude Aubert sur agriculture et enjeux climatiques. *Agribio 04, maison du Patrimoine, rue de la Bourgade*, 04300 Mane, tél. : 04 92 72 53 95, www.bio-provence.org.

■ **Vaucluse : Planète honnête.** Le premier festival international du documentaire et des éco-rencontres sur la biodiversité et les peuples premiers se tiendra à Cadenet (Vaucluse) du 10 au 13 septembre 2008. Conférences avec Jean-Marie Pelt (biodiversité), Gilles-Eric Seralini (OGM). Films, tables-rondes, expositions... *Planète honnête, Les Gardis*, 84160 Cadenet, tél. : 04 90 08 88 08, www.planetehonnete.org.

■ **Alsace : BiObernai.** 12 au 14 septembre. Thème de l'année : les énergies durables. Une mairie environnementale virtuelle présente les initiatives de communes alsaciennes. Pour la première fois des toilettes sèches installés sur le salon. Conférences, ateliers. Manè-

ge à vélo. *Alsace Bio*, 22, rue des Magasins, 67000 Strasbourg, tél. : 03 88 23 29 54 ou *Opaba*, 5, place de la gare, 68000 Colmar, tél. : 03 89 24 45 35.

■ **Loire-Atlantique : Nature en fête.** Du 12 au 14 septembre à l'espace culturel du Quatrain, à Haute-Goulaine. *Humus 44*, 8, allée du Pâtis-Forestier, 55115 Haute-Goulaine, tél. : 02 40 06 16 62.

□ **Marseille : les En-dehors.** Le 13 septembre au CIRA, conférence-débat d'Anne Steiner sur les anarchistes individualistes et illégalistes du début du 20^e siècle dont la célèbre bande à Bonnot. *CIRA*, 3, rue Saint-Dominique, 13001 Marseille, tél. : 09 50 51 10 89.

□ **Haute-Loire : Vers la fin du capitalisme ?** 13 septembre à partir de 14 h à la salle culturelle de Saint-Nizier-de-Fornas, fête avec débats. *Collectif de gauche*, 2, avenue Paul-Doumer, 42380 Saint-Bonnet-le-Château.

□ **Saône-et-Loire : stages en biodynamie.** Les 13 et 14 septembre au domaine biodynamique de Saint-Laurent à Château, "rencontre des trois règnes de la nature. 20 et 21 septembre : approfondissement au jardinage biodynamique. 11 et 12 octobre : économie sociale et triarticulation : quelle économie pour quelle société. *Maison de l'Agriculture Bio-Dynamique*, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, tél. : 03 89 24 36 41, www.bio-dynamie.org.

■ **Côtes-d'Armor : 23^e Biozone.** 13 et 14 septembre à Mur-de-Bretagne. Foire biologique, 250 exposants. Thème de l'année : "changer... pour vivre" avec plusieurs conférences : Hervé Kempf "comment les riches détruisent la planète", Jean Aubin "pour un avenir possible, choisir la décroissance", Emmanuel Antoine "qu'est-ce qu'un commerce plus équitable ?", Alexis Robert "vivre heureux, tout simplement", François Schneider "pistes pour la décroissance", Julien Allaire "la ville respectueuse de la campagne", Gaël Derive "le réchauffement climatique". *Association produire consommer biologique*, 45, Le Coudray, 22800 Saint-Brandan, tél. : 02 96 32 11 14.

■ **Haute-Saône : 5^e Bio'jour au village.** 13 et 14 septembre à Villafans, 100 exposants. Entrée gratuite. Conférence d'Albert Jacquard. *Association Le Village*, Christiane Zolger, 15, rue de l'Oratoire, 70110 Villafans, tél. : 03 84 20 97 17.

■ **Gard : 18^e Terrabio.** 13 et 14 septembre à Remoulins (nouveau lieu). Une centaine d'exposants. *Nature & Progrès Gard*, 23 bis, boulevard Sergent-Triaire, 30000 Nîmes, tél. : 04 66 64 77 18.

■ **Hautes-Alpes : 10^e Génépi.** 13 et 14 septembre à Crots (Serre-Ponçon). Samedi : le vélo et les méthodes alternatives de santé, conférence de Dominique Belpomme. Dimanche : rencontre avec Marie-Monique Robin auteure du livre et du film *Le monde selon Monsanto*. *Association Génépi, mairie*, 05200 Crots, tél. : 04 92 43 13 05, www.genepi-foire-bio.org.

■ **Haute-Savoie : 4^e fête des arbres.** Dimanche 14 septembre dans la châtaigneraie d'Allinges, au-dessus de Thonon-les-Bains, chansons, spectacles, siestes perchées, contes, projections, land-art... *Association Au près de mon arbre*, 383, route d'Excuvilly, 74140 Sciez, tél. : 04 50 72 20 52.

□ **Lille : manger ou conduire, faudra-t-il choisir ?** Le 15 septembre à 20h30 à la MRES, Maison régionale de l'environnement et des solidarités, conférence débat sur les agrocarburants. *MRES*, 23, rue Gosselet, 59000 Lille.

■ **Deux-Sèvres : Créateurs d'activités rurales.** Accueil-Paysan Poitou-Charentes organise les premières rencontres de la création d'activités agri-rurales, le samedi 20 septembre à Melle. Au programme : un mur des initiatives, tables-rondes sur "comment financer un projet", "femmes et création d'activités en milieu rural", "faciliter l'accès au foncier des créateurs", conférence, concerts... *Samuel Couturier, Accueil paysan*, 12 bis, rue Saint-Pierre, 79500 Melle, tél. : 05 46 29 83 99.

□ **Gers : teinture végétale sur laine.** 20 et 21 septembre ou 27 et 28 septembre ou 11 et 12 octobre, stage pour apprendre les doux secrets des plantes magiciennes. *M. Bosch, Au Bois Bédât*, 32450 Castelnau-Barbarens, www.lherbealaise.com.

■ **Isère : 12^e foire bio de Mens.** 20 et 21 septembre. 130 exposants, thème de l'année : le jardinage bio. *Office de tourisme, rue de Breuil*, 38710 Mens, tél. : 04 76 34 84 25.

■ **Creuse : 12^e Colchique.** 21 septembre à l'étang de Courtille, à Guéret. Une soixantaine d'exposants. *Colchique, La Size*, 23320 Bussière-Danoise, tél. : 05 55 81 65 13.

■ **Tarn-et-Garonne : Foire bio des Trois-Rivières.** 21 septembre à Montbétou (6 km de Montauban). *Echo-Synergie, M. Serre*, 1281, côte Saint-Julien, 82200 Moissac, tél. : 06 23 57 81 77, www.foire-bio-trois-rivieres.org.

■ **Saône-et-Loire : 5^e fête altermondialiste.** 21 septembre à La Roche-Vineuse. Thème de l'année : les inégalités, fatalité ou choix politique ? *Attac-Mâcon*, 63, route de Strasbourg, 71000 Mâcon, www.local.attac.org/71.

□ **Dordogne : la chaux dans tous ses états** (22 au 26 septembre) et autoconstruire économique (29 septembre au 1^{er} octobre), formations organisées par l'*Ecocentre du Périgord, Froidefon*, 24450 Saint-Pierre-de-Frugie, tél. : 05 53 52 59 50, www.ecocentre.org.

■ **Lyon : Forum social local.** Un forum social local se tiendra le samedi 27 septembre 2008, de 10 h à 18 h, sur la place Saint-Jean (5^e) avec stands, ateliers, conférences... *Attac-Rhône*, 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon, tél. : 04 78 37 13 09.

□ **Rhône : formations non-violentes.** Sanctionner sans punir (samedi 27 septembre), les conflits au travail (mardi 7, 14 et 21 octobre en soirée), communication non-violente (29 novembre). *Renseignements : IFMAN, Institut de recherche et de formation du Mouvement pour une alternative non-violente*, 20, rue de l'Ancienne-Gare, 69200 Vénissieux, tél. : 04 77 89 20 28.

■ **Tours : 5^e Fougère.** 27 et 28 septembre au parc des expositions. *Hamarnils, BP8*, 77520 Donnemarie-Dontilly, tél. : 01 64 01 37 08.

■ **Charente : 7^e fête de l'écologie.** 27 et 28 septembre à Nanclars, 30 km au nord d'Angoulême. Forums sur l'éducation à l'environnement, les énergies renouvelables dans la région, l'eau et sa gestion, la mondialisation et ses effets. Débat avec Marie-Monique Robin, auteure du film et du livre *Le monde selon Monsanto*. *La Sauve verte, bâtiment Ronsard*, apt n°11, Ma Campagne, 16000 Angoulême, tél. : 05 45 65 24 60.

■ **Morbihan : 13^e foire bio de Muzillac.** 27 et 28 septembre. *Terre en vie, BP 53*, 56190 Muzillac, tél. : 06 26 10 15 49.

■ **Lille : la bio associative et solidaire.** 27 et 28 septembre à la MRES, deux jours de débats et d'animation sur la bio, son histoire, son avenir. *Nature et Progrès*, tél. : 03 27 70 98 47.

■ **Hautes-Pyrénées : Dimanche bio.** 28 septembre à Bagnères-de-Bigorre, place de la Halle aux grains. *GAB 65, BP 449, chemin de l'Alette*, 65004 Tarbes cedex, tél. : 05 62 35 27 73.

■ **Côte-d'Or : 26^e foire écologique.** 28 septembre à Semur-en-Auxois, au centre Saint-Exupéry. *Auxois-Ecologie, BP 27*, 21140 Semur-en-Auxois.

□ **Drôme : phyto-aromathérapie.** 29 septembre au 3 octobre aux environs de Nyons : de la cueillette des plantes au produit fini. *Plant'essence, Jean Coudour, route de Saint-Laurent*, 07800 Beauchastel, tél. : 04 75 62 09 56.

Octobre

Hautes-Pyrénées : échanges de connaissances et de savoir-faire.

Les 4 et 5 octobre à Asque, une rencontre d'échanges de connaissances et de savoir-faire est organisée dans un cadre autogéré, avec possibilité de planter sa tente ou de réserver une chambre dans un gîte. Les rencontres doivent permettre les échanges de pratiques, d'idées, dans un esprit de respect et d'ouverture. Un espace de gratuité permettra d'échanger (graines, plants, livres, outils...). *Fourmies jaunes, 65200 Marsas, bernardes.maya@gmail.com.*

Corrèze : Battement d'ailes.

Stages écoconstruction : paille du 13 au 17 octobre, chanvre dans l'habitat (25 et 26 octobre), enduits de finition à la chaux sur murs chanvre (7 et 8 novembre). Stages connaissance du vivant : entretenir vos fruitiers de plein vent (29 et 30 novembre), choisir, planter entretenir un arbre d'ornement (13 et 14 décembre). *Le Battement d'ailes, ferme de Lauconie, 19150 Cornil, tél. : 05 55 26 49 98.*

Gironde : découvertes des plantes.

Plantes bio-indicatrices et herbes des cultures (18, 19, 20, 22 ou 23 octobre), plantes sauvages comestibles et médicinales (18 octobre), les arbres et leurs fruits (19 octobre), fabrication de produits naturels (25 et 26 octobre). *Programme complet et lieux : L'Ortie, Lasserre du Moulin, 11260 Saint-Jean-de-Paracol, tél. : 04 68 20 36 09, http://perso.wanadoo.fr/ortie.*

Drôme : formations CRII-Rad.

La CRII-Rad, Commission de recherche et d'information indépendants sur la radioactivité organise deux stages à la rentrée : utilisation d'un compteur Geiger (mercredi 22 octobre 2008, 14h-18h), radioactivité et radioprotection (samedi 25 octobre 2008). *Renseignements : CRII-Rad, Le Cime, 471, avenue Victor-Hugo, 26000 Valence, tél. : 04 75 41 82 50.*

Le Mans : congrès de la Fnaut.

La Fédération nationale des associations d'usagers des transports tiendra son 16^e congrès, les 25 et 26 octobre 2008. Au programme : analyse de la politique des transports depuis deux ans, bilan du Grenelle de l'environnement, débat sur l'étalement urbain, visites techniques du tramway de la ville. *Fnaut, 32, rue Raymond-Losserand, 75014 Paris.*

entraide

■ **Toscane.** La récolte des olives approche... on va avoir besoin d'aide entre le 15 octobre et la fin novembre ! Qui a envie de passer deux semaines en Toscane pour donner un coup de main 4h par jour contre hébergement ? Appelez (plutôt le soir) Marco ou Patricia au 0039 0566 912962 ou portable 0039 338 8072430. A bientôt.

■ **Savoie.** Cherche abonnés près de Chambéry, Aix-les-Bains qui pourraient m'accueillir contre participation aux frais pour temps de transition entre vente d'appartement et construction d'une habitation. Tél. : 04 79 62 88 73.

Vivre ensemble

■ Couple 25-30 ans, souhaite joindre un groupe de personnes et de projets de vie alternatifs, sobres et solidaires, cohérents et complémentaires, basés sur les besoins essentiels à nos existences (communication attentive, décision au consensus, volonté collective, espaces-temps individuels ; nourriture bio, auto-production et autoconsommation agricole ; réflexions et actions concernant les substances aliénantes ; autoréalisation de maisons individuelles ou familiales, écologiques et économiques). Appel aux projets et aux partenaires partageant nos valeurs. Nous cédon également notre terrain en Corrèze, 3 ha, eau, chenal 20 m², serre, équipement... *David et Marieke, tél. : 06 10 04 20 04.*

Agir ensemble

■ **Projet de formation à l'autonomie** (dans toutes ses dimensions) et à la recherche de sens à Ourres (Hautes-Alpes), pour des jeunes adultes prioritairement entre 18 et 25 ans : autonomie pratique (alimentaire, logement...), intellectuelle (lectures collectives, documentaires suivis de débats, atelier de réflexions sur nos valeurs personnelles et sur la société...), développement de nos propres médias (émissions radio, gestion du site internet, journal...) et activités liées au village d'accueil. *Pour plus d'infos : Emmanuelle et Michel Philippo, tél. : 04 92 49 65 93, http://sensetautonomie.free.fr.*

Rencontre

■ Homme, 45 ans, taille moyenne, paisible, calme, attentionné, sincère, sensible, espère contact avec femme gentille, honnête et sérieuse, en vue d'une union solidaire, dans un amour sans égal, dans la lumière du père Céleste. Femme croyante appréciée. *Rémy, tél. : 04 67 82 48 52.*

Recherche

■ **Recherchons habitants atypiques :** nous réalisons depuis deux ans un travail artistique texte-photo mêlant fiction et réalité sur l'habitat atypique en France

en vue d'une expo et d'un livre. Cherchons auto-constructeurs dans le sud-est, l'est et le nord de la France motivés pour participer au projet avec leur habitat (notre démarche n'étant pas journalistique, les noms des lieux et des personnes ne seront pas cités). L'essentiel étant que vous ayez construit votre habitat, que vous y vivez et qu'il soit le plus original possible ! *Merci de nous contacter pour plus d'infos : alexa-brunet@yahoo.fr.*

Emplois

■ **L'association d'éducation à l'environnement Le Loubatas recrute** 1) cuisinier(e) animateur(trice) CAP ou bac pro ou exp. cuisine, BAFA ou BEATEP ou exp. animation. Travail en équipe, rigueur, organisation, polyvalence, sens du relationnel, connaissance alimentation bio, véhicule indispensable, CDI, 35 h, horaires variables, travail possible WE ; 2) responsable technique-économiste de flux, bac+2 mini, formation en énergie renouvelable souhaitée, maîtrise des travaux forestiers. Entretien et valorisation de l'écogîte et de ses équipements écologiques, du terrain forestier de 7 ha, travail en équipe, autonomie, esprit pratique, entreprenant, polyvalent, véhicule indispensable, CDI, 35 h, 120 % du SMIC. Postes à pourvoir le 3 novembre 2008. *Envoyer CV et lettre de motivation à info@loubatas.org.*

Logement - Terrains

■ **Nord de l'Ardèche**, 15 km sud d'Annonay, propose partage appartement dans ferme avec dépendances à femme retraitée, dynamique, esprit S!lence, non fumeuse, simple et proche nature. Peu encombrée choses matérielles, mais pleine d'idées et de projets. Pour vie en simplicité volontaire, sans stress, détachés des modes et des tendances qui ne mènent à rien. Pour vivre l'essentiel. *Pour en parler : 04 75 32 13 42 le soir.*

■ **Lyon.** Recherche terrain viabilisé (eau et électricité) en mise à disposition ou en location dans la région lyonnaise (rayon de 30 km) pour y installer une yourte et y vivre à l'année. Possibilité d'échanges de services : entretien, surveillance... *Tél. après 20 h : 04 26 65 26 71.*

■ **Rennes.** Trois amis cherchent un colocataire pour un appartement en centre-ville (120 m²) dans un esprit S!lence. Loyer : 290 €. *Contactez Emmanuel, emmanuel@no-log.org.*

■ **Languedoc.** Cherche à louer petite maison avec jardin pouvant être chauffée au bois, loyer sympa, département Gard ou Hérault. *Tél. : 06 65 35 39 81 ou 04 67 82 48 52.*

■ **Dans Parc naturel des monts d'Ardèche**, au pied du Gerbier de Joncs, vds ancienne ferme en pierre et lauze, 230 m² surface habitable. Intérieur rénové et toiture en cours rénovation. Source, CC bois, 1,3 ha terrain. Possibilité accueil, petit élevage, grand

potager (terre d'excellente qualité). Lieu magnifique pour amoureux de la nature, avec rivière et ruisseau près terrasse, hameau très convivial, lieu très énergétique. 240 000 €, tél. : 04 75 65 36 28 ou 06 86 16 90 89.

■ **Gard.** Dans le secteur de Bagnols, agriculteur vend parcelles attenantes de part et d'autre d'un petit ruisseau : 8000 m² de terre cultivable contenant jeunes oliviers et un jardin avec bassin de 1500 l ; 3000 m² de terrain en pente boisé. Deux accès par chemins communaux entretenus. *Laisser message au 06 17 87 43 75.*

■ Jeune couple de bergers, elle naturopathe, lui travaillant sur des questions d'environnement et de vie rurale, cherche un petit nid proche de la nature ou dans un village dès novembre pour donner naissance à leur enfant. Un lieu de vie, collective ou non, à modeste loyer. Possibilité de participer à différentes activités : jardinage, bois, pain, rénovation, construction, massages... Moitié sud France privilégiée. *Tél. : 06 64 19 96 15 (Julia et Damien).*

■ **Alsace.** Enseignants cherche maison isolée, au calme, avec terrain, canton de Villé (67220). *Tél. : 03 69 30 01 02, janigterrier@yahoo.fr.*

■ **Savoie.** Une construction s'avérant lourde pour moi seule, je voudrais mettre un terrain viabilisé de 864 m² en lotissement à 800 m d'altitude, dans superbe paysage, à disposition pour projet qui me tient à cœur (grandeur de l'homme, santé de la planète, créativité artistique, artisanale, etc.) en contactant une "alliance" selon modalités à définir. Je souhaite garder la jouissance du terrain en partie pour des plantations d'arbres fruitiers et d'arbustes floraux et créer une petite extension pour habitat individuel. *Renseignements au 04 79 62 88 73.*

■ Couple, 55 ans, désireux de se reconverter, cherche terrain en location pour y créer une AMAP. Rhône-Alpes, Centre ou Sud-Est. *Hubert, tél. : 04 50 03 15 28.*

■ Berger-chevrier cherche hameau ou village abandonné avec habitations, bâtiments, 50 à 500 ha de terrain, même en friche, pour élevage bio. *Bedessem Serge, tél. : 05 65 78 48 69.*

■ **Paris.** Je travaille dans un magasin bio en Haute-Savoie et vais commencer des études de naturopathie en janvier 2009 à Paris. Je cherche une chambre à louer un week-end par mois à Paris ou dans la proche banlieue. *Vous pouvez me contacter au 04 50 05 14 13, Céline Garcia, 2, passage Gruffaz, 74000 Annecy.*

A vendre

■ A vendre les deux premiers numéros de la revue Entropia, 15 € les deux. *Tél. : 05 57 46 43 40.*

■ **Finistère-Nord.** Idéal pour créer un garage associatif, vends ancien garage automobile dans bourg, avec maison d'habitation et jardin. 115 000 €. *Tél. : 02 98 78 23 91 ou 06 10 52 29 90.*

■ **Gratuités :** Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces :** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Les dates de clôture sont indiquées en page "Vu de l'intérieur". Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Domiciliés :** Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

ACCIDENT À LA CENTRALE
NUCLÉAIRE DU TRICASTIN

NOUS AVONS PRIS TOUTES LES PRÉCAUTIONS
LES PAYS À QUI LE PRÉSIDENT A VENDU
UNE CENTRALE NE LE SAURONT JAMAIS



Le Tricastin en eaux troubles

Le relâchement accidentel d'uranium dans la nappe phréatique du Tricastin a mis en évidence des pollutions antérieures. Fin juillet 2008, Jean-Louis Borloo a lancé un inventaire général. Combien de pollutions vont-elles être (re)découvertes ?

Le 7 juillet 2008, les autorités annoncent qu'environ 30 m³ d'eau contenant 360 kilos d'uranium en solution se sont écoulés accidentellement d'une usine du site du Tricastin (limite Drôme-Vaucluse), la Socatri, filiale d'Areva. Les bassins de rétention sont en mauvais état et débordent. Environ 74 kg d'uranium s'échappent dans deux rivières voisines.

La consommation d'eau est interdite pour les riverains sur trois communes, dont Bollène (Vaucluse). Cette pollution représente ce que l'usine est autorisée à rejeter en 120 ans.

Le 8 juillet, on apprend que l'accident n'a pas eu lieu le 7 juillet au matin mais la veille, vers 23 h, et que la direction de l'usine n'a alerté les autorités que huit heures plus tard. Une polémique éclate sur le classement de l'incident : alors que les autorités le classent au niveau 1, les associations demandent le reclassement au niveau 3 sur une échelle de 7¹.

Le 9 juillet, la Criirad rappelle que Socatri avait déjà été mis en demeure pour des fuites dans ses canalisations (avril et août 2007) et dans les cuves de rétention (novembre 2007).

Le 14 juillet, les analyses d'eau faites par la Criirad révèlent en fait une contamination radioactive qui ne correspond pas à ce qui a été déversé par la Socatri. L'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), qui a fait ses propres mesures en juin 2008, confirme cette pollution antérieure. La Criirad dénonce alors le secret qui a entouré d'éventuelles pollutions antérieures.

La Criirad rappelle qu'en 2002, elle avait mis en évidence des fuites à partir d'un stockage sur le même site de déchets nucléaires militaires : un tumulus de terre cache, sur le site, 770 tonnes de déchets enfouis entre 1969 et 1975². Le site n'avait été recensé par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) qu'en 2002, sans que le secret défense permette d'en connaître exactement le contenu. En 1977, une pollution de la nappe phréatique avait déjà été révélée sous ce tumulus et les exploitants du site avaient mis en place un pompage des eaux de la nappe à raison de 173 m³/h. Or ce pompage a été interrompu en 1998.

Le 15 juillet, le Réseau Sortir du nucléaire demande au gouvernement des mesures indépendantes de radioactivité sur toutes les nappes phréatiques à proximité des sites nucléaires afin d'y détecter d'éventuelles pollutions non rendues publiques.

Le 17 juillet, *Le Monde* publie un rapport du Haut Commissariat à l'énergie atomique indiquant qu'entre 1977 et 1998, environ 900 kg d'uranium provenant du tumulus ont été lessivés par les eaux de pluie et entraînés dans les eaux souterraines. Jean-Louis Borloo, ministre de l'Ecologie, demande alors qu'un historique des pollutions du Tricastin soit réalisé. Il veut qu'une étude portant sur l'ensemble des sites nucléaires soit rendue d'ici le mois d'octobre. Le Réseau Sortir du nucléaire insiste pour que ces études soient réalisées par des organismes indépendants et non par les seuls services de l'Etat, et qu'elles ne concernent pas seulement les 19 centrales nucléaires (et 58 réacteurs), mais l'ensemble des sites manipulant des produits radioactifs. Areva limoge le directeur de la Socatri. Une quarantaine de familles du voisinage, qui boivent de l'eau de puits, découvrent que celle-ci est peut-être contaminée depuis longtemps. Plusieurs décident alors de porter plainte.

Le 18 juillet, une fuite d'uranium (700 à 800 g) a lieu à l'usine FBFC de Romans (Drôme), autre filiale d'Areva. La vétusté d'une canalisation est mise en cause. Anne Lauvergeon, patronne d'Areva, affirme alors qu'"aucun de ces incidents n'a eu d'impact sur la santé des personnels et des riverains, ni sur leur environnement". Rappelant qu'officiellement "toute dose de rayonnement comporte un risque cancérigène et génétique" (CIPR 1990), le Réseau Sortir du nucléaire demande sa démission pour ce nouveau mensonge.

Le 22 juillet, l'interdiction d'utiliser l'eau des puits, de pêcher, de se baigner, est levée par la préfecture du Vaucluse... sauf dans une zone proche de la centrale où la contamination reste au-dessus des normes.

Michel Bernard ■

► Pour en savoir plus :

■ Criirad,
471, avenue Victor-Hugo,
26000 Valence,
tél. : 04 75 41 82 50,
www.criirad.org.

■ Réseau Sortir du nucléaire,
9, rue Dumenge,
69317 Lyon cedex 04,
tél. : 04 78 28 29 22,
www.sortirdunucleaire.org.

► Un été radieux...

Le 11 juillet, sept salariés sont contaminés lors d'un incident à la centrale de Nogent-sur-Seine (Aube).

Le 12 juillet, quatre employés sont contaminés à la centrale de Gravelines (Nord).

Le 21 juillet, quinze intérimaires sont contaminés sur le site de Saint-Alban (Isère).

Le 23 juillet, cent salariés sont contaminés lors d'un nouvel incident sur le site du Tricastin...

Rappelons que chaque année, il y a environ 900 "incidents" en France, soit une moyenne d'un arrêt d'urgence par mois et par réacteur.

1. Selon l'échelle officielle : "Niveau 1 : anomalie en raison d'une défaillance de matériel, d'une erreur humaine ou d'une insuffisance dans l'application des procédures (...) Niveau 3 : Très faible rejet avec exposition du public en deçà des limites prescrites, contamination grave sur la santé d'un travailleur (...)".

2. Ces déchets proviennent du démantèlement sur le site d'une Installation nucléaire de base secrète (INBS) qui a servi jusqu'en 1975 à préparer le combustible de nos bombes nucléaires. Une nouvelle preuve du lien entre nucléaire civil et militaire.



Enercoop, un fournisseur d'électricité vraiment vert

La société coopérative Enercoop propose de l'électricité produite par des énergies renouvelables. Mais elle connaît des difficultés pour s'implanter sur un marché où sa recherche de positionnement éthique est un défi. Entretien.

Silence : Quelle est l'origine d'Enercoop ?

Le 1^{er} juillet 2004, la France ouvre le marché de l'électricité à la concurrence. Les opérateurs historiques perdent leur monopole, tout nouvel entrant peut alors proposer de l'électricité à des structures professionnelles. On bascule ainsi d'un modèle réglementé dans lequel le service énergétique est assuré par une entreprise publique, vers un modèle libéral où des entreprises privées se partagent la fourniture d'électricité. La volonté d'Enercoop est de proposer une troisième voie, de forme privée mais d'intérêt public.

Ce bouleversement profond de l'économie de l'énergie intervient dans un contexte énergétique mêlant ébriété énergétique, surproduction nucléaire et centralisation poussée.

Face à l'urgence de la situation et à la libéralisation inéluctable du secteur de l'électricité, des acteurs de l'économie sociale et solidaire et des énergies renouvelables se réunissent au printemps 2004, à la veille de l'ouverture du marché, pour, ensemble, réinventer un modèle éthique et responsable. Ce modèle prend la forme d'un acteur, qui au-delà de commercialiser de l'électricité, devra

répondre à l'ambition suivante : développer les énergies renouvelables et offrir à chaque citoyen la possibilité de s'approprier l'accès à l'énergie.

Pourquoi avoir choisi la forme coopérative ?

En septembre 2005, Enercoop naît juridiquement sous la forme d'une Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC). Cette structure permet :

- un sociétariat hétérogène, réunissant autour du même projet des acteurs pouvant avoir des intérêts divergents (producteurs, consommateurs, associations, collectivités locales et salariés de la SCIC), selon un fonctionnement démocratique et transparent répondant à la règle "1 personne = 1 voix".

- un réinvestissement de la quasi-totalité des bénéfices au profit des énergies renouvelables (dans de nouveaux moyens de production) et de la maîtrise de la consommation d'énergie grâce à des sociétaires plaçant l'intérêt général au-dessus de l'intérêt particulier.

Dans un objectif de relocalisation de la production et de la gouvernance, l'idée est de répéter ce modèle au niveau local et de réunir élus, consommateurs, producteurs et associations dans une démarche de service public décentralisé. Les personnes, physiques et morales, à l'origine du projet ont ainsi inventé un nouveau concept politique, dans la lignée de l'économie sociale et solidaire, à mi-chemin entre le capitalisme et le socialisme.

Aujourd'hui, Enercoop compte 1400 sociétaires.



Éolienne individuelle d'un coopérateur.

Quels sont les problèmes rencontrés ?

Le 1^{er} juillet 2007, le marché de l'électricité, déjà ouvert pour les professionnels depuis 2004, s'ouvre aux particuliers.

Si Enercoop trouve un bon départ, la coopérative rencontre certaines difficultés, face aux géants de l'énergie.

L'ouverture se fait très partiellement : les tarifs réglementés, fixés par l'État, sont conservés aux

côtés de nouvelles offres de marché. Le maintien des tarifs réglementés dans un contexte de hausse non maîtrisée des prix de l'énergie peut sembler louable. Toutefois la décision de les maintenir à un niveau très bas ne reflétant pas le coût de production de l'électricité d'origine renouvelable (ni d'ailleurs celui de l'électricité nucléaire) est très critiquable. Le différentiel entre les deux marchés est d'environ un facteur 2.

Le maintien des tarifs réglementés, au-delà d'un manque de communication global sur l'ouverture du marché et les nouvelles offres, crée une inertie de la part des consommateurs, par crainte de l'inconnu dans un contexte d'énergie chère.

Les fournisseurs développent en effet, alors même que flambe le prix de l'énergie, des offres à un prix inférieur au tarif réglementé. Or il n'y a pas d'exemple de pays pour lequel l'ouverture du marché de l'électricité ait conduit à une baisse des prix. Partant d'une situation où le prix de vente réglementé est largement inférieur à la réalité économique, et où le réglementé est condamné à disparaître, une hausse globale est inéluctable.

En outre, l'argument prix ne créant pas l'engouement attendu de la part des consommateurs, des offres pseudo « vertes » se sont multipliées, relayées à grand renfort d'opérations marketing.

Ces pratiques ont menacé Enercoop qui ne dispose pas de la même force de frappe que ses concurrents mais propose la seule offre verte : une offre éthique et écologique à un prix certes plus élevé que les tarifs réglementés, mais reflétant de manière transparente et durable ses coûts d'approvisionnement. Certaines initiatives ont permis de différencier la démarche Enercoop : le classement Ecolo Watt de Greenpeace (Enercoop a été noté 17,1/20 – largement en tête devant les autres fournisseurs) et le label EVE, dont Enercoop est l'unique fournisseur en cours de labellisation. Enercoop est aussi l'unique fournisseur d'électricité à avoir obtenu le label Clair Energie, délivré par les collectivités organisatrices de la distribution, et certifiant des pratiques commerciales transparentes et non agressives.

Autre frein, à l'époque choisir une offre de marché impliquait de ne pas revenir aux tarifs réglemen-

tés. Cette contrainte a heureusement été supprimée en janvier 2008, bien que la plupart des consommateurs ignorent encore aujourd'hui cette nouvelle possibilité.

Côté production, le gouvernement refuse toujours d'accorder aux nouveaux fournisseurs les mêmes conditions d'achat de l'énergie renouvelable via une compensation financière. L'opérateur historique maintient par là une position très dominante, voire un quasi-monopole, sur l'achat d'électricité renouvelable.

Quelles solutions sont envisagées ?

A moyen terme, le principal projet consiste à lancer des coopératives de production. Ainsi Enercoop pourra collecter leur production électrique et la redistribuer le plus localement possible. Cela se pratique déjà dans d'autres pays et devrait ainsi permettre aux consommateurs d'agir plus localement sur les choix énergétiques.

A plus court terme, Enercoop va renforcer les moyens de financement par un appel à souscription interne (sociétaires) et externe (structures de l'économie sociale et solidaire).

La force d'Enercoop consiste en son réseau de sociétaires, professionnels et particuliers, propriétaires de la coopérative. C'est par leur implication, coordonnée et soutenue par l'équipe salariée, qu'Enercoop parviendra à prendre de l'ampleur et trouver de nouveaux consommateurs.

L'association Les Amis d'Enercoop a été lancée fin juin 2008. L'association pourra prendre à sa charge des actions juridiques ; des actions de communication ; des actions de lobbying politique ; l'organisation de réunions publiques/débats sur l'énergie. Animée par des bénévoles, l'association pourra agir en finançant notamment des prestataires de conseils. Elle sera financée par des dons de particuliers, déductibles, et par des subventions.

Propos recueillis par Michel Bernard ■

Pour le moment, l'électricité d'Enercoop provient surtout des barrages hydrauliques.

La Commune de la colline met le feu à la Croix-Rousse



Sur la place de la Croix-Rousse se trouve la statue de Jacquard, inventeur du métier à tisser : il sera condamné à tisser du lien social lors d'une installation artistique spectaculaire.

Y a-t-il eu un tremblement de terre en mai 2008 sur la colline de la Croix-Rousse, à Lyon ? Presque : un mois d'effervescence politique, poétique, ludique et révolutionnaire pour repenser le monde et les manières d'agir. Bilan avec Julie et Gérald, deux organisateurs de choc.

Comment le projet est-il né ?

Au commencement il y a la morosité : l'empereur Nicolas Ier est élu, et il s'agit de ne pas se laisser aller. Nous sommes nombreux à vomir l'empereur et sa politique, montrons-le sur la place publique, fédérons nos énergies et nos luttes. Nous voulons donner à voir une gauche décomplexée, radicale, quitte à choquer. Au-delà des manifestations traditionnelles, faisons s'exprimer les nouvelles formes de luttes et d'alternatives. La rencontre d'artistes et de militants permet justement cette nouvelle expression politique.

Qu'est-ce qui s'est passé ?

La Commune de la Colline, c'est un mois d'occupation de l'espace public, sur les places, dans les rues et les jardins, pour régler son compte au capitalisme et lancer le début de la révolution mondiale !

Presque chaque jour l'agora, l'échauffement révolutionnaire, les brigades rouges, les débats auto-gérés, les ateliers populaires d'expression, la buvette, ainsi que des actions décalées, permettent de se rencontrer et d'imaginer d'autres solidarités. Chaque journée a eu un thème : le logement, la consommation, l'information, la fête du travail libéré, la fête du corps...

Quels ont été les moments forts ?

Le lancement de la Commune par une criée collective sur la grand-place, avec le lancement de la



Manif de droite.

nouvelle monnaie locale et contrôlée démocratiquement : l'Eureu.

La manifestation de droite qui a réuni plus de mille personnes.

Le procès de Jacquard, inventeur du métier à tisser, condamné à tisser du lien social.

Le (mas)sacre de l'empereur Nicolas I^{er}, où l'empereur en prend pour son grade.

Un week-end sur "l'autre" où, pour la première fois, RESF, la Cimade, le Collectif Tchetchénie et Médecins du monde se rencontrent autour d'un projet commun.

La journée des enfants : avec une criée d'enfants (rêves, révoltes et revendications), une fête, des jeux, une manif d'enfants...

Mais aussi, l'occupation insolite d'un passage piéton pour se réapproprié la rue ; la récupération de places de parking pour faire la sieste, chanter,

► Pour plus d'informations :

www.commune-colline.fr

Voir également en page 48.

jouer, discuter ; le lancer de pavés (en mousse) sur des banques ; bricolage et création ; une sieste collective (avec Silence) ; l'étendage à poèmes...

Alors, cette révolution ?

Bon... c'est presque au point. C'est vrai, le bon peuple croix-roussien ne s'est pas soulevé massivement. L'aspect non conventionnel a fait peur à certain-e-s. Et l'autogestion, ce n'est pas de la tarte non plus. Mais le miracle est dans la synergie parfois magique qui s'est établie et dans le réseau élargi qui s'est créé et a généré des envies d'agir localement, en inventant de nouvelles formes de luttes, en se réappropriant les codes qu'on nous propose et en les décalant.

Les médias se sont intéressés à la Commune quand il y avait des actions ludiques et décalées seulement : procès de Jacquard, manif de droite, concours de baisers... oubliant la teneur parfois dense des débats thématiques quotidiens.

Et la Commune continue ! *Les Enjoliveuses*, brigade de redécoration poético-politique du quartier, sont nées en mai et continuent leur action. *Terra rousa* est un projet de fabrique d'idées politiques et de réflexion et d'élaboration démocratique, tourné vers des propositions concrètes. Des enseignants ont réalisé leur premier "freezing", happening politique dans lequel on pouvait venir regarder, comme dans un musée, les derniers spécimens de "profs", espèce en voie d'extinction. Ils



Janis Devillers

Sacre de l'empereur Nicolas 1^{er}... à l'Église de scientologie !

ne comptent pas s'arrêter là... *Les Brigades rouges* peuvent aider les indigènes à déménager. Elles se mobilisent aussi contre les expulsions de logements, en empêchant les huissiers d'entrer. Etc. Un vent de folie baladeur... à bons entendeurs, salut.

Propos recueillis par Guillaume Gamblin ■



Fanny Vrinate

Journée des enfants

CHUT, ARRÊTEZ, ÉCOUTEZ... SOUS VOS PIEDS

SENTEZ L'ÉNERGIE TELLURIQUE, MODIFIÉE PAR CEUX D'AVANT.

Et pour nous, la solidarité internationale et pour demain, la dimension sociale de la science, la lutte des Brigades intellectuelles, le projet social, le Réseau de la justice, l'échange de toutes les expériences de toutes les résistances, les liens les liens de tous ces liens qui ont fait et font le présent et futur.

MERC À TOUS ESTRÉS, de nous venir faire le monde LES ÉLÉMÉS ET LE CÔMBAGE. Ce monde, nous l'avons créé, et nous le faisons vivre chaque jour. Et le, au travail, à la formation, à la grand, à la fin de la nuit. Et il ne peut rester ALORS, À TOUTES LES INVENTIVÉS D'ALTERNATIVES ! À TOUS LES ARTISTES ! À TOUS LES PENSEURS, LES ENTREPRENEURS, LES COOPÉRATEURS, LES CURIEUSES, LES COLÈRIQUES, LES JOYEUSES, LES VIEUX, LES TENDRES !

RENDEZ-VOUS À LA CROIX-ROUSSE, À LYON, POUR Y PROCLAMER EN TOUTE LA RECORDITÉ

TOUT LE MOIS DE MAI 2008

chaque, chaque, à se mouvoir, à se mouvoir, à se mouvoir, à se mouvoir... Arrangez vos idées, vos projets, vos idées. Et vos idées, tous. De partout. Prenez la rue à leur air de parler-mouvement plein !

Site du mouvement *Événement du réseau de l'Énergie*
Événement de l'Énergie (mouvement international)

Compagnie internationale pour une formation thématique

Site du corps *Collectif jeunes combattants*
Collectif "jeune école"

Collectif des parents *Collectif étudiants*

Mouvement national *Collectif international*

Collectif international

En tout pour faire l'espace public, à très nombreux. Pour se mouvoir, à se mouvoir, à se mouvoir, à se mouvoir... Parce que cette fois, on veut le grand mouvement ! le futur, on ne le partage plus. On l'improvise et on change, parce qu'on change avec les autres jours.

Cette fois, ILS NE PASSERONT PAS !

contact : communaleducroixroussed@orange.fr

Soyez inventifs !
Il existe d'autres moyens de locomotion que l'automobile...
Kim.



Transports : un changement de politique nécessaire

La hausse du prix du pétrole depuis deux ans va très vraisemblablement se poursuivre. Quels changements cela annonce-t-il dans le domaine des transports ?

La hausse du prix du pétrole en dollars est due en effet à la fois à des phénomènes dits conjoncturels (tensions géopolitiques et troubles sociaux dans les pays producteurs, capacités insuffisantes de raffinage, spéculation) et à une situation structurelle (la stagnation des réserves prouvées et l'explosion de la demande dans les pays émergents, Chine et Inde principalement). L'hypothèse d'un baril à 200 dollars, avancée par de grandes banques, ne fait plus sourire : la Direction générale de l'énergie et des matières premières (ministère de l'Industrie) est seule à imaginer encore un baril à 70 euros en 2030...

Changements de comportements

On observe déjà une inflexion du comportement des automobilistes, surtout ceux qui vivent dans les zones périurbaines et rurales, mal (ou pas du tout) desservies par le train ou l'autocar. Ils achètent des voitures moins gourmandes, roulent moins vite, regroupent ou limitent leurs déplacements quotidiens, utilisent les transports collectifs ou le vélo. La fréquentation du RER parisien et des trains TER de province explose (+ 10% par an depuis trois ans en région Rhône-Alpes).

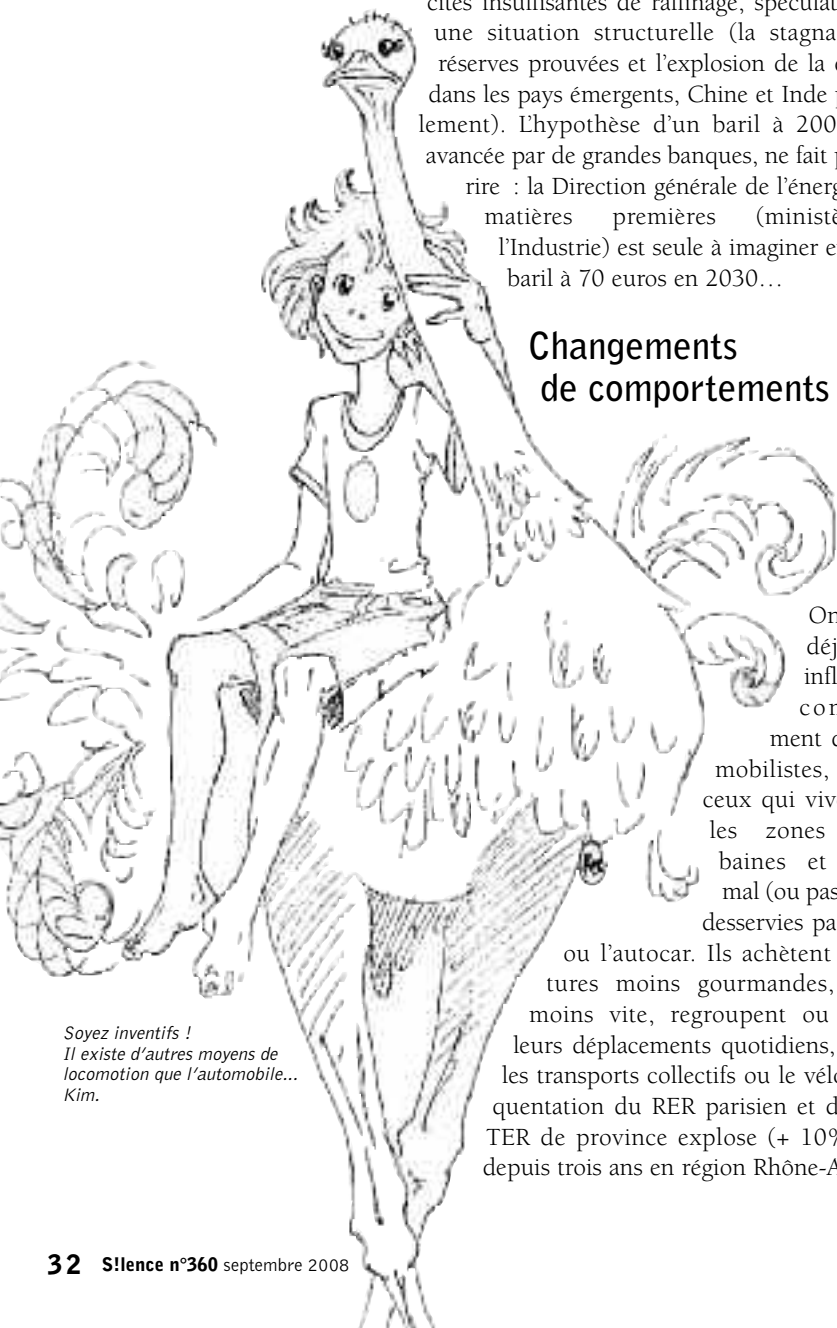
Réduire les besoins de mobilité ?

Si le trafic automobile stagne, le trafic aérien, en particulier touristique, continue à augmenter malgré la hausse des tarifs, et le trafic routier de marchandises ne régresse pas. Il est donc difficile de prévoir les conséquences d'un prix croissant du pétrole. On peut s'attendre évidemment à une stagnation des trafics routier et aérien, et à plus long terme à une réduction des besoins de mobilité par une densification de l'habitat et une relocalisation de l'économie. Mais à quel rythme ? Les incertitudes sont nombreuses : le prix du pétrole sera sans doute affecté de fortes fluctuations ; son augmentation rendra rentables des gisements aujourd'hui inexploités ; les agrocarburants peuvent se développer.

Laissons donc les prospectivistes prospectiver : l'essentiel est de définir et de mettre en œuvre une politique des transports anticipant sur l'évolution la plus probable : la fin du pétrole bon marché et le dérèglement du climat.

Des choix politiques à faire

La première urgence est la réorientation des choix en matière de grandes infrastructures de transports. Quelle est la pertinence économique de projets autoroutiers ou aéroportuaires conçus lorsque le baril coûtait trois fois moins cher qu'aujourd'hui ? L'Etat doit revoir sa copie, il a d'ailleurs commencé à le faire, timidement, en renonçant aux rocade routières de Bordeaux et Toulouse, considérées encore récemment comme indispensables. Le projet de deuxième autoroute Lyon-Saint Etienne (A45) est tout aussi aberrant que l'A65 Pau-Langon : cette autoroute urbaine doublerait une voie ferrée qui reste à moderniser. Faut-il dépenser quatre milliards d'euros pour construire le canal Seine-Nord, dont le principal effet sera de favoriser l'approvisionnement de l'Île-de-France par les ports d'Anvers et Rotterdam au détriment du Havre ? Le contournement ferroviaire Est de Lyon (CFAL) est autrement décisif.



Soyez inventifs !
Il existe d'autres moyens de locomotion que l'automobile...
Kim.

Les élus locaux, de droite ou de gauche, doivent eux aussi renoncer à leurs danseuses : le gigantesque pont-levant de Bordeaux (quatre piles de 87 m de haut) peut être remplacé par un modeste tunnel sous la Garonne pour le trafic local ; la rocade nord de Grenoble, un projet ringard datant de 1970, coûterait le prix de deux lignes de tramway ; à Nantes, l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (l'Ayraulport) est inutile, on peut réorienter la piste unique de l'aéroport existant pour limiter les nuisances subies par les Nantais. L'exemple à suivre est celui de Roland Ries, nouveau maire de Strasbourg, qui a abandonné le projet de grand contournement ouest, pourtant soutenu par le Chef de l'Etat lui-même.

Ne pas détaxer les carburants

La deuxième urgence consiste à donner au consommateur un bon signal prix en refusant la TIPP flottante de gauche et la TVA flottante de droite.

D'après l'ADEME, un ménage français dépense en moyenne 1400 € en carburant par voiture et par an. Pour être ressentie par le consommateur, une baisse du prix du carburant résultant d'une baisse des taxes devrait être de l'ordre de 2,5%, soit 35 euros par an et par voiture. Sachant qu'il y a environ 30 millions d'automobilistes en France, la perte annuelle de recettes pour l'Etat serait de l'ordre d'un milliard d'euros par an.

Or un kilomètre de tramway ou de ligne ferroviaire à grande vitesse (LGV) coûte environ 20 millions d'euros. L'Etat serait ainsi privé de la possibilité de financer chaque année 50 km de tramway ou de LGV, soit au moins 500 km d'ici 2020. A titre de comparaison :

- la loi Grenelle de l'environnement programme 1500 km de transport collectif urbain en site propre (TCSP) et 2 000 km de LGV d'ici 2020 ;
- la contribution de l'Etat prévue par la loi Grenelle pour les tramways est de 2,5 milliards d'euros (elle était initialement de 4 milliards) ;
- le produit annuel prévu de l'eurovignette (écotaxe sur les camions) est d'un milliard d'euros ; un milliard d'euros par an, c'est aussi la somme qui manquera à l'AFITF pour pouvoir assumer la charge financière correspondant aux promesses de la loi Grenelle, malgré l'affectation du produit de l'eurovignette à cet organisme.

Une baisse des taxes sur les carburants automobiles serait donc irresponsable. En effet :

- en subventionnant les déplacements automobiles, on donnerait un signal anti-pédagogique au consommateur, qui doit être incité à s'adapter à une hausse continue et inéluctable du prix du pétrole, et non être endormi par des mesureries démagogiques à court terme ;
- la baisse du prix des carburants provoquée par une baisse des taxes serait rapidement absorbée

par une nouvelle hausse du prix du pétrole ;

- enfin l'Etat se priverait des moyens financiers indispensables pour mettre en place des transports collectifs susceptibles d'attirer l'automobiliste.

Une réduction des taxes sur les carburants, qui bénéficierait à l'ensemble des automobilistes, doit donc être écartée (seules des aides personnalisées aux ménages les plus modestes sont acceptables). Il faut mettre en œuvre les mesures suivantes, conformes à l'intérêt bien compris du consommateur et de la collectivité :

- une grande campagne en faveur de l'éco-conduite et de la réduction de la vitesse (réduire sa vitesse de 10 km/h réduit la consommation d'un litre aux 100 km, soit une économie annuelle de 150 litres de carburant ou encore de 200 €) ;
- une grande campagne d'information sur l'offre disponible de transports collectifs et de parkings-relais ;
- la prise en charge obligatoire par l'employeur, comme en Ile-de-France, de la moitié du prix de l'abonnement domicile-travail du salarié, une formule encourageant les déplacements à bicyclette, et l'abandon du chèque "essence" imaginé par le gouvernement Villepin ;
- des investissements massifs dans les transports collectifs de proximité ;
- une politique nouvelle d'urbanisme et de logement permettant de freiner l'étalement urbain.



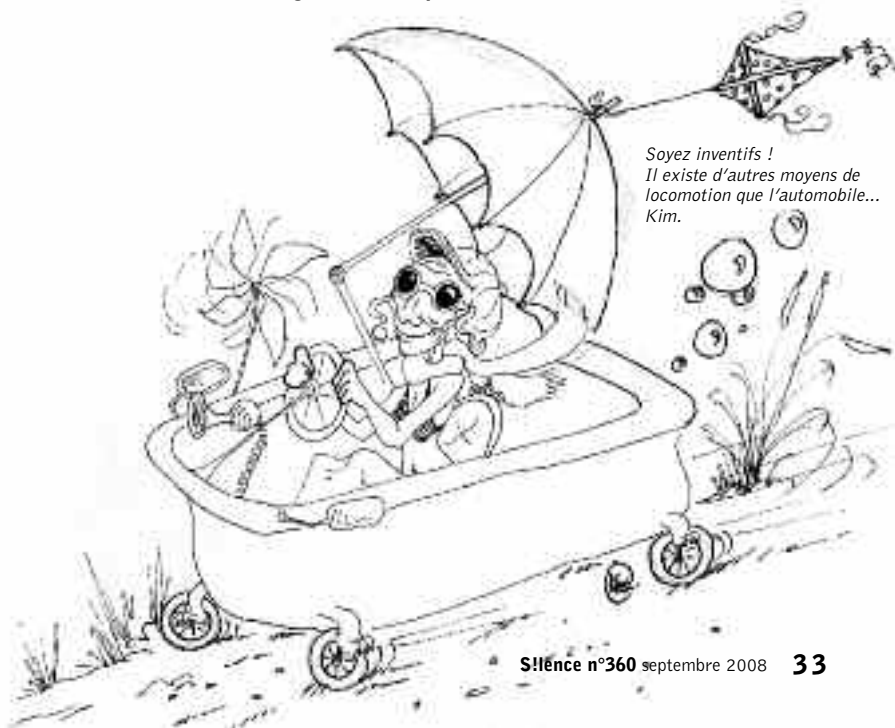
Priorité aux transports collectifs.



FNAUT,
32, rue Raymond Losserand,
75014 Paris, tél. : 01 43 35
02 83, www.fnaut.asso.fr

Jean Sivardière ■

Président de la FNAUT, Fédération nationale des associations d'usagers des transports.



Soyez inventifs !
Il existe d'autres moyens de locomotion que l'automobile...
Kim.



Pour une meilleure cohérence des démarches alternatives

Aujourd'hui, les labels mis en place par l'Etat sont adaptés aux circuits longs, aux grandes surfaces, au marché mondialisé. Une réflexion s'est engagée pour proposer d'autres méthodes de valorisation des produits respectant l'environnement et le social.

- **ASPAARI**,
le bourg, 35330 Bovel,
aspaari@free.fr
- **Nature et Progrès**,
16, avenue Carnot, 30100
Alès, www.natureetprogres.org
- **Fumeterre**, Fiacelayre,
43800 Le Cambon de Voreu,
fumeterre@voila.fr
- **GIE Brin d'Herbe**,
Le Grand Chevillé
35132 Vezin,
tél. : 02 99 64 79 40.

Dans *Silence* n°275, en octobre 2001, Paul Garde¹ proposait un label sous forme d'une rose des vents NESO (naturel, énergie, social, origine). Celle-ci devait permettre de visualiser le poids écologique d'un produit. Séduits par l'idée, ASPAARI, le collectif Fumeterre et Nature & Progrès l'ont expérimenté en Bretagne².

L'expérimentation s'est faite sous la forme d'une démarche partenariale entre producteurs et consommateurs au sein d'une partie des adhérents.

Il semblait intéressant d'expérimenter une méthode permettant d'aller vers une cohérence comme dans le cas de cette mention. Pour cela, il a été relancé une COMAC³ *Nature et Progrès* en Bretagne, avec la mise en place d'un système de garantie participatif.

Un système de garantie participatif

Les décalages entre producteurs et consommateurs ne cessent de s'accroître (perte du rythme des saisons, des cycles biologiques...). Une COMAC permet d'informer les consommateurs de la réalité agricole tout en permettant aux producteurs une transparence de leurs pratiques et de justifier les évolutions de la ferme à sa clientèle.

Ainsi, des visites ont été mises en place le samedi après-midi :

Avancer dans le bon sens

Quelques modifications ont été apportées à l'idée de Paul Garde. Les associations ont choisi de partir sur une démarche de progression plutôt qu'un label pour plusieurs raisons :

- la labellisation a un caractère normatif, exclusif, qui établit un fossé entre labellisés et non labellisés et n'incite pas à l'évolution ;
- les consommateurs sont déjà "désorientés" par la multiplicité des labels, mentions et autres appellations. Ils ne sont pas amenés à s'impliquer dans la définition et les modes d'attribution. Les labels sont adaptés aux circuits-longs des grandes surfaces et du marché mondialisé. Ce fonctionnement échappe aux consommateurs comme aux producteurs (l'évolution du label AB dans le contexte européen est un bel exemple).
- Il existe déjà une mention, *Nature et Progrès* qui porte les mêmes valeurs que la démarche NESO. Cette mention garantit le respect d'un cahier des charges rigoureux, et d'une charte portant sur l'éthique globale de la bio.

- Le(a) paysan(ne) invite ses clients.
- Un à deux paysan-ne-s référents sont présents pour aborder des points techniques.
- Un animateur-trice présente la démarche (cf. boussole page suivante) et recadre le débat.
- La cohérence de la ferme est analysée face aux quatre points de la boussole NESO.

Elles se déroulent dans un esprit de convivialité, de sincérité et de soutien réciproque, favorable à l'initiation d'échanges et d'entraides. Le but n'étant pas de dénigrer l'agriculteur(trice), mais de remettre en cause certaines pratiques en contradiction avec les enjeux écologiques et sociaux actuels. La mise en place d'une notification ne semblait pas appropriée. Suite à la visite, un compte rendu est réalisé, que le producteur est invité à mettre à la disposition de ses consommateurs.

1. repris dans le numéro 25 ans, n°351, novembre 2007.
2. Aspaari, Association de soutien aux projets et activités agricoles et ruraux innovantes, basée en Bretagne, fonctionne sur l'échange de savoir et savoir-faire par mise en réseau de porteurs de projets et de paysans déjà installés.
3. COMAC, Commission mixte d'agrément et de contrôle regroupant des producteurs et des consommateurs.
4. AMAP, Association pour le maintien de l'agriculture paysanne, voir *Silence* n°357.
5. voir le n°28 de la revue *Passerelle éco*.
6. Actuellement huit organisations ont signé un appel "Contre la consommation dirigée, pour une démarche citoyenne". Il s'agit de promouvoir le dialogue producteurs-consommateurs plutôt que la norme contrôlée de l'extérieur (par un organisme, par l'Etat...). Les organismes signataires sont Nature-et-progrès (agriculture biologique), Minga (commerce équitable, présenté dans le n°359), Le SABD (agriculture biodynamique), Alliance Provence (réseau AMAP), le syndicat SIMPLES (plantes médicinales), l'ATELIER, Réseau éco-bâtir (habitat sain), ARESO (habitat sain).

Rencontre paysans-
consommateurs autour
de NESO en Bretagne.



La traction animale pourrait revenir en force.

Les visites sont organisées tous les deux ans, afin de permettre aux paysans de mûrir l'évolution de la ferme et d'engager des alternatives plus cohérentes.

NESO pour d'autres réseaux ?

Actuellement, quelques paysans au sein d'Aspaari appliquent la boussole NESO. La démarche a été transmise à diverses structures (Agrobio 35, Accueil paysan, Fr civam, Civam bio Mayenne, Terroirs 44). Un magasin de producteurs, le GIE *Brin d'herbe* dans la périphérie de Rennes, a décidé de l'appliquer à l'ensemble des producteurs associés au magasin.

Une réflexion est engagée pour l'appliquer aux AMAP locales⁴.

Le collectif Fumeterre en Haute-Loire l'applique également auprès de ses adhérents. Un groupe d'étudiants de l'ENSAT l'ont également adapté à l'éco/autoconstruction⁵.

NESO s'avère un outil clair, lisible, apportant un avis extérieur aux paysans mettant en évidence aussi bien les qualités de sa démarche que ses incohérences. Ainsi, la boussole n'est pas destinée à quelques producteurs bio convaincus, mais à tout paysan en recherche de cohérence et souhaitant évoluer dans ses pratiques.

L'application de la démarche n'est pas non plus réservée au seul domaine de l'agriculture, elle peut s'étendre à différents thèmes (accueil, artisanat, écoconstruction, collectivités territoriales...) C'est une évolution à acquérir au quotidien que l'on soit producteurs ou consommateurs.

Dans un contexte où l'environnement devient un produit marketing, la démarche NESO rejoint le collectif d'organisations promouvant les systèmes de garantie participatifs⁶.

Ainsi, quel que soit le produit acheté, il faudrait se poser ces questions au quotidien :

- La production minière, chimique ou agricole nécessaire à sa fabrication respecte-elle l'environnement ?
- Quelle quantité d'énergie est nécessaire à sa fabrication ? Les énergies renouvelables sont-elles privilégiées ?
- Quelles sont les conditions salariales des personnes qui fabriquent ou vendent ces produits ?
- Combien de kilomètres ont été parcourus ?

ASPAARI et *Nature et Progrès* Bretagne ont déposé la boussole à l'INPI pour éviter toutes dérives commerciales. Ces associations souhaitent communiquer, diffuser, partager et échanger cette démarche avec toutes structures souhaitant l'appliquer.

Anne-Sophie Bouveret, Raphaël Feuillet et Adrien Guillerm ■

D.R.



Une AMAP expérimente la démarche NESO

Laurent Charles a relancé la vigne rouge et la polyculture grâce au réseau des semences paysannes. Jeune exploitant en céréales près d'Issoire, il livre trois Amaps dans le Puy-de-Dôme. En mai 2008, une visite guidée s'est faite en utilisant la boussole NESO.

Laurent Charles démarre la visite par la presse à vis qui produit son huile de tournesol. Un énorme sac de graines de tournesol est suspendu et se déverse doucement dans cette petite mécanique pour donner une huile fort appréciée. "C'est du tournesol Population, le seul non hybride", informe-t-il. "L'avantage de l'AMAP c'est que tu sais ce que tu dois produire...", explique Laurent. Du coup il presse au fur et à mesure. Le parfum s'en ressent.

La petite troupe se déplace vers un moulin strié qui donne de la farine bio. Laurent montre des rondelles de cèdre et de la tanaïse, l'herbe aux mites qu'il a accrochée aux poutres. Le boulanger de l'AMAP, Lionel Richter, échange avec lui sur la composition des farines. Technique.

"Le son, l'enveloppe qui reste, va chez moi" plaisante Marie qui élève ses cochons dans le Forez. La boucle est bouclée. Du bon son, voilà de quoi réjouir les teufeurs... Dans la grange, deux enfants jouent à côté d'une trieuse de lentilles. Ce joyau de la technique ravit Laurent qui collectionne les machines anciennes comme son beau-père, Baptiste, un génial bricoleur. Lorsque la récolte dévale dans la trieuse, le caillou s'écarte en extérieur, la folle avoine, légère, s'appesantit au centre, la lentille passe entre les deux. Dans cette course où tout le monde gagne, il existe trois sorties. Tout cela sans autre énergie que celle de l'attraction terrestre. Sur la boussole NESO ça fait des points !

Lors du café, Laurent distribue le questionnaire NESO. Chacun s'empare d'une question et Laurent relève ses manques. Il insiste sur les visites, qui sont plus importantes que le label bio.

"Je retourne des prairies et je plante pendant trois ans en rotation". L'équilibre entre cultures d'automne et de printemps est essayé. Ainsi "Une même culture revient tous les huit ans".

Ses semences, il les conserve et les replante lui-même. "Comme Monsanto" lance un plaisantin ! Il raconte ses débuts laborieux : "J'ai récolté à la main les premières années ; j'avais pas mal d'échecs". Après le temps des expériences, les résultats et la logistique plus commode arrivent.

Question revenu, il se contente de 700 € par mois, mais il n'espère pas forcément gagner plus. Il irait plutôt vers plus de temps libre : "J'ai pu acheter une caméra. Je voudrais faire du documentaire, travailler moins".

Philosophe, il conclut d'ailleurs : "Le produit n'est qu'un prétexte à l'échange. Je troque beaucoup. Chacun y trouve un rapport juste".

Christophe Goby.

L'agro-écologie contre la désertification

Au Sénégal, un programme de microcrédit est lié avec la mise en pratique de l'agro-écologie. Un succès pour la mise en place d'une agriculture vivrière durable.

Sahel People Service est une association loi 1901 qui travaille en partenariat avec Terre & Humanisme pour lutter contre la désertification des régions sahéliennes. Son activité se porte surtout sur le Sénégal, le bassin arachidier au sud-ouest de Dakar. C'est une région qui a beaucoup souffert de la monoculture des arachides mise en place au début des années 1960 par la France.



Creusement d'un puit... sans machine

A la libération du Sénégal du joug colonial, un nouveau joug lui succéda sous la forme d'un accord commercial. La France s'engageait à acheter toutes les productions "modernisées" par nos ingénieurs, au prix du "marché", ce dernier manipulé à la baisse lors des récoltes et à la hausse lors des semis ! Le résultat de cet accord inéquitable fut l'appauvrissement des paysans, des champs "remembrés" ouverts à la désertification et bien sûr à l'exode rural. Bien heureusement, le tissu agraire est encore présent surtout dans les régions très pauvres restées protégées par l'absence

de richesses fossiles. Cependant, la culture intensive des arachides a été un désastre pour les paysans qui n'ont rien pu faire contre la désertification, amplifiée par la disparition des forêts. L'association Sahel People Service a décidé que son travail devait aller en priorité vers eux.

Microcrédit et accès à l'eau

Aujourd'hui, huit collaborateurs sénégalais et plusieurs bénévoles occidentaux animent le travail à raison d'un stage par semaine de compostage, de fabrication de pesticides naturels, d'aménagement des diguettes anti-érosives enherbées et de reforestation. Le Centre de formation à l'agroécologie se trouve à 110 km au Sud de Dakar au village de Ndiemane qui compte 4000 habitants. Le problème des pays sahéliens est une affaire d'eau. Dans la plupart des régions il y a de l'eau dans les

nappes phréatiques et dans la région Sérère où est le centre, cette nappe en eau douce se trouve entre 5 et 20 mètres de profondeur.

En 2007, vingt-quatre paysans ont bénéficié d'un microcrédit pour financer le creusage d'un puits. Ce crédit est remboursable en 36 mensualités après signature d'un contrat (contresigné par le chef du village) portant sur cinq conditions à respecter soit :

- 1 - Clôturer la parcelle contre la divagation animale avec des boutures d'euphorbe omniprésentes et tressées de branches de jujubier ;
- 2 - Aménager des diguettes anti-érosives et les enherber avec le vétiver ou l'andropogon.
- 3 - Faire un compost des matières organiques et n'utiliser que des pesticides naturels ;
- 4 - Pas d'utilisation d'une motopompe pour puiser l'eau ;
- 5 - Participer à la reforestation en bordure des parcelles avec les plants offerts par Sahel People Service ou par les Eaux et Forêts.

Les puits ont été creusés au printemps 2007 et en octobre 2007, 60 % des conditions du contrat étaient déjà respectées.

Grâce à ces succès, la liste des candidats au creusement de puits s'est tellement allongée qu'il a fallu limiter les signatures de contrats à 120 nouveaux puits pour 2008.

Alimenter les nappes phréatiques

Pour éviter un possible tarissement des nappes phréatiques, une sixième condition à été ajoutée à la charte : commencer à planter de l'euphorbe sur toutes les pentes versantes des grands champs de céréales, afin d'y stabiliser les diguettes anti-érosives.

Les oasis de plus ou moins un hectare par puits creusé font la joie des femmes qui y cultivent des légumes toute l'année et vendent les surplus en bio sur les marchés locaux.

Alors que les hommes faisaient trois mois de cultures stressantes lors de la saison des pluies, ils sont à présent heureux de pouvoir travailler toute l'année dans leurs champs et dans les aménagements et restructurations agro-écologiques pour lesquels ils se passionnent. Ils ont d'ailleurs une façon non agressive de grignoter sur les vastes terres collectives occupées en saison sèche par



Formation aux techniques de compostage

d'immenses troupeaux qui empêchent toute reforestation. En agrandissant les clôtures de leurs oasis par des clôtures naturelles, ils réduisent certes un peu les surfaces de pacage, mais en revanche ils font reverdir le pays, ce qui est aussi dans l'intérêt des éleveurs.

Une science d'avenir

Si, pour l'année 2009, un bon millier de puits pouvaient être creusés, toutes ces nouvelles oasis seraient capables d'influencer le climat dans le bon sens mais aussi de procurer aux paysans suffisamment de prospérité pour qu'ils puissent entre autre, laisser aller également leurs filles à l'école. Dans les écoles et collèges où les bénévoles de Sahel People Service donnent régulièrement des conférences, ils insistent sur l'importance vitale de l'alphabétisation et les professeurs comprennent au final que la renaissance agraire doit être basée aussi sur une bonne connaissance de certaines matières scolaires utiles à cet effet, car ne l'oublions pas, l'agroécologie est une science d'avenir.

Celle-ci, étant donné la disparition bien malheureuse des sciences ancestrales, devra prendre en main l'avenir de l'humanité, non pas seulement l'avenir du seul milliard d'habitants d'il n'y a pas si longtemps, mais bien celui des 8 à 9 milliards qui inévitablement seront bientôt à nourrir.

Retrouver un meilleur équilibre en Afrique peut nous aider à trouver une sagesse nouvelle pour pouvoir nous aussi, occidentaux, reconstruire nos sociétés malades.

L'activisme occidental, la concurrence à mort, la course à la croissance économique vont finir par détruire la planète. En résumé, insuffler en Afrique un peu de notre activisme, le temps de faire reverdir le pays peut en retour nous permettre d'apprendre d'eux un usage du temps plus contemplatif qui pourrait atténuer nos besoins de consommation que notre pauvre planète ne supporte plus.

Pierre Gevaert ■

Sahel People Service :
contact@sahelpeopleservice.com

En débat :

Cette initiative en faveur de l'agroécologie comme solution pour les pays du Sud nous interroge. Certes, il est bon que des techniques qui ont fait leurs preuves ici puissent être connues là-bas... mais le fonctionnement décrit n'est-il pas le même que celui de bon nombre d'ONG développementiste qui, au nom de la solidarité, imposent en fait une vision occidentale du monde ?

S!lence.



L'échec de l'école est une réussite

Parce que l'éducation est pensée par des éducateurs en position de domination vis-à-vis des éduqués, il n'est pas de possibilité de réforme positive. Apprendre la vie est ailleurs.



D.R.

Avec la rentée scolaire, les "déclinologues" – qui pointent les défauts de l'école – et les pédagogues – qui défendent que tout ne va pas si mal – redonnent périodiquement de la voix. Débat interminable de la bouteille à moitié vide ou à moitié pleine : la bouteille, comme toute action humaine, comprend indissociablement aussi sa part d'"ombre".

La perspective historique et sociologique montre bien que l'éducation est, de tout temps – et en tout lieu –, une relation asymétrique de pouvoir, au profit des dominants du groupe social¹. Pourquoi, en effet, par exemple, les gouvernants et les Etats, de nos jours, consacraient-ils le budget le plus important à l'éducation et à l'armée-police, si ce n'est pour cultiver la soumission, consentie "volontairement" ou par la force ?

La perspective psychologique ou psychanalytique² montre bien, de son côté, que la souffrance initiale de l'enfance alimente la peur, irraisonnée, et la recherche subséquente de sécurité ou de reconnaissance – par la domination, pour les uns, ou par la soumission, pour les autres. La peur ne disparaît pas vraiment pour autant puisque ces voies-là ne traitent que le symptôme et non sa cause.

Cela vaut aussi bien pour ceux qui échouent³ que pour ceux qui réussissent à l'école : pour ces derniers, en effet, ce qu'ils y endurent et la vision de la vie qu'ils y reçoivent rendent-elles leur vie si heureuse ?

D'autres analyses – économique, docimologique⁴, institutionnelle, linguistique, philosophique... –

ne diront pas autre chose : l'échec de l'école est une réussite parce que cela est inscrit en elle-même.

Apprendre est quelque chose de naturel, comme respirer ou digérer, et se fait à chaque instant, par chacun. Organiser volontairement cet apprentissage en "éducation", c'est instituer un "éducateur", c'est établir une relation éducateur-éduqué – de type "eur-é", comme dans dominateur-dominé ou colonisateur-colonisé⁵... Et introduire alors nombre de biais, notamment le manque (il me manque toujours quelque chose pour être "bon"), la peur (de ne pas être à la hauteur, d'échouer, de ne pas être aimé...) ou la dépendance (j'ai nécessairement besoin de quelqu'un d'autre pour apprendre, pour savoir si je fais "bien") – avec tout ce que ces biais engendrent ou ce dont ils facilitent l'éclosion.

Aucune méthode, réforme, "innovation"... n'y changeront rien. Au contraire ! L'échec de l'école est une réussite parce que c'est dans sa structure-même. Ni l'ignorer, ni le nier, ni le combattre... – car cela le maintient, voire le renforce. Simplement le voir, en avoir pleine conscience. Afin de ne pas l'entretenir, mais de le faire, un jour, disparaître – à sa source.

Jean-Pierre Leprie ■

L'auteur participe au CRÉA (Cercle de réflexion pour une éducation authentique : appvie-crea@yahoo.fr).

1. Cf. notamment Martin Portnoy, *Education as Cultural Imperialism*, Longman, ou Aníbal Ponce, *Educación y lucha de clases*, Fontamara

2. Cf. notamment María del Pilar Jiménez Silva (comp.), *Deseo, Saber y Transferencia* ou Alice Miller, *C'est pour ton bien*, Aubier, mais aussi Gérard Mendel, *Une Histoire de l'autorité*, La Découverte.

3. Ce que les pauvres apprennent à l'école, c'est qu'ils ont échoué.

4. La docimologie est la science de l'évaluation en pédagogie.

5. Cf. Albert Memmi, *Portrait du colonisé*, Gallimard.

L'Arche de St Antoine

- Communauté de l'Arche de Lanza del Vasto
- 25 adultes permanents (20000)
- plusieurs enfants (vols)
- 5-10 religieux
- à St Antoine l'Allejoie (Isère)
- vivent de l'accueil de groupes (1500 lits dans leurs locaux)
- centrée sur la NON VIOLENCE et la spiritualité.



écrit en 1987

UN HOMME AUX ÉMOTIONS INTENSES - 1980

les groupes sont choisis en fonction des besoins spirituels = négation des pressions, charisme, non violence, ...

la communauté accueillait beaucoup des religieux de haut âge et peu jeunes donc

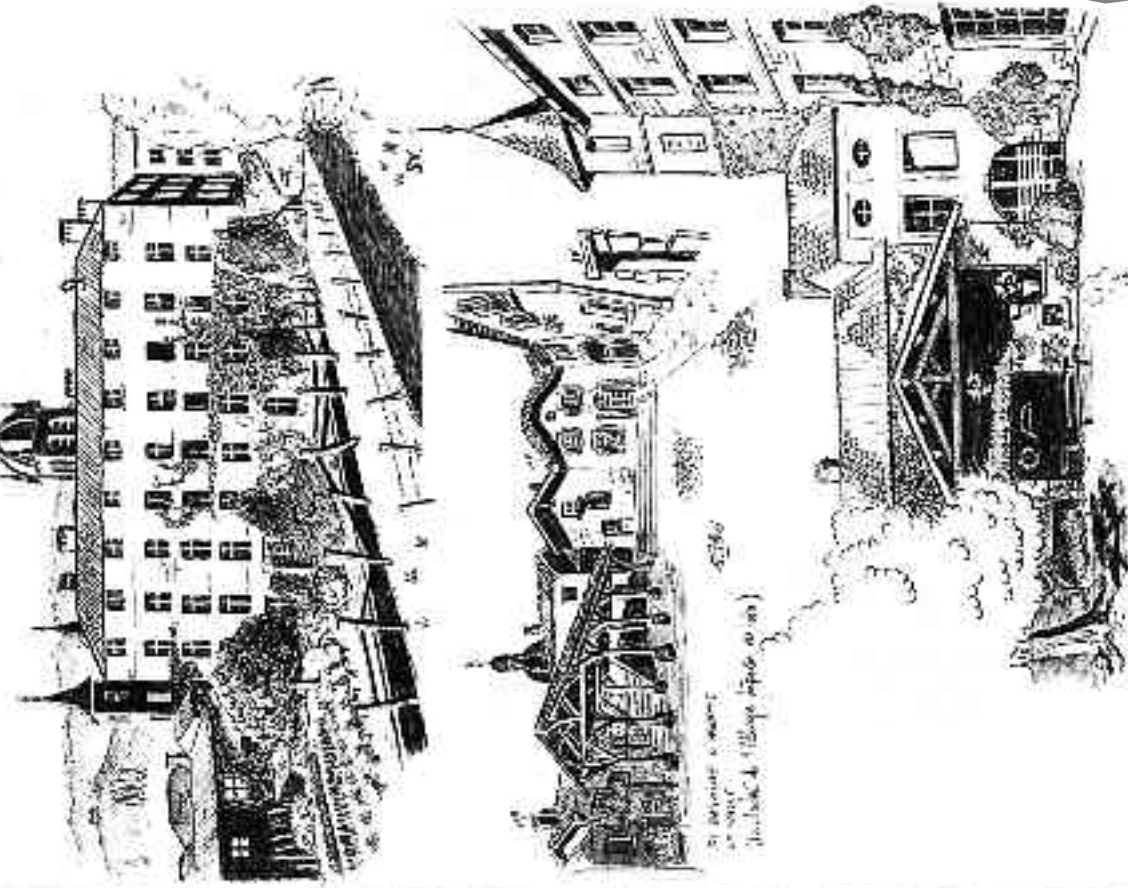
NON VIOLENCE

- organisée étape et continuant
- pas une méthode
- communauté pour militants
- à l'abri contre les OSE
- travaille avec ses propres

La communauté a 20 ans, elle est bien née, ce n'est pas tout à fait un régime, le son de la cloche résonne les journées, mais tout se passe toujours en douceur. La communauté est d'une totale bienveillance vis-à-vis de l'accueil de groupes "étrangers". Elle fonctionne en fait à la manière d'une entreprise organisée avec rigueur des pouvoirs de chacun et qui respecte les règles. Tout est décidé en commun. La spiritualité est très présente, mission et prière quotidienne, la communauté est structurée autour d'un centre et de la prière. Le vie est simple mais confortable et très joyeux. Parallèlement, la communauté est très engagée. Actuellement, la communauté (sans son) a un très petit noyau. La communauté organise également des stages et des conférences sur la non violence et dans lequel tout est basé, communication, tout aussi simple. Même après 20 ans, la communauté a des projets pas très nombreux, mais le stage qui se consacre en fait des "différents".

" être simplement pour que d'autres puissent simplement vivre." Gandhi

L'ARCHE DE ST ANTOINE



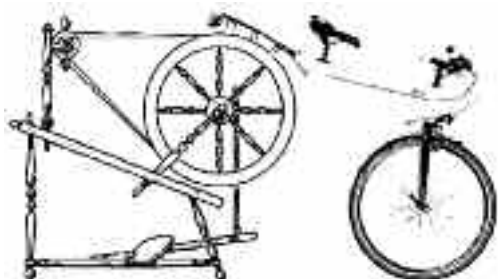
LE FORUM DE L'ARCHE DE ST ANTOINE

Des roues et des rouets

Début août 2008, Pablo, Tchandra et Julien sont partis à vélo pour une année sur les routes eurasiatiques pour rejoindre l'Inde et les paysans sans terre. Durant leur voyage ils ont accepté de devenir "explorateurs d'alternatives" pour Silence.



En fin d'études, Julien aime à voyager à vélo tandis que Tchandra, à un quart indien, souhaite retourner voir ce pays. Ils décident alors de partir pour l'Inde à vélo durant une année, bientôt rejoints par Pablo. Leur périple a débuté le 1er août 2008 à la communauté de l'Arche de Saint-Antoine, en Isère. Rencontre.



Quel est votre itinéraire ?

Nous allons traverser l'Italie, la Slovénie, la Croatie, la Yougoslavie (Serbie), la Bulgarie, la Turquie, l'Iran, le Pakistan et enfin l'Inde. Nous pensons arriver en février 2009 et y rester jusqu'en juillet. En cas de problèmes politiques au Pakistan nous envisageons de prendre le bateau, au besoin.

Pourquoi le vélo ?

C'est le moyen de voyager à un rythme humain, en pouvant rencontrer les gens que l'on croise. Cela nous paraît écologique en même temps. Le vélo est à la fois un moyen de transport et de rencontre. Il ne crée pas de frontière avec les gens. C'est connu à peu près partout et cela ne semble ni exotique, ni luxueux. A la différence d'une voiture, bien sûr, mais aussi d'un vélo couché.

Que recherchez-vous ?

C'est à la fois une aventure sportive, un projet de rencontre interculturelle et une épreuve de coopération, de solidarité interne entre nous. On avait envie de vérifier par nous-mêmes les informations et les discours que l'on entend par les médias sur ces pays. Quelles sont les préoccupations des habitants de ces pays ? Quel écho y a-t-il — ou non — aux préoccupations qui sont les nôtres, comme l'écologie ? Il y a aussi certainement une recherche intérieure dans cela.

En Inde, nous souhaitons rencontrer un certain nombre d'expériences alternatives, nous avons déjà pris contact avec Rajagopal et le mouvement de lutte non-violente des paysans sans terre Ekta Parishad.

Comment vous suivre ?

L'un des objectifs de notre voyage est de partager ces expériences. Ainsi les lecteurs de Silence pourront nous suivre par des "strips" et des articles sur les alternatives que nous rencontrerons. Nous avons également un blog sur internet. Nous avons noué un partenariat avec une école en Savoie : les enfants découvriront le monde en suivant notre périple. Enfin, un carnet de voyage sera peut-être publié...

La suite au prochain numéro...

Propos recueillis par Guillaume Gamblin ■

Pour en savoir plus : desrouesetdesrouets.over-blog.com.

COURRIER

A propos d'André Gorz

Le dernier livre d'André Gorz, *Ecologica*, est très intéressant, mais laisse quand même quelques questions en suspens. Bonne critique de la société de consommation, excellente remise en cause des mythes liés à la recherche du plein emploi, et contestation de la notion, très à la mode aujourd'hui de pouvoir d'achat. Ceci en particulier en montrant que la dépossession radicale de chacun de ses capacités d'autoproduction, l'enfermement dans une logique où chacun produit une seule chose... qui ne lui sert à rien... pour avoir l'argent qui lui permet d'avoir tout ce dont il a besoin, cette dépossession est un désastre humain !

J'ai apprécié les remarques sur l'après-capitalisme, sur le fait que le futur a déjà commencé, et la réflexion sur les zones d'activité humaine qui se développent en dehors du marché global (logiciels libres, Amap).

Mais je reste sceptique devant l'optimisme d'André Gorz, quant à la libération du règne de la nécessité, à la possibilité de construire une société "d'abondance frugale" et de partage équitable, réserves que je voudrais développer ici sans contester l'objectif.

1 - Les crises de disponibilité

Certains produits restent (ou deviendront) rares, et même si leur part (financière) dans les échanges reste modeste, cette rareté nous réserve des surprises. Quand on voit la nervosité des consommateurs occidentaux devant la hausse (somme toute modérée) du prix de l'énergie, quand on voit l'ampleur des détournements d'énergie dans le reste du monde (lignes électriques piratées en Inde, oléoducs siphonnés au Nigéria...), on peut rester inquiets sur les capacités de notre société à accepter le virage vers la sobriété énergétique. Des remarques équivalentes devront être faites à propos des terres cultivables (d'ailleurs, faiblesse curieuse, André Gorz, interrogé au Brésil sur cette question, n'y répond pas vraiment), ou des métaux (autant les métaux industriels cuivre, zinc, nickel, que les terres rares qui sont au cœur de toute l'électronique sur laquelle André Gorz fonde ses espoirs de société plus libre et équitable).

Au-delà de la rareté, il faut remarquer que certains produits restent liés à des oligopoles de production, ne se laissent pas fabriquer facilement par de petites unités de production autogérée, décentralisée, hors du marché global. On retrouve là les métaux et l'énergie, bien sûr, mais il faut aussi penser à tout ce qui est de l'ordre du médicament. Nous vivons dans un monde où la pharmacopée moderne, industrielle, permet à beaucoup d'humains de s'affranchir de la souffrance (physique et psychique) à un point que les sociétés précédentes ignoraient (...). Rien ne dit qu'une société de petits groupes autogérés serait en mesure de continuer cette production... ni qu'elle serait prête à s'en passer.

Nous voyons donc se dessiner une économie à deux vitesses, celle des productions locales, découplables du marché global, et celle des productions hyper techniques, mondialisée. La coordination de ces deux logiques, pour souhaitable qu'elle soit, sera difficile à organiser.

2 - Le désir de la rareté

Au-delà des raretés qui resteront, il y a le problème de la place que tient la rareté dans l'équilibre social. Tout le monde veut-il vraiment avoir la même chose que les autres ? Certainement pas... La poursuite effrénée de ce que les autres n'ont pas est devenue centrale dans la vie de certains, et occupe (soyons honnêtes) une place non négligeable dans la vie de tous. Dans ces conditions, une société d'abondance totale, où les raretés ne seraient plus des limites, devrait affronter des questionnements psychologiques (puis sociaux) nouveaux.

D'un côté on verrait, paradoxalement, des dépresses profondes, chez ceux qui ne trouveraient plus de sens à leur vie (sens donné actuellement par la possession ou par la production de biens rares, qui les valorisent en tant que personnes). (...)

De l'autre, et c'est ce qui m'inquiète le plus, on verrait une course à ce qui est plus rare. Or, qu'y a-t-il d'inévitablement rare dans notre monde ? Les métaux rares, les bijoux en or, le luxe à l'infini (l'abondance génère alors le bling-bling). La vitesse, le déplacement à tous les coins du monde comme affirmation de soi (aller voir une expo à New York, en coup de vent). Les drogues sous toutes leurs formes (la cocaïne de la jet-set). Et, finalement, la vie humaine : bénéficier du travail servile de serviteurs (versions socialement acceptées), ou bien être prédateurs d'autres manières, immorales mais tolérées comme la prostitution ou l'oppression des épouses, ou franchement prohibées mais en développement comme la pédophilie, la violence gratuite, la jouissance de tuer.

Gérer une société de l'abondance suppose donc une refonte du contrat social, une éducation radicalement différente, pour que l'être humain ne se sente plus en manque quand il a (quand il n'a que) ce que les autres ont aussi. Vaste programme, trop peu souvent envisagé.

Michel Bourguet
Haut-Rhin

Petites actions quotidiennes

Nous faisons de gros efforts sur l'eau, en récupérant à l'aide de cuvettes et de seaux les eaux de rinçage « propres » (sans produit) pour arroser notre « jardin » — qui n'est pas grand — et les eaux de rinçage « sales », y compris de la vaisselle que nous faisons à la main, pour la vider dans les toilettes. D'autre part, lorsque nous prenons une douche, nous récupérons aussi l'eau qui coule en attendant qu'elle refroidisse. Pour ce qui est des déchets, mon mari creuse régulièrement un trou dans le jardin pour y jeter les résidus compostables. Nous faisons les courses chez le boucher ou l'épicier du village, où nous nous rendons à pied ou à vélo. De temps en temps, je vais dans un magasin bio... et cela fait belle lurette que je n'ai pas mis les pieds dans un grand supermarché (...). Et j'avoue que moins j'y vais, moins j'ai envie d'y aller. Nous avons mis en place quelques-unes de ces petites actions suite à des réflexions engendrées par la lecture des articles et courriers de votre revue. Je pense que d'ailleurs c'est là une de ses grandes richesses : susciter des interrogations et des remises en cause de nos habitudes de vie en faisant connaître les initiatives des uns et des autres.

Alexandrine Gerrer
Pyrénées-Orientales

Tibet

Page 2 du n°357 on peut lire : "plus d'un demi-siècle de colonisation n'a pas fait oublier aux Tibétains qui ils sont". Quelle surprise quand on sait que cinq siècles n'ont pas fait oublier aux Bretons qui ils sont ! Ce sont les hussards noirs (instituteurs) et les voies de communication qui ont mis un terme à la culture décrite dans les "mémoires d'un paysan bas breton". C'est probablement l'alphabetisation et les voies de communication (les trains surtout) qui mettront un terme à la culture tibétaine.

Le régime chinois est une dictature mais il faut reconnaître qu'il a entrepris au Tibet une réforme agraire, l'abolition du servage, une politique de santé et d'alphabetisation... La culture tibétaine jusqu'aux années cinquante c'était 5% des Tibétains qui possédaient 95% des terres, la polyandrie avec un unique héritier : le fils aîné, le servage, l'analphabétisme, les funérailles célestes (...).

En faisant ce rappel je veux dire que culture n'est pas synonyme de liberté, d'égalité, de fraternité, de modernisme et d'humanisme ! Certaines cultures ont pratiqué naguère le sacrifice, et aujourd'hui encore certaines mutilations, et d'autres considèrent encore les inégalités et l'injustice comme des institutions (voir les castes). D'autre part, pas plus que les Bretons en Armorique et les Etats-Uniens en Amérique, les Tibétains ne sont aborigènes sur le territoire du Tibet. Ceci étant dit le régime chinois reste une dictature mais pas seulement pour les Tibétains, à sa décharge il faut reconnaître que gérer un milliard et quatre cent millions d'individus ça ne doit pas être du gâteau !

Alain Cochet
Puy-de-Dôme.

Remboursés par la Sécu ?

Je vous remercie pour cette revue. J'y trouve de quoi réfléchir, un peu d'évasion dans les témoignages et les alternatives présentées. Je me reconnais dans les valeurs défendues... Continuez à montrer ce que la pensée dominante voudrait étouffer, et vous lisant je me sens moins seul. Vous devriez être remboursés par la Sécu !

Mathieu Jacquemain
Yonne

Infantile ?

La décroissance, soit. Mais elle mérite mieux que la pratique de la traction animale, le logement en tipi ou le recours aux médecines douces... On sait très bien qu'elle fait des morts prématurées. Encourager le choix de cette pente est scandaleux, criminel. Souhaiter la décroissance grâce à la mentalité infantile qui permettrait de sauvegarder sainte mère Nature est scandaleux et criminel. Alors non, fermez vos pages à ce néo-mysticisme absurde qui alimente un charlatanisme parfois naïf, mais qui peut être aussi parfaitement cynique.

André Finand
Rhône

Silence : Les médecines "douces" ne sont pas plus exemptes de charlatanisme que toute autre pratique, et ne prétendent pas tout guérir non plus. De là à les invalider d'un revers de main, il y a un fossé...

FAIRE PEUR OU FAIRE RÊVER ? NOUS AVIONS LANCÉ UN DÉBAT SUR CE THÈME...
NOUS PUBLIONS ICI QUELQUES TEXTES ENVOYÉS PAR LES LECTEURS.

FAIRE PLUS RÊVER

La peur n'est pas bonne conseillère, mais en plus elle fait même souvent se produire ce que nous redoutons. Donc la peur n'est pas la bonne méthode, mais il faut bien parler de ce que nous voulons voir disparaître. Donc il faut en faire la critique, mais une critique sans hargne, sans haine, sans agressivité et la plus juste, plus exacte possible. Si nous mettons dix lignes de critiques négatives sur ce que nous ne voulons pas, mettons au minimum vingt lignes de propositions constructives sur ce que nous voulons : des arguments précis, bien calculés, sur tous les points techniques, scientifiques, économiques, sociaux, environnementaux, humains...

Une proposition bien étudiée, nuancée, chiffrée a plus de poids qu'une où tout reste vague. De plus cette proposition doit être enthousiaste et écrite avec le cœur. Comme ça nous donnerons plus d'énergie à ce que nous désirons, ce qui permettra sa réalisation plus rapide.

Gilles Pénin
Indre.

JE CHOISIS MON CAMP SANS HÉSITER : RÊVER !

A l'heure du tout répressif, de la peur des extrémismes de tout poil, à l'heure du réchauffement de la planète et du refroidissement des relations humaines...

A l'heure de la hantise du chômage, de la dégringolade, à l'heure de la peur des conflits armés...

A l'heure de la violence chaque jour plus "banale", des inégalités arrogantes, des parodies de justice...

A l'heure des poisons que distille dans nos champs, dans nos veines, dans nos esprits, un monde de "pertes et profits"...

A l'heure où nous avons toutes les raisons d'avoir peur...

(et si par hasard nous n'en avons pas, on se chargera de vous trouver de qui ou de quoi avoir peur, car quoi de plus docile qu'un être angoissé ?).

Qu'est-ce qui manque le plus à l'humanité sinon le rêve ?

A cette heure, des gens marchent sur des chemins lumineux, regardent leurs petits grandir, avec cette joie folle née d'un sentiment d'éternité.

Nous sommes vivants, nous sommes libres.

Ce n'est que la peur qui entrave chacun de nos gestes.

Les enfants rêvent, rêvons avec eux, rêvons pour eux !

Gilles Sardin
Haute-Loire

FAIRE VOIR

La peur, le rêve, deux mots pouvant servir à convaincre, à faire adhérer à nos idées. Le premier me paraît « violent » et inadapté pour transmettre des idées alternatives et ne m'inspire rien. Le deuxième, en le prononçant, m'évoque de la douceur de la lenteur, du bien-être ; il reste quand même très éphémère et transformer des rêves en réalité est souvent plus délicat et difficile qu'il n'y paraît.

Pour ma part il me semble qu'une façon de convaincre est de faire passer des idées alternatives et encore de les appliquer et les utiliser soi-même. C'est avec du concret que nous pourrions argumenter et rendre possible l'adhésion d'autres personnes à nos idées. (...) Pas toujours en harmonie avec mes idées et ce que je suis en mesure d'appliquer, je m'imagine mal convaincre mon voisin du bien-fondé et de l'urgence à réduire l'utilisation de l'automobile et en général des déplacements trop « individualistes », si je n'applique pas auparavant ce principe à mon mode de fonctionnement habituel. (...)

Le problème est que lorsque des personnes convergent vers des idées ou des intérêts similaires ou communs ; il y a une émulation qui, dans le temps, donne naissance à des mouvements, des réseaux, des associations qui ensuite fonctionnent un peu en « boucle », en circuit fermé, en autarcie, et restent finalement accessibles à un très petit nombre de personnes. On peut le constater ne serait-ce que dans la presse spécialisée (S!lence, revue Durable, ...).

L'utopie est une forme d'isolement qui à mon sens ne fait pas avancer nos idées, et encore moins convaincre.

P. Michallat
Rhône

FAIRE COMPRENDRE

Faire peur ou faire rêver ? Grand thème ! refusant souvent le manichéisme, les simplifications simplistes, le choix réducteur (de la pensée) de la gauche ou de la droite, je ne trancherai donc pas mais...

1) Ni l'un ni l'autre ne sont des outils suffisants par eux-mêmes ;

2) Peur et rêve sont plus du domaine des émotions, et si ce registre peut être efficace, je préfère placer le débat sur le terrain de la pensée, de la réflexion.

Par conséquent je crois que nous devons expliquer encore et encore. L'enjeu est alors me semble-t-il plus pédagogique. Trouvons des outils lisibles, compréhensibles. Ayons des messages clairs pour dire que le monde est complexe et que la voie empruntée ne nous paraît pas être la bonne. Entre la peur et le rêve, il y a une place pour un autre message, plus responsabilisant : oui le monde va mal (avec des nuances) mais il a le potentiel pour aller mieux. Cette notion de « potentiel » est importante à nos yeux : notre savoir-faire, notre expertise dans certains domaines, nos constats d'échec dans d'autres (conséquences des colonies par exemple) peuvent nous amener à changer nos comportements à condition sans doute de faire évoluer nos valeurs fondamentales (du pouvoir d'achat au pouvoir de vivre).

L'autre enjeu est le poids du témoignage, de l'engagement, de l'action. Sachons valoriser nos engagements, nos pratiques, nos analyses. Dans ce domaine quel est le plus efficace pour sensibiliser : la démarche quasi idéale (maison en bottes de paille avec toilettes sèches par exemple) ; ou le compromis intelligent (habitat bien pensé, matériaux, énergies...) ? Les deux ont leur place, tous les publics n'ayant pas la même « ouverture ». Le risque du « purisme » est qu'il paraisse trop éloigné de la réalité présente et donc inaccessible. Le risque du compromis est qu'il donne bonne conscience pour pas cher. Il convient par conséquent de bien accompagner pédagogiquement ces deux démarches.

Christophe Jourdain
Ardèche

UNE MÊME DYNAMIQUE D'ACTION

"Faire peur ou faire rêver". C'est avec plaisir que je prends part au débat... mais je crains qu'il n'y ait pas de débat.

Vous opposez en effet les deux formules: "Faut-il choisir la peur ou le rêve?". Mais les deux propositions ne sont pas du même ordre.

Faire peur, c'est énoncer (dénoncer) les réalités qui nous menacent. C'est le stade de la prise de conscience. C'est montrer l'état actuel et ce qui nous attend si nous ne changeons rien. C'est la première étape de la démarche. Faire rêver, c'est montrer que des solutions existent. Que le pire n'est pas encore irrémédiable. Que des modes d'action sont envisageables, qu'ils sont connus et que leurs effets sont certains. C'est donc le second stade de la démarche, celui qui conduit à l'action.

Faire rêver sans avoir fait peur auparavant est voué à l'échec : les idées ne convaincront que les convaincus. Quant aux autres, pourquoi feraient-ils des efforts pour changer de vie s'ils ne sont pas convaincus de la nécessité de le faire ?

Faire peur sans faire rêver est tout aussi vain et c'est une tendance déjà trop répandue. On se contente de dénoncer sans poser d'actes ni proposer de solutions. Le bénéfice est nul, sinon de créer ou d'entretenir le sentiment de l'inéluctable catastrophe. Et si la catastrophe est inéluctable, alors pourquoi faire des efforts pour changer nos comportements ?

Ainsi donc, les deux propositions non seulement ne sont pas opposables mais elles procèdent de la même dynamique d'action, simplement situées dans des temps différents : la prise de conscience précède et organise l'action qui suit. Le seul débat serait alors celui de la place respective qu'elles doivent occuper dans le magazine. Mais jusqu'à présent, l'équilibre dans la revue me semble assez bien construit.

Jean-Louis Beaumier
Drôme

livres



Habitat plume

Christian La Grange
Ed. Terre vivante
2007 - 144 p. - 23 €

Pour les maisons de moins de 170 m², il n'est pas obligatoire de passer par un architecte.

Peut-on assurer soi-même la construction de son logement ? L'auteur présente de très nombreuses techniques qui sont relativement faciles à mettre en œuvre et incite surtout à ne pas prévoir trop grand, à prévoir modulable (pour quand les enfants viennent puis partent) : maisons en pierre là où elles sont disponibles, maisons en sacs de sables, en terre crue, en carton, en bois, en bambou, en paille, en tissu et même en neige si le temps s'y prête. Les formes peuvent varier selon les goûts, on peut s'inspirer des réalisations en land-art, grimper dans les arbres, être mobiles (roulottes)... L'auteur présente des "œuvres d'art" d'architectes renommés comme d'amateurs particulièrement inventifs, donne quelques plans cotés et surtout indique en fin d'ouvrage une multitude de sites internet pour approfondir les expériences qui vous intéressent. A vous de dépasser le rêve. FV.

La maison à énergie zéro

Brigitte Vu
2007 - 68 p. - 9 €

Isoler écologique

Brigitte Vu
2007 - 96 p. - 9 €

Choisir une énergie renouvelable adaptée à sa maison

Brigitte Vu
2007 - 96 p. - 9 €

Utiliser l'eau de pluie

Bertrand Gonthiez
2008 - 132 p. - 9 €

Le puits canadien

Bruno Herzog
2008 - 116 p. - 9 €

poursuivra avec *Isoler écologique* pour parfaire les économies, puis par *Choisir une énergie renouvelable adaptée à sa maison. Utiliser les eaux de pluie* et *Le puits canadien* présentent deux techniques qui permettent également d'économiser. Chaque ouvrage présente avec des explications claires et les illustrations nécessaires, les critères à prendre en compte. D'autres titres sont également disponibles dans cette riche collection : *Les pompes à chaleur, Habitat écologique et aide de l'Etat, Le mini-éolien, Le compost, L'énergie solaire et photovoltaïque pour le particulier...* Un excellent rapport qualité-prix. MB.

James Baldwin, Malcom X, Martin Luther King

Nous, les nègres

Entretiens avec Kenneth B. Clark
La Découverte/Poche,
2007 - 101 p. - 6,5 €

La réédition de ces trois entretiens radiophoniques datant de 1963, permet de mettre en perspective les débats politiques de l'époque au sein de la cause noire aux Etats-Unis. Passons sur l'entretien avec l'écrivain James Baldwin, qui interroge la lutte avec recul et porte l'interrogation éthique au cœur du débat. Vient ensuite un entretien avec Malcom X, qui explicite en quelques phrases son parcours et ses opinions. Le lecteur sera frappé de le voir commencer quasi-systématiquement ses réponses aux questions de l'interviewer par : "L'honorable Elijah Muhammad nous enseigne que...". On découvre un Malcom X obsédé par la parole de son gourou musulman, qui enseigne aux Noirs à s'aimer les uns les autres, "et quand je dis les uns les autres, je veux dire à aimer notre race". Comment pourrait-il en être autrement, quand Malcom X, quelques lignes plus loin, appelle les Blancs "chiens à deux pattes"... De la non-violence de Luther King, voici ce qu'il comprend : "King a prêché cette stupide philosophie : vous n'êtes pas censés vous battre, vous n'êtes pas censés vous défendre". Le plus étonnant dans ses propos est son fanatisme religieux, X estimant que "la solution ne viendra jamais des politiciens, elle viendra de Dieu", et qu'au prix d'une longue série de privations morales, "alors nous sommes qualifiés pour être du côté de Dieu, et cela met Dieu de notre côté. Alors Dieu devient notre champion, et il nous est possible d'arriver à nos fins". Face à ce discours ... étonnant, celui de King respire le pragmatisme politique le plus strict. On a affaire à un stratège déterminé, qui ne cite pas une fois le nom de Gandhi, mais qui livre son analyse des rapports de force politiques et juridiques du moment. Il explique que l'amour de l'adversaire, raillé par Malcom X, ne consiste pas en un sentiment d'affection

Si vous ne disposez pas d'une librairie indépendante près de chez vous, vous pouvez commander vos livres auprès de Quilombo. Une partie de la somme est reversée à S!lence. Il suffit de remplir sur papier libre, vos coordonnées, les ouvrages que vous souhaitez vous procurer, d'inscrire le montant des livres (notés sous les titres de chaque livre), de rajouter 10% du prix total pour les frais de port. Règlement par chèque (à l'ordre de Quilombo Projection). Renvoyez le tout à : **Quilombo/Silence, 23, rue Voltaire, 75011 Paris**. Délai de livraison entre 10 et 15 jours.

envers lui, mais dans la capacité à le comprendre et à respecter son humanité, tout en luttant contre ses abus. Pour cela, "l'action directe non-violente est une méthode pour changer un ordre social injuste, et elle implique une technique qui annihile l'emploi de la violence et demande la non-violence à tout moment". Ces entretiens très courts sont précédés d'une préface d'Albert Memmi qui fait notamment le lien avec la situation des personnes immigrées en France aujourd'hui. GG

Les Cigales - notre épargne, levier pour entreprendre autrement

Pascale Dominique Russo
Ed. Yves Michel
2007 - 160 p. - 13 €



Une Cigales est un Club d'investisseurs pour une gestion alternative et locale de l'épargne solidaire. Elle regroupe entre 5 et 20 personnes qui décident collectivement d'investir leur épargne (à partir de 7,50 € par mois) dans des structures de l'économie solidaire (SCOP, SCIC, mais aussi SARL, SA...). Elles sont nées en 1983. En participant au capital d'une société en lancement, les épargnants constituent de fait une aide non seulement financière mais aussi dans le domaine du conseil, de l'accompagnement, de la solidarité. Les sommes investies restent modestes, avec le temps, se sont créées des structures complémentaires permettant des apports plus importants comme Garrigue, coopérative de capital-risque, ou la Nef, société coopérative financière. Le livre retrace l'histoire des Cigales avec ses réussites et ses limites. Si le livre présente avec bonheur de très nombreuses démarches à partir d'exemples concrets, il manque un peu de recul sur les limites de la démarche. MB.

L'habitat bio-économique

Pierre-Gilles Bellin
Ed. Eyrolles
2008 - 176 p. - 32 €

Dans ce beau livre, l'auteur alterne présentations techniques et résultats d'expérimentations, avec illustrations et schémas. L'ouvrage fait des choix pour concevoir une maison contemporaine : intérêt du toit-terrasse végétalisé (pour limiter la prise au vent et donc les déperditions) ; stockage de l'énergie par des effets de masse intégrés dans le mobilier, le sol ou les séparations intérieures ; mise en place d'une climatisation par tour à vent ; maison troglodyte ; transformation d'une cheminée à foyer ouvert en foyer fermé ; récupération des eaux de pluie, toilettes sèches, composteur... De nombreux partis-pris et un rappel incessant du nom de la société de l'auteur nuisent toutefois à la qualité du livre. MB.



Les éditions Eyrolles proposent depuis 2006 une collection de guides pratiques permettant de réaliser soi-même des aménagements écologiques dans sa maison, en construction ou en rénovation. On pourra commencer par lire *La maison à énergie zéro* qui présente tous les domaines auxquels il faut penser pour économiser. On

Chantier ouvert au public Le Viel Audon, village coopératif

Béatrice Barras
Ed. Repas (26000 Valence)
2008 - 190 p. - 15 €



Les éditions Repas proposent une série de livres sur les entreprises alternatives. Béatrice Barras qui dans un précédent ouvrage *Moutons rebelles* avait déjà présenté la coopérative Ardelaine, raconte ici l'autre grande initiative à laquelle elle a participé : la renaissance d'un village abandonné dans les gorges de l'Ardèche. L'aventure commence en 1970 quand Gérard Barras présente des ruines à quelques amis et propose le projet un peu fou de les racheter pour en faire un village. A partir de 1972, des chantiers de jeunes vont se succéder lors des vacances scolaires... et aujourd'hui après le passage de plus de 10 000 jeunes, un grand nombre de maisons revivent. Le livre présente comment de projet utopique au départ, il a fallu réfléchir à de nombreuses questions : à qui la propriété ? Comment éviter la spéculation immobilière dans un lieu hautement touristique, comment préserver la magie du lieu, comment appliquer concrètement les principes de l'écologie et de la solidarité... Progressivement des personnes s'installent pour y mener une activité agricole, un centre de formation, des capacités d'accueil (gîte, dortoir, camping). Les difficultés administratives et humaines sont bien présentées tout au long du livre. Un récit qui a le mérite de démontrer une nouvelle fois que les projets les plus fous ne sont pas toujours les plus irréalisables. Passionnant. MB.

B. D.

C'est facile de se moquer

Berth
Ed. Chien rouge (BP 70054,
13192 Marseille cedex 20)
2008 - 128 p. - 8 €



Berth, avec ses personnages tout en rondeur, est un spécialiste de l'idée traduite en un seul dessin. Mais il aligne plusieurs niveaux d'humour : depuis celui pour enfants que l'on retrouve dans *Spirou* au plus cynique que l'on retrouve dans des revues militantes comme *CQFD*, la revue éditée par cette maison d'édition. Ce

recueil de dessins présente donc le plus outrancier. Pensez-vous que l'on peut rire de tout ? Berth lui en est persuadé. MB.

Climax Le désert blanc

Brahy, Corbeyran, Braquelaire
Ed. Dargaud
2008 - 48 p. - 10,40 €

Leia Lewis, brillante scientifique, arrive en Antarctique pour essayer de trouver des relations entre les paramètres liés au réchauffement climatique. Mais dans la base de recherche française, elle découvre des données faussées. Alors qu'elle com-

mence son enquête, elle se retrouve en panne dans une tempête, loin de tout, son véhicule saboté... On n'en saura pas plus pour ce premier tome où les dialogues entre les scientifiques permettent quand même d'alerter les lecteurs sur la réalité du dérèglement climatique et sur les manipulations médiatiques envers le grand public : la situation est beaucoup plus grave qu'on ne le dit. Le dessinateur nous charme avec ses paysages de neige, de tempête, d'iceberg. A suivre... FV.



Terre Rouge

Julie Blanchin, Laurent Sick
Ed. Quae
2008 - 112 p. - 25 €

Terre Rouge c'est l'exploration naturaliste de la Guyane française par deux journalistes de la métropole. Tout au long de leur voyage, ils sont accueillis et guidés par des spécialistes de la faune, de la flore, du climat, du sol... Ce reportage illustré par une bande dessinée, nous entraîne dans le cœur de la Guyane et nous fait découvrir les différents écosystèmes de cet immense département français frontalier avec le Brésil et le Surinam. Les questions environnementales y sont traitées tout au long de l'ouvrage, qui reste de très bonne facture éducative quant à la sensibilisation au réchauffement de la planète et à la protection des derniers grands écosystèmes. Un CD-ROM offre en prime de nombreuses interviews de scientifiques et une brève his-

toire de la Guyane. On ne peut que regretter que les questions liées à l'orpaillage et à la destruction de l'environnement n'y soient pas traitées. De même que les rencontres avec les autochtones sont quasi-inexistantes. En conclusion, un bel ouvrage naturaliste, écrits par deux touristes-reporters, bien loin de la réalité politique et sociale de la Guyane. À croire que tout va bien. JP.

Film

Sortir du Nucléaire

Collectif
Réseau sortir du Nucléaire
9, rue Dumenge, 69317 Cedex Lyon 04
2008 - 11,50 € port compris



Le cinéma, un moyen de sensibilisation pour mieux sortir du nucléaire ? Tel était le pari du Réseau Sortir du nucléaire en lançant pour le 26 avril 2008, 22^e anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, un concours de courts métrages sur ce vaste sujet. Quinze d'entre eux ont été retenus et récompensés par un jury issu d'horizons variés. Ce sont ces films, ainsi que cinq autres choisis pour leur originalité, qui composent ce DVD. Les œuvres retenues sont d'une grande diversité de genre : fictions, documentaires, films d'animation, reportages, sketches. Le ton varie du didactique au comique ou au tragique, en passant par la musique et la poésie. Un grand nombre de ces courts-métrages, qui durent de une à douze minutes chacun, insiste sur les risques liés à l'industrie nucléaire ; d'autres choisissent de parler des alternatives. Au final un patchwork très hétéroclite de créations sur un sujet qui brille par son absence dans la création cinématographique classique. La qualité est inégale, mais chacun-e y trouvera les films les mieux adaptés pour y trouver son plaisir et pour faire passer le message à son entourage. GG

Musique

Ailleurs

Chet Nuneta
Mon Slip, monslip.fr
2008 - 14 titres



Chet Nuneta est l'anagramme d'Enchentêtes, formation créée en 2000 et dans laquelle trois des quatre chanteuses présentes ici, ont enregistré un cd a capella en 2002 (voir S!lence n°350). La rencontre avec une nouvelle chanteuse et un percussionniste les incite à changer de nom. Pour elles, la connaissance et la compréhension des cultures passe par la voix. Par cette expression artistique, elles semblent vouloir capter le charme et l'essence de ces peuples. Dans un climat

envoûtant, ou émouvant, elles nous emmènent en Macédoine, Bulgarie, Mexique, Italie, Mongolie, au Cap Vert ou encore en Israël et même en Finlande ou en Russie. Ce voyage à travers les cultures, les traditions, les atmosphères, se révèle plein de générosité et d'authenticités. C'est l'universalité, la diversité du monde qui est ici approché. Un monde vivant et en perpétuelle évolution. Les arrangements de la formation et la présence de percussions forment une alchimie insolite, subtile, parfois cristalline. On se laisse immédiatement séduire par ces effluves et ces engouements communicatifs. MJ.

Le temps payé ne revient plus

René Binamé
Aredje production
2008

Ce groupe mythique de la scène punk-rock belge est de retour avec un album pied de nez à la politique du "travailler plus pour gagner plus". Huit chansons qui nous emportent de par leur fougue maîtrisée et leur hymne révolutionnaire et jousif : "plutôt jouir que de travailler" et de splendides choix de reprises "L'heure de la sortie" (c'est le meilleur moment de la journée... interprétée par Sheila il y a quelques décennies !), "Société anonyme" (de Pierre Papadiamandis) et "Mother's Little helper" des Rolling Stones.

Une bonne dose de fraîcheur très agréable par ces temps de canicule politique. JP.

Romans



Les Pèlerins d'Halicarnasse

Jean-Pierre Alain Faye
(avec François Brune)
L'Harmattan
2007 - 143 p. - 12,50 €

Quelle est la part du roman, du récit ? En tout cas voilà une quête philosophique bien réelle. Six personnages partent en

vacances en Turquie et découvrent à Halicarnasse un manuscrit datant de l'Antiquité. C'est le début d'une aventure philosophique qui mêle les interrogations contemporaines les plus vives sur l'altermondialisme, et les questionnements éthiques et métaphysiques. Sur quelles bases fonder un engagement militant humaniste ? Le dogme de l'humain "maître et possesseur de la nature" n'est-il pas à remettre en cause au profit d'une vision d'une harmonie naturelle, d'un équilibre et d'une maîtrise à rechercher ? Quel rôle accorder à nos désirs ? On circule allègre-

ment dans la pensée occidentale, entre les penseurs antiques, Sartre ou encore Spinoza, mais nul besoin de connaissances philosophiques pour suivre la lecture. L'un des mérites de ce livre est de briser une sorte de tabou en osant relier les questionnements militants et spirituels. Une réflexion atypique qui fait prendre un peu de hauteur sur ses engagements et mérite le détour. GG

Le banquier anarchiste

Fernando Pessoa
Ed. Christian Bourgois
2007 - 108 p. - 5 €

L'auteur portugais a écrit cet ouvrage en 1922, soit en pleine révolution russe et peu de temps après la phase terroriste de l'anarchie. Le livre est un long monologue où un banquier par une impressionnante accumulation de sophismes démontre à son auditeur qu'il est le seul à avoir réussi à devenir anarchiste ! En résumé : l'anarchiste combat toute forme de pouvoir, je ne peux être anarchiste que seul sinon je crée des relations de domination avec les autres ; je choisis de combattre le plus grand des pouvoirs : celui de l'argent. Pour ne pas en dépendre, il me faut ne plus en avoir besoin. Pour ne plus en avoir besoin, le meilleur moyen est d'en avoir trop. Un jeu littéraire magistralement mené. FV.



Regarde les ohms tomber

Charles Ancé
Ed. Rebelyne
2007 - 185 p. - 18 €

Ce roman bourguignon nous emmène suivre les "abracadabrantiques aventures de Fulbert Laclanche", héros aussi nul que sympathique, qui semble tout droit sorti d'un magazine pour adolescents des années 50. Notre agent secret doit enquêter sur la disparition de matières radioactives sur le site de Bure... Aidé de son ami le professeur Larnaque, le voilà pris dans un imbroglio qui mêle une obscure secte d'indépendantistes bourguignons aux meilleures caves à vin de la région... Ce roman humoristique est l'occasion de brocarder joyeusement les coutumes locales ou encore les agents de police, mais également, d'alerter au passage le lecteur sur les risques liés à l'enfouissement de déchets radioactifs sur le site de Bure. Un argument sérieux pour lire ce livre ? On rigole bien ! GG



Nous avons également reçu...

■ **Comment amorcer le marché mondial de l'énergie propre ?** *Mustapha Mokass, éd. L'Harmattan, 2007, 132 p. 13,50 €.* L'auteur qui travaille au PNUÉ, Programme des Nations Unies pour l'environnement, présente l'enjeu pour les entreprises de penser à diminuer leurs émissions de carbone. Presque rien sur les énergies renouvelables ou la maîtrise de l'énergie. Titre trompeur.

■ **De la cueillette à l'assiette,** *Catherine Charmetant et Philippe Rivault, éd. Jouvence, 2008, 192 p. 21,50 €.* Présentation de 120 recettes à partir de la cueillette de plantes sauvages. De quoi se rapprocher de la nature pour en redécouvrir les vertus.

■ **Quinton, le sérum de vie,** *Jean-Claude Rodet et Maxence Layet, éd. Courrier du livre, 2008, 272 p. 20 €.* A la fin du dix-neuvième siècle, René Quinton montre les similitudes entre la composition de la cellule et l'eau de mer et avance l'idée que boire de l'eau de mer à une salinité correcte peut aider à maintenir le corps en bonne santé. Le livre retrace l'histoire de la personne puis des usages du sérum.

■ **Paroles clandestines,** *Harpocrate et Roland Cros, éd. Libertaires (17190 Saint-Georges-d'Oléron), 2008, 64 p. 13 €.* Les mouvements de résistance naissent dans la clandestinité. Cet ouvrage présente des petites phrases de mouvements clandestins illustrés par des gravures représentant des synonymes de secret et de résistance dans des langues courantes ou non. Exercice graphique.

■ **Villes et résistances sociales,** *revue Agone (13192 Marseille cedex 20), 2008, 310 p. 30 €.* Dans ce numéro semestriel, des textes de réflexion sur les promoteurs, la reconstruction de la ville, la "genytrification" (embourgeoisement) de certains quartiers, les grands travaux comme prétexte à expulser les pauvres et les luttes contre ce phénomène.

■ **Manifeste Utopia,** *collectif, éd. Parangon, 2008, 187 p. 8 €.* Utopia est une tendance politique présente à la fois chez les Verts, au PS et à Attac, qui se propose de réfléchir à un projet politique anti-capitaliste, contre l'Etat autoritaire et pour la décentralisation, contre la croissance économique et pour un développement des conditions de vie, pour la restauration de l'agriculture paysanne, le scénario Négawatt, le revenu d'existence, les services publics, le droit au logement, à la migration...

■ **L'Etat du développement durable en France.** *Alternatives économiques, hors-série juin 2008, 136 p. 9,50 €.* Beaucoup de données chiffrées intéressantes... avec des commentaires pas toujours à la hauteur des enjeux.

■ **Les mercenaires de la République,** *Maurice Rajsfus, éd. Libertaires (17190 Saint-Georges-d'Oléron), 2008, 164 p. 10 €.* Comment fonctionnent policiers et gendarmes et pour quoi faire ? Pour protéger les riches et les forts contre les faibles, les sans papiers, les SDF, les précaires... le tout dans une certaine impunité qui favorise de fait une forte implantation de l'extrême-droite dans ce milieu. L'auteur présente une longue liste de faits divers sur les bavures des forces de l'ordre.

■ **Qui est on ?** *Claude Held, éd. Propos/2 (04000 Manosque), 2008, 246 p. 15 €.* Entre le roman, l'atelier d'écriture et la performance artistique. Une exploration des modes de rédaction des romans policiers à travers une enquête sur "on" accusé de crime (bien que la plainte puisse être contre X), en 120 chapitres de même taille. Surréaliste.

■ **L'altermondialisme,** *François Polet, éd. Couleur livre (B-Charleroi), 2008, 84 p. 8 €.* L'auteur, sociologue, tente ici un tour des points de convergences et des divergences sur ce que peut être une autre mondialisation : réformistes contre radicaux, localisme contre un autre globalisme, développement ou décroissance... et prédit qu'il sera difficile de poursuivre ensemble.



Commander un ancien numéro

Anciens numéros - Seuls les numéros présentés ci-après sont disponibles. Ils sont à commander uniquement en France (4 € l'exemplaire, 4,60 € à partir du n° 352). Les frais de port sont de 2 € pour un ex ☐, 3 € pour 2 ex ☐, 4 € pour 3 ex et plus ☐.

Numéros régionaux

- 272-273 Rhône
- 285-286 Isère
- 318-319 Drôme et Ardèche
- 325-326 Nord-Pas-de-Calais
- 331 Ariège et Hautes-Pyrénées
- 337 Paris
- 342 Var et Alpes-Maritimes
- 348 Centre
- 353 Haute-Garonne et Gers
- 359 Seine-Saint-Denis

Autres numéros

- 315 Décroissance et non-violence**
Transport fluvial. Les restes du festin. OGM : faucheurs volontaires.
- 320 Ecologie et alternatives**
Pétrole et géologie politique. Imaginer une banque transparente. Bureautique et économies d'énergie.
- 324 Voyages au pays de chez soi**
La bio au cœur de l'écologie. Eolien : du vent sur la maison qui brûle. La pile à combustible.
- 327 De nos [in]cohérences**
REPAS : les Nouveaux Robinson. Energie : L'éolien détrône le nucléaire.
- 330 Des entreprises solidaires**
Le micro-crédit : contre les femmes ? Illich, école et décroissance.
- 334 Terre, terroir, territoire**
Tchernobyl. Autonomadisme contre libéralisme. Dix ans de sevrage radiophonique.
- 335 Résistances à la Françafrique**
Capitalisme : sauver la gratuité ? Biocarburant. Grenoble : nanotechnologies non merci !
- 338 Technologies contre autonomie**
Migrations : quelle empreinte ethnique ? Paris : Co-errances, Ecobox.
- 339 Handicap et alternatives**
Seveso. L'action non-violente ça s'apprend ! Déboulonneurs, Massage café, Alternative Santé.
- 340 Pour des innovations frugales**
Inspection citoyenne. Paris : La Maison des Femmes. Le café du soleil. OK Chorale.
- 341 Décroissance et santé**
Nord/Sud : déchets-cadeaux. Paris : le Petit Ney, la petite Rockette. Commerce équitable.

- 343 Changeons la recherche !**
Politique : Paul Ariès, révolution et décroissance. Paix : Parole et démocratie participative.
- 344 Maghreb à quand l'indépendance ?**
Belgique : Chasse aux bombes. Chauffe-eau solaire. Association d'éducation populaire. Jean Van Lierde.
- 345 Les nouveaux horizons paysans**
Politique : La déliquescence. Energie 21. Après la fin du pétrole.
- 346 Quelles relations Sud-nord ?**
OGM : procès des faucheurs volontaires. Paix : guerre et nouvelles technologies. Décroissance : dissidence de la broussaillie.
- 347 Libertés : le combat continue**
Biocarburants : impossible à grande échelle. Irradiation des aliments : combien de fraudes ? Munich : la bio protège l'eau.
- 349 Quand l'écologie fait la foire**
Japon : le réacteur ne résiste pas au séisme. Education : Célestin et l'école moderne.
- 350 Décroissance côté femmes**
Famine : manger ou conduire, il faut choisir. Contrôle : passe Navigo et vie privée. Politique : des voies pour une régénération.
- 351 : 25 ans de silence**
Voyageurs des possibles. Ecologie politique en questions. Fausse solutions. Excès de vitesse.
- 352 Sortir de l'industrialisme**
Inspections citoyennes : Un festival "missile mi-raïsin". Grenelle : Des promesses pour plus tard... ou pour jamais.

- 354 Municipales : être maire autrement**
Alternatives : une autre Villa est possible. Décroissance : Colporteurs de santé. Islande : les géants de l'aluminium. Lobby nucléaire et politique.
- 355 Sortir des pesticides**
Sans papiers : pour la liberté de vivre. OGM : rien n'est encore joué ! Transports : une énergie écologique sur quatre pattes. Alternatives à Silence : des lecteurs en action.
- 356 Comment les armées détruisent la planète**
Inde du sud : voyage en biodynamie. Décroissance : cultivons le désir de créer. Energies : marche pour un futur sans nucléaire. Alternatives : un bar autogéré : de l'Autre Côté du PonT.
- 357 Amap, dynamiques et limites**
Décroissance : le tourisme, une pratique prédatrice. Vivre autrement : habitat nomade, une large route des possibles. Santé : l'Embellie. Israël-Palestine : le meurtre est la question posée.
- 358 Vivre en habitat écologique collectif**
Pierre Rabhi : pénuries alimentaires, les solutions existent ! Energie : choix énergétiques, choix de société. Vivre ensemble : Urupia, "Commune" libertaire. Education : apprendre la vie.

je règle un total de :

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____

Commune _____

s'abonner à silence

France métropolitaine

<input type="checkbox"/> Découverte 1 ^{er} abonnement 6 n°	20 €
<input type="checkbox"/> Particulier 1 an	46 €
<input type="checkbox"/> Institution 1 an	92 €
<input type="checkbox"/> Soutien 1 an	60 € et +
<input type="checkbox"/> Petit futé 2 ans	74 €
<input type="checkbox"/> Groupés par 3 ex 1 an	115 €
<input type="checkbox"/> Groupés par 5 ex 1 an	173 €
<input type="checkbox"/> Petit budget 1 an	28 €

Suisse

<input type="checkbox"/> Découverte 1 ^{er} abonnement 6 n°	45 FS
<input type="checkbox"/> Particulier 1 an	85 FS

Autres pays et Dom-tom

<input type="checkbox"/> Découverte 1 ^{er} abonnement 6 n°	27 €
<input type="checkbox"/> Particulier 1 an	55 €
<input type="checkbox"/> Institution 1 an	100 €
<input type="checkbox"/> Soutien 1 an	60 € et +
<input type="checkbox"/> Petit futé 2 ans	85 €
<input type="checkbox"/> Petit budget 1 an	35 €

France : règlement à
Silence, 9, rue Dumenge,
69317 Lyon cedex 04
CCP 550-39-Y Lyon
Virements bancaires :
CCP 550 39 Y LYON

Belgique : règlement à
Brabant-Ecologie,
33 route de Renipont
B - 1380 Ohain
tél. : 00 32 2 633 10 48
CCP 000-15-19-365-54

Suisse : règlement à
Contratom CP 65 -
CH 1211 Genève 8
tél. : (41) 22 740 46 12
CCP 17-497696-4

Courriers : 9 rue Dumenge, F 69317 Lyon Cedex 04 **Téléphone :** 04 78 39 55 33 **Abonnements et dépositaires :** mardi et jeudi, 10h-12h, 14h-17h
Rédaction : lundi et mercredi, 10h-12h, 14h-17h **Standards :** lundi, 10h-12h, 14h-17h. Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. **Textes :** sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs. **N° de commission paritaire :** 0910 G 87026 **N°ISSN :** 0756-2640 **Date de parution :** 2^e trimestre 2008 **Tirage :** 6800 ex. **Editeur :** Association Silence **Administrateurs :** Patrick Allamel, Michel Bernard, Patrice Bouveret, Myriam Cognard-Dechavanne, Clémence Emprin, Esteban, Guillaume Gamblin, Jean-Pierre Lepri, Pierre Lucarelli, Jean-Marc Luquet, Pascal Martin, Christophe Rastoll **Directeur de publication :** Jean-Pierre Lepri **Comité de rédaction :** Michel Bernard, Patrice Bouveret, Esteban, Guillaume Gamblin, Jean-Pierre Lepri, Mimmo Pucciarelli **Pilotes de rubriques :** Patrice Bouveret, Adeline Charvet, Christian David, Sophie Dodelin, Marion Gillier-Rebaud, Anne Girard, Pierre-Marie Jacquier, Daniel Julien, Stephen Kerckhove, Kotopo, Jean-Pierre Lepri, Xavier Lhermitte, Pierre Lucarelli, Eveline Mana, Pascal Martin, Baptiste Mylondo, Marie-Pierre Najman, Patrice Néel, Fabrice Niccolino, Jocelyn Peyret, Vincent Peyret, Aurélie Prampart, Xavier Seredine, Francis Vergier **Gestion et abonnements :** Béatrice Blondeau **Maquette :** Damien Bouveret **Dessinateur :** Lasserpe, Kim, Tchandra **Correcteurs :** Emmanuelle Pingault, Sara Martinez, Sylvie Michel, Raymond Vignal, Françoise Weité **Photographes :** Marie Clem's, Janis Devillers, PADES, Fanny Vrinat, Pierre-Emmanuel Weck **Et pour ce n° :** Daniel Cérézuelle, François Cottreel, Marguerite Descamps, Pierre Gevaert, Michel Jarru, Vincent Martin, Paulette Mazoyer, Mireille Oria, Eric Pradine, Reine Rosset, Guy Roustang, Bernard Valette, Sébastien Valette **Couverture :** DR

Mai 2008 à Lyon...

Manif de droite (3 mai)
devant l'Hotel-de-ville



Créeé pour tous (1^{er} mai)



Récupération piétonne d'un parking (24 mai)



Procès de Jacquard (1^{er} mai)

Pendant tout le mois de mai 2008, un imposant collectif, initié par des associations et des individus de la Croix-Rousse à Lyon, a organisé quotidiennement des actions symbolisant nos révoltes d'aujourd'hui. Impressionnant.

Voir article page 30.



Procès de Jacquard (1^{er} mai)



Procès de Jacquard (1^{er} mai)



(Mas)sacre de l'empereur Nicolas 1^{er} avec Carla et TFone (5 mai)



(Mas)sacre de l'empereur Nicolas 1^{er} avec Carla et TFone (5 mai)



Journée des enfants (18 mai)



Journée des enfants (18 mai)



Récupération piétonne d'un parking (24 mai)